



# FRAGMENTATION SPATIALE ET SOCIALE AUTOUR DE L'ARSENAL DE BREST

L'enclave militaire: entre urbanités et milieu de travail

*Marine Mallédan*

*Mémoire de master | Controverses Spatiales | Laurent Devisme*

*École Nationale Supérieure d'Architecture de Nantes*

*Septembre 2015 - Janvier 2017*

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

# FRAGMENTATION SPATIALE ET SOCIALE AUTOUR DE L'ARSENAL DE BREST

**L'enclave militaire: entre urbanités et milieu de travail**

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

*Marine Mallédan*

*Mémoire de master | Controverses Spatiales | Laurent Devisme*

*École Nationale Supérieure d'Architecture de Nantes*

*Septembre 2015 - Janvier 2017*

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Parti d'une interrogation sur les thèmes de l'enclave et de la frontière urbaine, ce mémoire révèle un intérêt grandissant, voire un sentiment de révolte, sur les usages de la ville contemporaine codifiée, normée mais surtout de plus en plus rigide et fragmentée. La vision politique n'est pas la visée de ce mémoire, même si, son écriture a contribué à la naissance d'une vision critique de mon environnement personnel. Cet ouvrage ne se restreint donc pas à un aspect contestataire, mais s'inscrit dans la fin d'un parcours d'une étudiante en architecture.

En parallèle de mes études, des expériences urbaines, plus personnelles, sont également venues nourrir une réflexion initialement sémantique et conceptuelle. Plus qu'un voyage ou une visite, cette expression, *expériences urbaines*, accentue l'idée d'immersion dans un territoire inconnu et traversé sur temps court. Cette approche met en lumière des situations troublantes impactant ma posture en tant que future architecte.

Ce fut ainsi le cas à Bâles, en 2013, où il fut impossible pour notre petit groupe de touristes d'atteindre, et même de voir de loin, les nouveaux bâtiments formant le siège social du géant pharmaceutique Novartis. La barrière grillagée et renforcée par une épaisseur végétale, a mis fin à nos espoirs d'apercevoir les œuvres de prestiges conçues entre autre par Herzog et de Meuron, Souto de Moura, Ando, Gerhy, SANAA, Moneo... Nous nous sommes contentés d'une photo depuis l'entrée du parking souterrain donnant sur le pavillon d'entrée.

Un an plus tard, c'est envers une frontière moins visible, ou du moins immatérielle que je me retrouve confrontée: la City de Londres. La prolifération des panneaux d'interdiction d'usages dans les rues du deuxième centre financier du monde («No skating», «No riding», «No heavy petting», «No sleeping at any time») devient parfois comique. Est venue s'ajouter l'intervention d'un vigile qui m'a interdit de prendre des photos de ce qui me semblait n'être qu'un «simple» centre commercial récemment dessiné par Jean Nouvel. Quelques recherches m'apprirent par la suite que le parvis de la cathédrale Saint Paul est le seul espace «réellement public», c'est-à-dire, libre, commun, accessible à tous et démocratique. La City est exclusivement une enclave financière pratiquée essentiellement par des touristes bien éduqués et des travailleurs en costume; personne n'y vit.

J'ai ainsi commencé à m'interroger sur le phénomène de globalisation et de métropolisation, induisant une fabrique des villes comme un outil au service des entreprises privées. Ces dernières, affranchies du pouvoir public, se créent un environnement propice à leur développement économique endémique. Si une perte de la démocratie m'a d'abord effrayée, les conséquences de l'homogénéisation urbaine et sociale d'un fragment de ville sont rapidement posées. On peut notamment cibler la mise en péril d'une cohésion sociale à plus large échelle engendrée par l'étalement ou l'éclatement urbain.

Cette problématique semble, aux premiers abords, concerner les villes de grandes échelles. Pourtant, la concurrence économique accentuée par la mondia-

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENTS SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR



Certaines d'obtenir LE cliché sur la rade de Brest, je me retrouve tentée à l'illégalité... Depuis les hauteurs du château, autrement dit, depuis la partie ouverte au public, c'est-à-dire le tiers, offrant majoritairement des vues sur la ville, il est difficile de voir la rade... Les deux autres tiers du château donnent sur la rade. Ils sont exclusivement réservés aux militaires ou hauts responsables civils.

Source:

Auteure - à Brest, le 5 Septembre 2015

lisation<sup>1</sup>, couplée à la volonté de rentabiliser chaque parcelle constructible vient lisser cette hiérarchie numérique et quantitative. Cette «mondialité» permet la combinaison et l'articulation de toutes les échelles, du local au global.

C'est donc imprégnée de ces réflexions que je me retrouve à Brest, le 5 Septembre 2015, avec l'impossibilité - encore une fois - d'obtenir un joli point de vue sur la rade. Les barrières et réglementation de l'arsenal m'en empêchent. Outre l'évidence d'un paradoxe sur l'une des capitales maritimes bretonnes où l'on ne peut voir la mer, plusieurs questions me sont alors apparues:

Quelle est la place de l'arsenal dans l'espace vécu des riverains? des Brestois? des touristes? Quelles sont les représentations mentales de cette enclave militaire inaccessible? Elles semblent ne pas exister pour les usagers quotidiens longeant ses frontières... Ce qui m'a frappé, en plus de la particularité de bloquer les parcours dans la ville, c'est la bulle d'invisibilité qui entoure cet espace clos: combien de Brestois traversent le pont de Recouvrance chaque jour sans faire attention à ce qui se passe en dessous?

C'est finalement bien de *représentation* dont il est question à chaque fois, de la relation que l'individu entretient avec l'espace conçu, perçu et vécu. Henri Lefèbvre présenté comme philosophe, urbaniste ou sociologue du XX<sup>ème</sup> siècle, fut à l'initiative de cette idée de triplicité de l'espace<sup>2</sup>. Ces trois aspects, le physique, le mental, le social, qui définissent l'espace ne peuvent et ne doivent, ni se confondre ni se séparer, sous risque d'en faire un vide, une abstraction, un non-sens. «Chacun implique, pose et suppose l'autre». Sans prétendre appliquer et traduire la complexité des réflexions de Lefèbvre, ce qui m'intéresse ici c'est bien le rapport, physique, des lieux aménagés à l'espace, et la relation charnelle - sensitive - de l'Homme à l'espace. Cette vision renvoie directement à d'autres auteurs précurseurs tels que Heidegger ou Benjamin.

Brest, et plus précisément son arsenal, représente donc bien pour moi la porte d'entrée à des problématiques plus larges. Mais c'est surtout un sujet qui me touche personnellement: de nombreux membres de ma famille y ont travaillé et mon compagnon y travaille actuellement. Ce mémoire s'est construit dans un aller-retour permanent entre les différents acteurs de mon réseau social. Brest est également la ville choisie par plusieurs amis pour leurs études, et son programme culturel, notamment musical. Métropole bretonne aux nombreux préjugés négatifs, Brest est pourtant très dynamique dans son renouvellement et sa fabrique urbaine. C'est ainsi l'opportunité d'affirmer mais surtout de prolonger une réflexion personnelle sur la société contemporaine et l'environnement urbain.

1. *Mondialisation vue comme l'accélération des échanges et circulation de biens et de personnes à travers le monde.*

2. *Henri Lefèbvre, La production de l'espace. In: L'Homme et la société, N. 31-32, 1974. Sociologie de la connaissance marxisme et anthropologie. pp. 15-32. Consulté en ligne [http://www.persee.fr/doc/homso\\_0018-4306\\_1974\\_num\\_31\\_1\\_1855](http://www.persee.fr/doc/homso_0018-4306_1974_num_31_1_1855), le 25 novembre 2016.*

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR



*Chacun sait de quoi il retourne quand on parle d'une « pièce » dans un appartement, du « coin » de la rue, de la « place » du marché, du « centre » commercial ou culturel, d'un « lieu » public, etc. Ces mots du discours quotidien discernent, sans les isoler, des espaces et décrivent un espace social. Ils correspondent à un usage de cet espace, donc à une pratique spatiale qu'ils disent et composent.*

*Henri Lefèbvre, 1974.*

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

# FRAGMENTATION SPATIALE ET SOCIALE AUTOUR DE L'ARSENAL DE BREST

L'enclave militaire: entre urbanités et milieu de travail

10	<b>Introduction</b>
13	<b>LES UTOPIES URBAINES DE BREST</b>
16	<b>Les ambitions historiques d'une ville idéale</b> La ville nouvelle de Vauban La ville reconstruite de Mathon
34	<b>L'arsenal: catalyseur de paradoxes sociaux et spatiaux</b> Brest méprisée, excentrée, enclavée Mainmise de l'état sur Brest
59	<b>LE CARACTÈRE URBAIN DE L'ARSENAL</b>
62	<b>L'intra-muros toujours en action</b> Une « ville dans la ville » « On est tous habillé pareil »
80	<b>BMO: tendances anciennes, contexte nouveau</b> la quête d'une indépendance La ville et l'arsenal: deux entités antagonistes ?
102	<b>Le patrimoine militaire</b> Brest, ville d'art et d'histoire Entre Permanence et variation de l'esprit de l'arsenal
141	<b>UNE ENCLAVE EN VILLE</b>
144	<b>Les marqueurs physiques</b> Topographie prégnante Dispositifs artificiels
156	<b>Une fracture invisible</b> Une question de temporalités Confrontation politique
170	<b>La «culture arsenal»</b> Des rites, rituels et routines spécifiques L'intra-muros fait rêver
188	<b>Conclusion</b>
194	<b>Médiagraphie</b>

La société moderne actuelle semble aspirer à des échanges rapides et efficaces ainsi qu'à une idéologie de transparence. Cette tendance est pourtant fortement contredite par la prolifération d'espaces clos et privés en ville. Face à leur propre paupérisation, les pouvoirs publics sont en effet contraints de se libérer des charges de gérance de nombreux sites urbains en vendant des parcelles à des sociétés privées. Sous couvert d'une optimisation de la qualité du cadre de vie et de travail, ces dernières délimitent physiquement leur espace d'action. On assiste ainsi à la création d'enclos mono-fonctionnels, avec leur propre règlement intérieur, leurs vigiles, leurs interdictions, tels que les fameuses *gated-communities*. La perte de démocratie - et donc de transparence - en est la conséquence première; l'éclatement urbain - et donc des échanges - la seconde.

Ces morceaux de ville ne remettent-ils pas en question l'essence de celle-ci: l'urbain? Seraient-ils des sortes d'«anti-villes» idéales? Leur capacité à s'opposer au rural, c'est-à-dire au lent, au désordre, au «vert», ne suffit pas à transformer ces espaces en lieux urbains. C'est en réduisant et en contrôlant le rapport à l'altérité, aux situations inattendues et aux individus inconnus, que l'enclave nie complètement la nature même de la ville. Et si l'urbain se construit par le rapport à l'Autre, il l'est aussi par la notion de proximité et de distance, et donc de parcours que les enclaves et les barrières qui les entourent viennent justement compromettre.

*Le développement de la ville contemporaine, hétérogène et discontinu s'est accompagné de la multiplication de barrières, matérielles et immatérielles, réelles ou fantasmées, transformant les parcours en une course d'obstacles.<sup>1</sup>*

Choisir une situation emblématique qui permettrait d'identifier et de définir des barrières spécifiques, devenir acteur des pratiques quotidiennes, rencontrer les habitants, enquêter sur les mobilités... représentent les premiers champs d'actions.

Entre état des lieux d'une fracture urbaine et mise en avant d'un phénomène complexe - ici, la fragmentation de la ville - l'expérience urbaine permet de décrire et d'interpréter des processus de fabrication en cours.

L'arsenal de Brest est une enclave militaire située à proximité du centre ville, compris comme zone où se concentrent les activités et les pouvoirs publics. Comme tout terrain appartenant à la Défense, ses limites sont précises et protégées et sa surface est autonome vis-à-vis de la ville. S'y intéresser permet de mettre en commun les idées abordées dans cette introduction. En tant qu'enclos interdit, il met en exergue les conséquences d'une barrière physique sur les aménagements de la ville. En tant qu'espace dédié uniquement au travail, il interroge l'hypothèse d'éclatement et étalement urbain. En tant qu'antenne directe du pouvoir étatique, il remet en question les notions d'équilibre national et de rayonnement métropolitain. Etc..

L'étude se fera ainsi à l'échelle locale dans le but de dégager des traits significatifs et généralisables. On tentera tout au long de ce mémoire de révéler les effets,

négatifs ou positifs, de la présence de l'arsenal dans le développement de la métropole bretonne. Concrète sur le territoire et, symbolique dans ses représentations, la frontière devient le terrain de recherche.

Premièrement, revenir sur les utopies urbaines de Brest permettra d'introduire le contexte, tant architectural que social, dans lequel l'arsenal a vu le jour. Son ancrage historique sera notamment révélateur de l'importance d'une présence de l'État dans l'ouest breton. Cela nous amènera ensuite à se questionner sur l'enclave de travail en tant qu'espace urbain et sur la relation que cette définition engage avec la ville. La troisième partie sera consacrée uniquement à la frontière, comme barrière physique mais également comme interface entre deux univers, le vile et le militaire.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR





ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR



Daniel Le Couédic, architecte et professeur à l'école de Géoarchitecture de Brest, l'a souvent écrit, «la création de Brest ne repose sur aucun mythe fondateur»<sup>1</sup>. La ville est née d'un camp romain clairement situé dans le Bas-Empire.<sup>2</sup> Le III<sup>e</sup> siècle marque ainsi la date de ses premières «habitations» mais surtout de ses premières fortifications. Ce n'était alors qu'un fortin dessinant les limites franches d'une petite ville. Il ne fut remplacé qu'au XIII<sup>e</sup> siècle par un château médiéval, rapidement occupé par les Anglais. Deux siècles s'écouleront avant le reprise du château par les Français. Commence alors un premier développement de la ville hors des remparts.

À partir de cette époque, les différentes guerres montrèrent périodiquement la nécessité de fortifier et protéger l'ensemble urbain de manière durable. Dans le souci d'égaliser les autres armées, notamment celles du Royaume-Uni et de la Hollande, les chefs d'État français ont successivement ordonné le développement d'un appareil militaire puissant à Brest. La question de la protection de ce dernier ainsi que de la population environnante s'est naturellement posée.

L'arrivée au XVII<sup>e</sup> siècle de Vauban, expert des fortifications mais également homme universel, renforça cette réflexion liant destin militaire et civil. Ses plans resteront d'ailleurs la référence en matière d'urbanisme à Brest. En effet, Mathon, architecte de Brest au lendemain de la seconde guerre mondiale, se basera sur ses pensées utopiques afin de réaliser les plans d'aménagement d'une ville nouvelle moderne.

Ainsi, né petit port commercial, Brest deviendra, par l'action de nombreux ingénieurs, nommés par le pouvoir étatique, un véritable port d'armement majeur, une «ville-port-arsenal». Selon l'*Encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers* de Diderot et d'Alembert rédigée au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle:

*«L'Arsenal (Marine) est un grand bâtiment près d'un port, où le roi entretient les officiers de marine, les vaisseaux et les matériaux nécessaires pour les armer. C'est aussi l'espace ou l'enclos particulier qui sert à la construction des vaisseaux et à la fabrique des armes. Il renferme une très grande quantité de bâtiments civils, destinés tant pour les ateliers des différents ouvriers employés dans la fabrication des vaisseaux, que pour les magasins des armements et désarmement.»*

Cette définition met d'ailleurs en avant la limite résultante de la présence d'un arsenal en ville, d'un espace nécessairement clos. Cette frontière sépare le monde militaire marin du monde civil.

1 La genèse des villes de l'Antiquité repose en grande majorité sur un mythe. On peut citer ici, l'histoire légendaire des fondateurs de Rome, Romulus et Rémus. En France, on retrouve Marseille avec la légende de Gyptis et Protis.

2 Identifiés depuis la fin du XVI<sup>e</sup> siècle et encore visibles à la base des murailles du château actuel, les vestiges antiques sont ceux d'un grand castellum de l'Antiquité tardive.

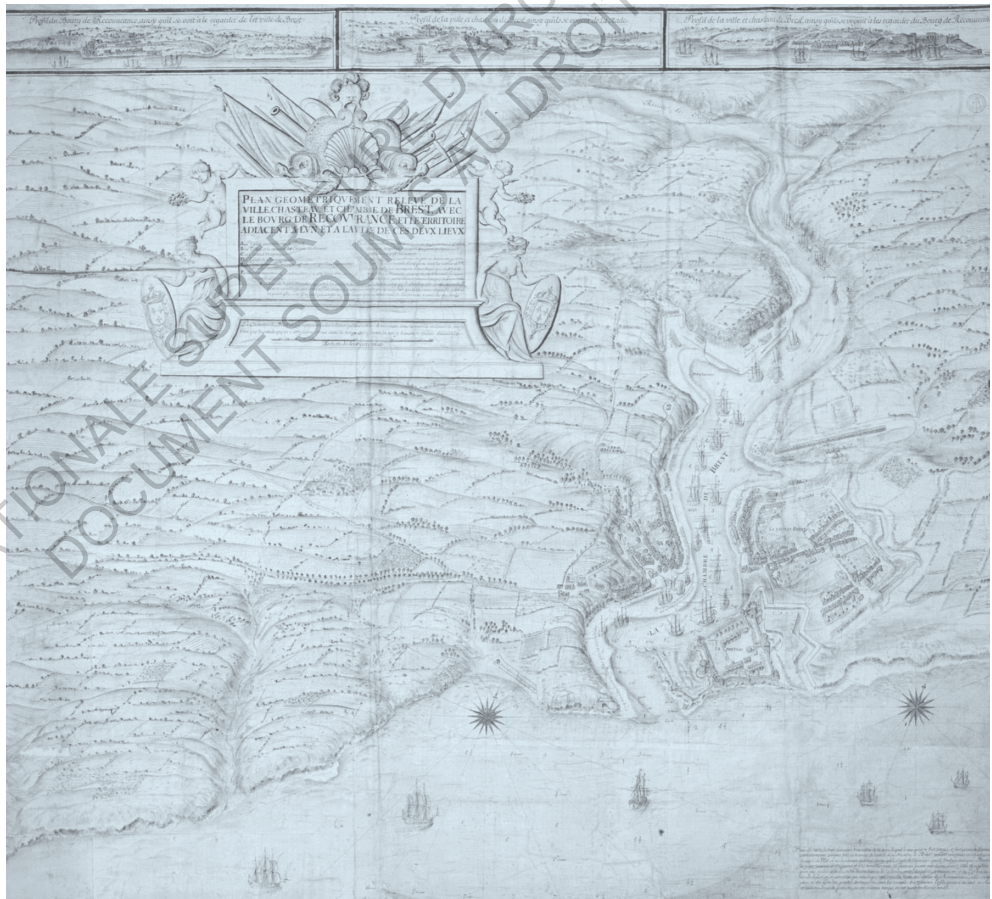
## LES AMBITIONS HISTORIQUES D'UNE VILLE IDÉALE



*Cette photographie a été réalisée à l'occasion de la visite à Brest du couple impérial, du 9 au 12 août 1858, par*



*le photographe journaliste Gustave le Gray ©. (Paris, BNF)*



Plan de la ville Chateau et Chambre de Brest, avec le bourg de Recouvrance et le territoire adjacent. Le territoire est morcellé; murailles et rivière semblent infranchissables - 1667 par le chevalier de Clerville.

Source: Vincennes, S.H.D, Marine, MS 144-207

### a. Brest, un lieu stratégique

Parler de frontière à Brest est chose banale. Historiquement, elle est matérialisée par la Penfeld qui constituait une séparation entre le domaine royal (ou ducal jusqu'en 1547<sup>3</sup>) de Brest, et le fief du Chastel. Le quartier de la rive droite, appelé Recouvrance fut rattaché par Louis XIV en 1681. Date à laquelle de véritables travaux de fortifications furent entrepris pour protéger les deux rives. La rivière devient dès lors, l'axe central du développement portuaire autour duquel s'organise la cité.

Cependant, Brest a déjà un passé de port et notamment d'arsenal, bien avant cette décision royale. En effet, le roi François I<sup>er</sup> ordonnait en 1518 la construction de plusieurs bâtiments afin de mieux adapter le site aux nécessités de la construction et de l'armement. Mais le port de Brest prendra de plus en plus d'importance pour le royaume avec l'intervention de Richelieu, proche conseiller du Roi, à partir de 1631 - date à laquelle la flotte royale du Ponant, pièce essentielle de la stratégie navale française, y prend ses quartiers. Colbert prendra la relève à Brest. À l'instar de son prédécesseur, il pensait que la grandeur du royaume devait passer par la maîtrise de la mer. Son arsenal rêvé fut conçu d'une manière théorique et idéale sans réellement prendre en compte le contexte topographique et météorologique exigeant de Brest et de sa rade. En 1661, sa nomination comme ministre des Finances entraîne de grands investissements pour le port de Brest. En 1667, le chevalier de Clerville, commissaire général des fortifications, lui propose un projet d'agrandissement du port<sup>4</sup>. Son intendant, ne respectant pas ses plans, s'applique seulement à augmenter le nombre d'habitants, et dès 1674 commence à fortifier la ville entière. En l'absence de projet directeur global (liant rive gauche et droite, populations civile et militaire, peuples bourgeois et paysan...), la ville et l'arsenal se développent de manière anarchique.

Se rendant compte de cette imposture, Colbert nomme en 1681, l'ingénieur Sainte-Colombe pour lui proposer un second projet. Celui-ci améliore les défenses de la ville et agrandit l'enceinte en y incluant des terrains vides. Cependant, il décède peu de temps après. C'est finalement Vauban qui continua son œuvre. Il reprit, commenta et corrigea le projet initial. D'après lui, la fortification était avant tout dictée par «la situation géographique, les impératifs de créer un arsenal et une base navale en Penfeld et les possibilités de l'ennemi.»<sup>5</sup>

3 1547 est l'année de l'accession au trône de France du dernier duc, Henri.

4 «Ce projet prévoit entre autres : la construction de logements et bâtiments afin d'attirer à Brest de la main d'œuvre spécialisée, des commerçants, des marins et de nouveaux habitants civils, de créer une milice urbaine, de construire de nouveaux quais, une place d'armes et un arsenal.» (Guillaume Lécueillier, *Les fortifications de la rade de Brest : Défense d'une ville-arsenal*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Cahiers du patrimoine » (n° 94), 2011, p. 29.)

5 Guillaume Lécueillier, *Les fortifications de la rade de Brest : Défense d'une ville-arsenal*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Cahiers du patrimoine » (n° 94), 2011, p. 34.

Aucun de ses prédécesseurs n'aurait jamais pris soin de s'intéresser à l'intra-muros et/ou quelconque essor de la population et de la ville civiles. Pour Vauban, il est important que:

*«L'église, les corps de garde, guérites, magasins à poudre, arsenaux, hôpitaux, casernes, logements d'officier, maisons de bourgeois, puits, fontaines, abreuvoirs, citernes et latrines soient bien distribués en quantité et grandeur suffisante par rapport à celle de la place, à la force de la garnison et la qualité et la quantité des munitions qu'on y voudra mettre pour les entrepôts ou pour les usages particuliers de la dite place.»<sup>6</sup>*

Vauban, par ses projets de ville fortifiée, imaginait à Brest sa ville idéale, analysant le contexte, qu'il soit social, culturel, géographique, ou bien architectural. Avant de pencher sur son projet, il est intéressant d'aborder la pensée et la vie de cet homme visionnaire.

## **b. Vauban, un homme universel au service du roi**

Sébastien Le Prestre de Vauban est né en 1633 dans l'Yonne. C'est en 1655, à l'âge de 22 ans qu'il reçoit son brevet d'ingénieur ordinaire du roi puis commissaire général des Fortifications<sup>7</sup>. Il devient le plus illustre des ingénieurs militaires français, tant sur le point théorique (il élabore et réfléchit sur de nombreuses stratégies d'attaque, de siège et d'édification de places fortes<sup>8</sup>) que celui pratique et construit (Lille: «la reine des citadelles» en 1677). Malgré leur forte influence auprès du roi, les ingénieurs sont mis sous la «protection» de ministres dont les faveurs royales impactent le travail de leur «protégé». C'est Louvois, ministre des armées sous Louis XIV, qui fut en charge de Vauban. Ceux-ci seront ainsi souvent mis en compétition face à Colbert et son ingénieur De Clerville, notamment pour le projet de Lille.

Si les principales édifications de Vauban se concentrent sur les frontières terrestres du royaume, l'ingénieur s'est également consacré aux places côtières, toujours au service et selon les désirs du roi.

«L'œuvre de Vauban va être de contribuer à la stabilisation des frontières par la fortification des points-clés».<sup>9</sup> Il rationalise la frontière selon un «plan type idéal» cherchant à atteindre les «bornes naturelles» de la France. Brest en fera partie. En effet, face à la montée des périls sur le littoral<sup>10</sup>, le roi lui confie le

6 Mentionné dans: Isabelle Warmoes, « Vauban et l'art de la fortification », Isabelle Warmoes, Victoria Sanger (éd.), Vauban bâtisseur du Roi-Soleil, Paris, Somogy, 2007, p. 190-197.

7 Avec ce titre, Vauban contrôle, contresigne et arrête tous les projets de fortifications de France. Quelques années avant sa mort (1707), il reçoit le titre de maréchal de France pour services rendus au royaume,

8 Selon le dictionnaire Larousse en ligne, une place forte désigne une agglomération défendue par des fortifications.

9 Guillaume Lécueillier, Les fortifications de la rade de Brest : Défense d'une ville-arsenal, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Cahiers du patrimoine » (n° 94), 2011, p. 20.

10 Saint-Malo fut notamment attaquée par les Anglo-Hollandais en 1693.

«commandement de la place de Brest» interarmes (troupes de terre et de mer).

En tant qu'ingénieur du roi, Vauban n'avait aucun rôle politique mais certains de ses écrits proposent des réflexions pour mieux asseoir l'autorité du roi et améliorer le fonctionnement de l'État. Il propose par exemple de choisir les conseillers du roi selon leurs savoirs et leurs compétences et non plus en fonction de leur naissance. Ses discours oscillent entre critique du système de la royauté et stratégie personnelle pour entrer dans le cercle fermé des hommes d'État.

Plusieurs récits défendent la première hypothèse, celle où Vauban, malgré son dévouement envers le roi et le royaume de France, ne serait pourtant pas un courtisan. Sa correspondance quotidienne avec sa Majesté est la preuve de sa loyauté mais leur relation est ambiguë. Ces échanges montrent un homme instruit de tout (la gérance d'une cinquantaine de chantiers par an lui permet d'aborder des sujets bien différents), travailleur et franc. On peut noter ici le courage nécessaire pour une telle impertinence. L'homme bouscule les étiquettes, les règles de la royauté et dénonce les lâchetés des grands courtisans du monarque absolu. Ses propos, bien que sujets à rendre compte de l'avancement de ses travaux au roi, visent également à rendre meilleurs la société et l'État. Il ose par exemple déclarer au roi qu'«il se trompe». Utopiste maniant l'art de la guerre, ou plutôt de la fortification, Vauban est un ingénieur militaire mais aussi grand aménageur du territoire. Ses multiples voyages lui permirent de côtoyer le peuple et de réfléchir sur le sort des «humbles». Malgré sa foi catholique, il n'hésite pas à dénoncer certaines décisions et pratiques du clergé<sup>11</sup>.

Sa vision sur la guerre, qu'il définit dans un chapitre de son mémoire sur la réorganisation de l'armée est également preuve d'un homme universel qu'on pourrait définir comme un "Homme des Lumières avant l'heure":

*«La guerre a pour père l'intérêt, pour mère l'ambition et pour proches parents toutes les passions qui induisent au mal. Elle a paru au monde aussi tôt que les hommes. Elle y prit naissance avec eux et, comme eux, elle s'empara de toutes les parties habitables de cet univers dont elle fit son héritage et dans la jouissance duquel elle s'est maintenue et se maintiendra tant qu'il y a des hommes sur la terre avec un pouvoir despotique sur les biens et la vie d'un chacun dont personne n'est exempt. Ses occupations les plus ordinaires sont, d'une part, la destruction des hommes, le renversement des États, l'anéantissement des villes, le saccagement des pays et la désolation générale de tous les peuples de la terre. D'autre part, elle établit la subordination des hommes qu'elle a civilisés et contraints de vivre en société, les rendant capables de discipline.»<sup>12</sup>*

Si ce passage dénonce clairement la guerre comme une pathologie inévitable

11 Il écrit notamment 'Mémoire pour le rappel des Huguenots' et demande, par lettre adressée au roi, de rétablir la liberté de pensées des protestants, sans succès.

12 Guillaume Lécueillier, *Les fortifications de la rade de Brest : Défense d'une ville-arsenal*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Cahiers du patrimoine » (n° 94), 2011, p. 22.



Plan de Brest, suivant le projet de M. de Vauban. Les deux rives sont unies, les voies sont redessinées mais aucun pont n'est dessiné. - 1685.



de l'Homme, son rôle dans la mise en place d'un ordre social et sociétal est tout de même loué. Cette vision de «civilité» et de «vivre ensemble» rendue possible par la «discipline» induite par la guerre, est très présente dans ses projets urbains, particulièrement celui de Brest.

### c. Le projet de Vauban à Brest

Vauban propose un certain nombre d'aménagements pour Brest : «maçonage» de l'enceinte, rectification du tracé de l'arsenal, amélioration des défenses du château par l'ajout de glacis, chemin couvert et demi-lunes, ajouts de batteries côtières le long du goulet, amélioration de l'accès du port aux civils pour développer le commerce, construction d'une halle de marchés, d'un nouvel hôtel de ville et d'une nouvelle église paroissiale.

Mais le véritable pari de Vauban à Brest est de fédérer les bourgs de Brest et Recouvrance, séparés par le fleuve de la Penfeld. Son projet prend les allures d'utopie urbaine avec sa volonté de concevoir une nouvelle ville militaire tournée vers la mer, fonctionnelle, capable d'accueillir une population importante. Il s'agit bien ici de créer une ville idéale. Sa réflexion est clairement poussée au-delà de l'unique question de défense de l'arsenal. L'enjeu concerne également le confort et l'évolution de la population.

En 1685, il établit un programme d'urbanisation des terrains vierges selon une trame orthogonale. Sur le plateau du Léon (rive gauche avec le château) se concentrent les quartiers résidentiels et la plus grande partie des commerces le long de la rue Saint Pierre (rue de Siam aujourd'hui) et de la Grande Rue sensiblement parallèles. Cette dernière, plus profonde mais plus commerçante, aboutit sur les quais de la Penfeld où se côtoient marins de l'État et marins de commerce. En face, sur la rive droite, le quartier de Recouvrance concentre une grande partie de la population ouvrière qui travaille pour la Marine ou l'arsenal. La topographie du lieu, à l'inverse de la rive d'en face, complique grandement l'application d'un plan rationnel. Ce quartier populaire dont les tracés échappent à la rigueur du plan «Vaubanien», est aussi celui d'une vie plus libertine avec ses matelots et ses bars ouverts toute la nuit.

L'architecte complète son programme en 1694 par des prescrits dans les matières suivantes<sup>13</sup> : réutilisation des axes préexistants en les prolongeant, rectification des tracés trop sinueux, amélioration des revêtements pour rendre les rues carrossables, introduction de normes dans la construction des maisons particulières (alignement, solidité, résistance aux incendies en cas de bombardements) et soucis de théâtralisation du pouvoir par le percement de larges rues autour des bâtiments importants dont la plupart se trouvent sur les quais de la Penfeld.

La réalisation - qui ne sera finalement que partielle - des projets de Vauban ne débuta qu'en 1704. Ils se poursuivent sous Louis XVI, puis sous le Premier Empire et la Restauration. En 1858, Napoléon III fait agrandir l'arsenal et un

13 *Inventaire des sites fortifiés par Vauban en France - 2015 : <http://www.sites-vauban.org/Brest>, lu le 22 janvier 2016.*



Le Plan d'aménagement, d'embellissement et d'extension de la ville de Brest dessiné par Georges Milineau (1878-1949) en 1920. L'enceinte de Vauban y est fortement mise en valeur par les nouvelles frontières et nouveaux jardins de Brest. Cette «ceinture verte» part du port de commerce. L'extension de la ville n'a lieu que sur la rive gauche, du côté de Brest-même. Le Quartier de Recouvrance ne représente qu'une infime partie.

Source: *Brest alias Brest: trois siècles d'urbanisme*, éditions Mardaga, Liège, 1992, p. 147.

nouveau port de commerce est construit jusqu'en 1865. Les fortifications de la ville sont modifiées et étendues grâce à la construction de bastions et de casernes qui résistent mieux à l'artillerie.

Les plans de Vauban resteront donc la référence en matière d'urbanisme à Brest bien après la mort du Grand Homme. Jusqu'à la seconde guerre mondiale, aucun ennemi ne réussit à franchir ses fortifications et à entrer dans la ville. Ce terrible épisode de l'Histoire fut cependant la preuve de l'importance de la place de Brest en Europe et dans le monde. Devant d'abord faire face aux attaques allemandes, ce sont les bombardements stratégiques des alliés qui mirent en ruine nombre de villes françaises en 1943. Brest en fut très marquée. La période de reconstruction qui suivit, se focalisa sur la réparation des conséquences désastreuses de la guerre - tant sur le plan constructif que psychologique - et sur l'innovation, notamment en architecture. Le Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU<sup>14</sup>) fut mis en place afin de promulguer et coordonner un nouveau mode d'action dans tout le pays.

14 *Le ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, couramment appelé MRU, est un ministère français créé en octobre 1944 par le Gouvernement provisoire de la République française du général de Gaulle. Il est représenté dans chaque département par une délégation dont la mission est l'approbation et le contrôle des plans de reconstruction et d'aménagement (PRA) du bâti détruit par la guerre.*



Les cinq anciennes communes devenues quartier du Grand Brest.

Fond de carte: IGN-géoportail

## LA VILLE RECONSTRUITE DE MATHON

### a. Les promesses de la Grande guerre

Au lendemain de la guerre, de nombreuses villes, occupées par les Allemands ou bombardées par les Alliés, sont très meurtries. Brest en fait partie et représente même l'une des plus détruites villes françaises. Malgré un accord entre les Allemands et les autorités locales qui permit à la population d'être épargnée, les dégâts matériels sont quant à eux impressionnants: sur 16 500 bâtiments, environ 5 000 sont totalement détruits, et autant le sont à moitié. Ainsi le bilan humain, qui fit entre 1 500 et 2 000 victimes, est bien moins important que celui des infrastructures.

Jean-Baptiste Mathon (1893-1971) fut nommé architecte en chef en 1943, sous le régime de Vichy<sup>15</sup>, pour reconstruire la ville. Il remplaça ainsi l'architecte de la ville de l'époque George Milineau, dont la notoriété manquait au moment de la décision. Le premier PRA ne fut jamais mené à terme en raison du changement de gouvernement à la libération, même si sa fonction fut confirmée par le MRU. Il était désormais astreint à une révision du projet et à l'élaboration d'un nouveau PRA<sup>16</sup>. D'autres postes furent également remaniés par l'État: Maurice Piquemal (1902-1995) devint Délégué départemental adjoint au Délégué du MRU, M. Le Port, siégeant à Quimper et subordonné de Mathon.

Les études menées en 1943 par le nouvel architecte en chef de Brest, Mathon, saisissaient l'opportunité des quelques destructions déjà subies pour radicaliser les principales options de Georges Milineau. Le pont fixe serait notamment rapproché du centre ville, au prix d'un allongement que les progrès techniques permettaient désormais. C'est en 1945 que le plan directeur est communiqué.

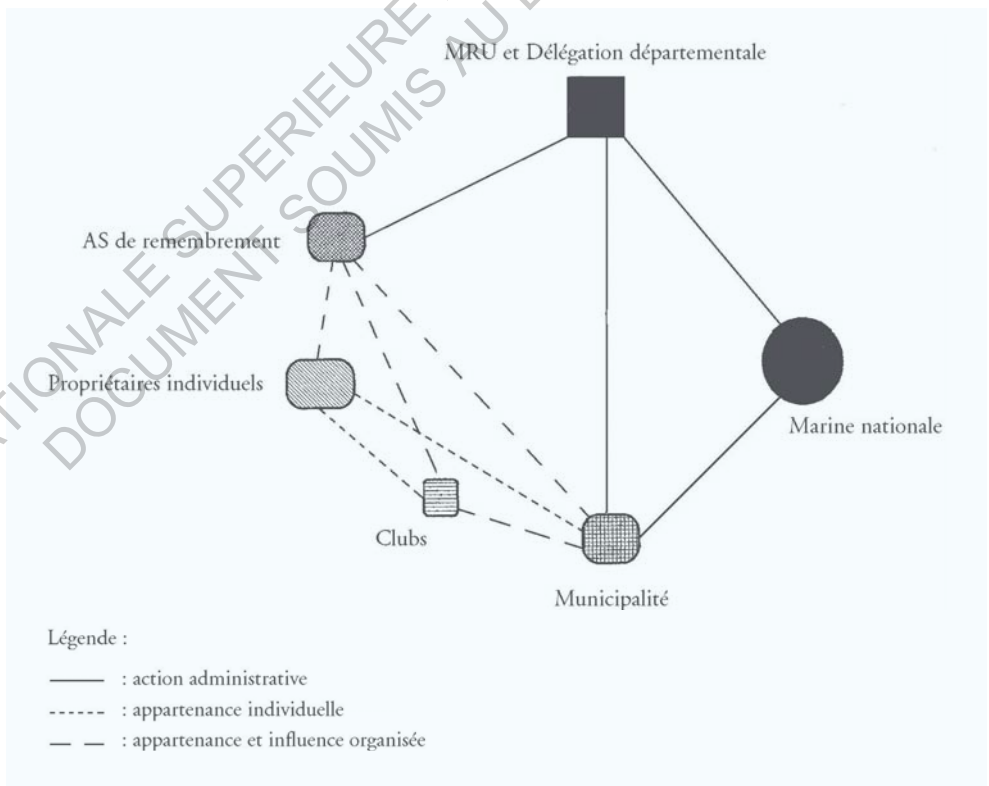
Lors de sa nomination, Mathon est l'architecte en chef des bâtiments civils et palais nationaux. À trente ans il avait remporté le premier Grand Prix de Rome; il a ensuite réalisé de nombreux bâtiments iconiques sur Paris, et est devenu professeur à l'École spéciale des travaux publics ainsi que «patron» d'un atelier à l'École des Beaux-Arts. Le Commissaire à la reconstruction, André Muffang, préféra attribuer la tâche d'élaborer le PRA à une personnalité connue à Paris plutôt qu'à un inconnu, tel que Milineau qui, malgré ses connaissances du terrain, pouvait se montrer plus insubordonné aux décisions de l'État.

En effet, malgré sa solide réputation d'architecte, l'expérience du nouvel architecte est vide de projets urbains lorsqu'il arrive à Brest. De plus, son ignorance vis-à-vis du contexte maritime breton est vivement contestée par les régionalistes, voire autonomistes. Ceux-ci sont fortement représentés dans le milieu des architectes bretons<sup>17</sup>.

15 Brest fut classée ville sinistrée par arrêté du CRI en date du 11 janvier 1943.

16 « Article 3 : Tant que le projet de reconstruction et les parties à réviser des projets d'aménagement visés à l'article précédent ne seront pas approuvés, aucune construction même d'abris provisoires, ni aucune réparation ne pourra être effectuée sans l'autorisation du Commissaire à la reconstruction. Tous travaux confortatifs aux immeubles endommagés devront également faire l'objet d'une autorisation » (Arrêté signé du Commissaire à la reconstruction, André Muffang. AN, CAC, 790744 AFU 4431)

17 Entretien du 29 mars 2016 avec Daniel Le Couédic



Réseaux d'influence et reconstruction dans la phase de projection (1944-1948)

Source: Pierre Le Goïc, *Brest en reconstruction: anti-mémoires d'une ville*, Presses universitaires de Rennes, 2001, 372 p.

On lui reconnaît clairement une culture classique, mais son plan directeur montre un esprit ouvert à une modernité tempérée. Par sa trame orthogonale, son architecture et son urbanisme se veulent fonctionnels et mis au profit de l'épanouissement harmonieux de quatre grandes fonctions humaines: habiter, travailler, se divertir et circuler tel que le promeut la Charte d'Athènes de Le Corbusier représentative des pensées des CIAM<sup>18</sup> qui incarnaient l'esprit moderne à suivre lors de la Reconstruction.

Cependant, admiratif et connaisseur de la pensée de Vauban, il entend s'inscrire dans la continuité et veut rester fidèle au passé, sans toutefois envisager une reconstruction à l'identique. Mathon, l'architecte du XVII<sup>e</sup> siècle, aurait voulu installer un parfait carroyage à Brest, comme il l'avait fait à Neuf-Brisach, près de la frontière allemande (1698). Selon lui, ce serait le manque de moyens techniques pour contrer le relief exigeant qui aurait empêché Vauban de concrétiser ses envies et d'appliquer fidèlement ses théories. Mathon compte y remédier.

Les bombardements ainsi que le dérasement du reste de la fortification de Vauban lui permirent de disposer, sur place, de matériaux pour combler et remblayer les vallons, et disposer sa ville nouvelle sur une sorte de plateau surplombant la Penfeld. Le terrain plat idéal pour construire une ville «utopique» était mis en place, parfois trente mètres au-dessus du sol initial.

## **b. La «cité emblématique de la Marine et de Brest»**

Ainsi, secondé par Piquemal, également Inspecteur Général des Ponts et Chaussées, le nouvel architecte-urbaniste en chef élabore le plan de reconstruction de Brest. Parallèlement, Mathon dessine la cité scolaire de Kerichen dans le style des barres et des tours de l'époque moderne. Il pose également les bases de l'ensemble de la bibliothèque, du conservatoire de musique et de l'école des beaux-arts, dans un style reconnu plus classique.

La ville unie de Vauban, certainement. Mais, une ville renfermée sur elle-même et ignorante de son contexte, notamment maritime, non! Il imagine ainsi une ville débarrassée de ses remparts, avec une large vue sur la mer. Mathon souhaite faire de Brest la cité emblématique de la Marine et de l'État.

Au lendemain du conflit mondial, les urbanistes, marqués par les théories hygiénistes<sup>19</sup>, prônent les valeurs d'une cité aérée. Les habitations doivent être ouvertes, ensoleillées le plus possible, pour éviter des maux comme la tuberculose, endémique à cette époque. De surcroît, Brest était classée ville insalubre jusque

<sup>18</sup> Les congrès internationaux d'architecture moderne ou CIAM, sont nés du besoin de promouvoir une architecture et un urbanisme fonctionnels. La première rencontre eut lieu en 1928, à La Sarraz (Suisse). La Charte d'Athènes a constitué l'aboutissement du IV<sup>e</sup> CIAM en 1933 sous l'égide de Le Corbusier. Le thème en était « la ville fonctionnelle ». Les concepts abordés dans le texte ont été largement adoptés par les urbanistes dans leurs efforts pour reconstruire les villes européennes après la Seconde Guerre mondiale.

<sup>19</sup> Le mouvement hygiéniste en architecture voit le jour au début du XX<sup>e</sup> siècle. Il est axé sur la recherche de solutions architecturales à partir des connaissances acquises dans le domaine de la santé. A Paris, la volonté de ce courant est de lutter contre l'insalubrité des logements et le fléau que représente à l'époque la tuberculose.

dans les années trente. Les techniciens profitent ainsi largement des destructions dues aux bombardements afin de promouvoir une dé-densification de l'ancien intra-muros.

Seuls les propriétaires importants peuvent rester. Tous les autres sont écartés vers la périphérie. La plupart des Brestois, qui, avant la guerre, s'entassaient dans le centre, se retrouvent ainsi relégués dans les quartiers de proche banlieue. D'après Pierre Le Goïc, historien et chercheur au CRBC<sup>20</sup> de Brest, cet éloignement a d'ailleurs laissé une certaine amertume à l'égard des reconSTRUCTEURS qui avaient longuement mais prudemment négocié avec les habitants relogés dans le centre ville.

Ainsi, une franche adhésion aux principes de l'hygiénisme l'emportait sur toute autre considération :

*« Malheureusement, le monde de l'architecture française n'est pas entraîné à des constructions modernes [...] Voyez la question du remembrement. Tous les jours, je reçois des lettres me disant : "je veux le même terrain. Je veux que ma maison ait la même forme." Et je suis obligé de répondre : "non, nous n'allons pas refaire des maisons qui ne soient pas ensoleillées. Nous ne toucherons pas à de larges rues où la distribution a été bien faite autrefois, à des rues modernes. »<sup>21</sup>*

Tout l'intra-muros fut reconsidéré. Désormais, le Grand Brest réunirait depuis l'ordonnance du 27 avril 1945, en une commune unique: Brest, Lambézellec, Saint-Marc, Saint-Martin et Saint-Pierre. Une note du MRU, datée de juillet 1945, résume le projet de reconstruction en trois points, dont l'un est le « remblaiement du quartier bas de la rue Pasteur, ce qui permettra une liaison N-S », les autres étant l'arasement des remparts et la construction du pont fixe - aujourd'hui nommé pont de l'harteloire.

### c. L'idéalisme manqué de Mathon

Il faut préciser qu'en comparaison à d'autres villes nouvelles de la période d'après-guerre, peu de preuves écrites ressortent de la reconstruction de Brest. Certains diront que Mathon fit preuve d'une grande modestie<sup>22</sup>. Peu d'informations ne filtrèrent du cercle fermé des acteurs majeurs pendant l'élaboration du plan directeur et du chantier, sauf peut-être sur la difficulté d'élaborer un projet cohérent:

<sup>20</sup> Basé à Brest et Rennes, le Centre de Recherche Bretonne et Celtique est un laboratoire de recherche pluridisciplinaire de 45 membres (historiens, de l'antiquité à nos jours ; linguistes, celtisants et anglicistes ; ethnologues ; sociologues ; littéraires principalement) qui investissent des thèmes et des terrains de recherche relevant des aires culturelles bretonne et celtique. Chacun mène également des recherches individuelles ou collectives sur d'autres terrains, à l'échelle de l'Europe, notamment atlantique, voire au-delà. Le CRBC fut fondé en 1969 par Yves Le Gallo.

<sup>21</sup> Archives Nationales, fonds Dautry, 307 AP 167, intervention devant la Commission de l'équipement national de l'Assemblée consultative, 17 janvier 1945, cité dans Pierre Le Goïc, *Brest en reconstruction: anti-mémoires d'une ville*, Presses universitaires de Rennes, 2001, p. 126.

<sup>22</sup> Entretien du 29 mars 2016 avec Daniel le Couëdic



« À Lorient [...] la reconstruction sera bien plus aisée qu'à Brest. Là, en effet, un immeuble sur cinq ou six à peine est encore réparable. Autant dire que la ville, pratiquement, est rasée. L'urbaniste chargé de la rebâtir pourra donc réaliser dans son intégralité le plan qui sera définitivement arrêté par le Commissariat. Chez nous, il en va différemment, Dieu merci. C'est donc en fonction de ce qui existe encore, et qui est considérable, que seront dessinés les nouveaux projets. »<sup>23</sup>

Quoique sceptique quant aux possibilités d'une industrialisation civile de Brest, qu'il voyait mal se détacher de l'activité militaire, Mathon prévoyait une extension rapide de l'agglomération: de 120 000 habitants avant la guerre, il la voyait atteindre en quelques années 200 000 habitants. C'est en fonction de cette prévision qu'il agença son nouveau zonage et un nouveau système de communications. L'agglomération fut divisée en quatre selon le projet d'aménagement: zone d'habitation en ordre continu, discontinu, zone industrielle, zone rurale. Ce zonage, aux apparences formelle et fonctionnelle, se rattache aisément à un zonage social:

«Le développement et l'extension de l'Arsenal le long de la Rade, en direction du Goulet, obligera certainement une grosse partie de la population ouvrière à chercher un logement à proximité des futures installations de la Marine ou dans les quartiers de compensation.»<sup>24</sup>

«Ceux-ci, au nombre de six, ont été recherchés au Guelmeur, au Petit-Paris, au petit-Kerinou, à Lanrédec, à Quéliverzan et à Lanyldy.»

Les terrains de Lanrédec ne sont pas pour les ouvriers: «une parcelle d'une superficie de 60 000 m<sup>2</sup>, située à Lanrédec, est réservée au logement de sous-officiers logés en pavillons avec jardins »<sup>25</sup>.

Enfin, Mathon voyait volontiers les retraités, qui n'avaient plus besoin d'habiter à proximité des lieux de travail, s'installer plutôt à Lambézellec. Pour ce qui concerne l'ancien intra-muros, la rive droite devint un quartier destiné à un habitat mixte de marins et de travailleurs de l'Arsenal; la rive gauche, l'apanage des plus fortunés, comme cela l'était historiquement.

Régulièrement considéré comme un «moderniste destructeur», Mathon souhaitait, au contraire, conserver la pensée mais également les vestiges physiques de la ville détruite. Mais la Marine nationale le devança et utilisa tous les matériaux qu'elle pouvait récupérer afin de consolider et sécuriser l'enceinte de son arsenal. La mémoire fut par conséquent ensevelie au même titre que la ville détruite.

Une autre légende voudrait qu'il ait entièrement dessiné et rebâti Brest. Cependant, il fut secondé par toute une équipe et notamment par l'ingénieur Piquemal.

23 L'Ouest-Éclair, 23 mars 1943.

24 Projet d'aménagement et de reconstruction de la ville de Brest, Notice descriptive et justificative – Archives Municipales et Métropolitaines de Brest, série O, 401-1.

25 Ibidem.

Ce dernier était, presque aux antipodes de son supérieur et loin de ses volontés «sauvegardistes», un moderniste dans l'âme. En effet, pour lui, le remblaiement des vallons n'a pas seulement permis d'installer la trame rationnelle et efficace qu'une ville idéale appelle selon Mathon, mais bien d'harmoniser et favoriser le développement de la voiture en ville.

À l'image de la réalisation partielle et anarchique de la pensée de Vauban au XVII<sup>e</sup> siècle, l'équipe aux ordres de Mathon, qui finalement répond plus au Ministère de la reconstruction qu'à Mathon lui-même, ne prendra pas réellement conscience des volontés sociales transmises au travers du projet urbain.

Les négociations avec les propriétaires des immeubles concernés vont être par exemple ardues. Personne ne se retrouve vraiment dans les discussions. Les pourparlers sont permanents entre le ministère de la Reconstruction et les propriétaires relogés au centre. Les élus, eux, n'ont pas vraiment voix au chapitre, tout en étant bien souvent partie prenante, à titre privé.

Des chefs d'îlot, qui doivent harmoniser la reconstruction, sont désignés. Mais ces derniers sont eux-mêmes parfois propriétaires sur d'autres parcelles et s'arrangent d'un îlot à l'autre pour faire ce qu'ils veulent. Personne n'obéit, chacun apporte sa petite touche d'originalité. D'où l'étonnante diversité architecturale de la ville. La subjectivité de chacun aspirant à une rentabilité maximale pour son immeuble prennent bien entendu le pas sur les impératifs donnés par les dirigeants, tel que la présence d'ascenseur, considéré comme un objet gaspillant de l'espace plus qu'apportant un confort et donc une attractivité pour les usagers.

Brest, en tant que place forte, a successivement appartenu à l'empire romain puis aux ducs de Bretagne. Par son emplacement stratégique, la ville est devenue un point clé pour les combats entre la Bretagne d'un côté et, la France et l'Angleterre de l'autre. Les bretons ont d'ailleurs très souvent joué d'alliance avec l'un ou l'autre afin de garder leur indépendance. Cependant, la ville est historiquement militarisée, et donc contrôlée par l'État depuis sa création. Parler d'indépendance vis-à-vis de celui-ci est impossible à Brest. Qu'il soit impérial, royal, ou républicain, il possède une mainmise sur ce port du Ponant<sup>26</sup>. Les gouvernants français donnèrent d'ailleurs à Brest un rayonnement qui dépassa largement les frontières de la Bretagne.

Depuis les fortifications de Vauban, envoyé par le roi, plus aucun ennemi ne vint de la mer. En effet, les seuls qui parvinrent à prendre la ville sont les Allemands lors de la seconde guerre mondiale et leur arrivée se fit par la terre. Hitler pensait faire de Brest, le grand port du III<sup>e</sup> Reich ouvert sur l'Atlantique. Sa base sous-marine en serait d'ailleurs la nouvelle cathédrale, un monument imposant et éternel. Cet épisode, encore présent dans la mémoire collective brestoise, est la preuve que la ville représente toujours un lieu stratégique avec un potentiel de défense et d'attaque militaire important.

Si les intentions premières des différentes interventions urbaines furent de protéger et moderniser en continu cette place maritime, la population brestoise n'a pas toujours été reléguée en deuxième ordre. En se basant sur les théories de Vauban, quelques ingénieurs qui lui ont succédé pour structurer le plan de la ville, se sont également intéressés à la qualité de vie de son intra-muros en voulant par là, créer une ville unie malgré la Penfeld, tournée vers la mer, fonctionnelle et capable d'accueillir une population importante si nécessaire à la Royale<sup>27</sup>.

Vauban et Mathon, visionnaires tous les deux, sont ainsi considérés comme les urbanistes de Brest les plus ambitieux. Tous deux modifiant complètement son image. Mais Brest, malgré les intentions utopiques de ces derniers, est-elle perçue comme une ville idéale par sa population?

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

L'ARSENAL:  
CATALYSEUR DE PARADOXES SOCIAUX ET SPATIAUX





Photo: Théo Ripoché , ENSA Nantes - à Brest en mars 2016

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

*« Brest est liée à la mer, son passé, son présent, son avenir sont indissociables de la vie maritime. Et pourtant...*

*Le Port de Commerce se prêle mal à l'attrait de la promenade.*

*La Marine Nationale a ses lieux de vie propres. Les Brestoïses (sauf les travailleurs de l'Arsenal) n'ont guère accès à la Penfeld et pas plus au Château de Brest.*

*La ville tourne le dos à la mer.*

*Brest est une ville qui a perdu le charme des rues étroites, des vieux quartiers d'avant-guerre.*

*Le Centre a été entièrement reconstruit, laissant la place à de larges avenues et à un urbanisme rectiligne peu propice à la vie collective »<sup>28</sup>.*

Ce discours fut énoncé dans un bulletin municipal de 1980 dont le but était de présenter les trois premières années de mandat de la municipalité d'Union de la Gauche conduite par Francis Le Blé<sup>29</sup>. On y trouve une dénonciation claire de la gérance de la ville lorsque celle-ci était dirigée par l'opposition. À la suite ininterrompue depuis 1947 de maires issus de la démocratie chrétienne ou de la mouvance gaulliste, il était de bonne guerre de critiquer le passé. Il s'agissait également de réagir à une tendance préoccupante du centre reconstruit, l'ancien intra-muros, à perdre des habitants et des commerces au profit des quartiers périphériques.

Au lendemain de la Reconstruction, il est encore question de frontière à Brest. Les murailles dont l'implantation fut dessinée trois cents ans plus tôt par Vauban, ou le peu qu'il en reste après les bombardements, représentent alors les limites entre un centre historique détruit et une périphérie. Cette dernière ayant accueilli les baraquements d'urgence prit, vingt ans plus tard, la forme architecturale immuable des grands ensembles.

Énoncées précédemment, les ambitions d'une ville idéale sont bien présentes à Brest. Pourtant, l'idéal de vie que cette dernière devait engendrer ne voit jamais le jour. Tout au long de son histoire, la ville a représenté essentiellement un lieu stratégique pour la France et ses ennemis. La protection et la gérance de ce point de l'extrême ouest français a visiblement contribué à la grandeur du pays et donc de la ville. Pourtant la présence de l'État au travers de cet arsenal militaire, n'est pas forcément synonyme d'un meilleur cadre de vie pour ses habitants.

<sup>28</sup> *Vivre à Brest, 1977-1980, trois ans de mandat municipal, Brest, 1980, p. 7, cité dans Pierre Le Goïc, Brest en reconstruction: anti-mémoire d'une ville, Presses universitaires de Rennes, 2001, p.53.*

<sup>29</sup> *Syndicaliste et travailleur de l'arsenal, Francis Le Blé devient maire de Brest en 1977. Il le restera jusqu'en 1981.*



Photo du pont national (tournant) de Brest détruit. C'était le premier lien entre la rive droite et gauche de Brest. Il resta pendant longtemps le seul point de vue surplombant l'arsenal. (1944)

Source: <http://envelopmer.blogspot.fr/2011/08/brest-pont-de-recouvrance.html>  
Consulté le 6 juillet 2016.



## BREST MÉPRISÉE, EXCENTRÉE, ENCLAVÉE

### a. Avant la Révolution de 1789: une colonie française en Bretagne

Il est vrai que Brest s'est souvent retrouvée seule. Premièrement, cette solitude est militaire: cible symbolique balancée entre les Anglais, Français et Bretons. De par sa situation, à l'extrême fond de la zone bretonnante, Brest représente également une enclave ethnique, ville étrangère face à son arrière pays aux volontés d'indépendance.

Comme le souligne Yves Le Gallo dans la première partie du livre *Brest alias Brest*<sup>30</sup>, à la fin du Moyen-Âge, Brest est moins une ville qu'une bourgade: «point d'organisation urbaine, ni de revenus municipaux, pas de représentation des bourgeois aux États de Bretagne». Jusque la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, où Brest obtint juridiquement le titre de ville, la commune était souvent désignée par le terme de «colonie». En effet, son peuplement est très disparate et composé essentiellement d'employés de la Marine.

Cette population majoritairement militaire et bureaucratique, s'oppose radicalement, jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, à celle du Léon clérical<sup>31</sup>, religieuse et bretonnante. À la révolution, Brest fut reconnue comme un bastion de libéralisme et surtout d'anticléricalisme. À la fin de l'Ancien Régime<sup>32</sup>, un professeur de mathématique des gardes de la Marine, le sieur Duval Le Roy, bénéficia même d'une protection lorsqu'on l'accusait d'enseigner l'irrégion à ses élèves. Ce même personnage se fera ensuite prédicateur d'athéisme. Cet exemple, cité par Yves Le Gallo, est symptomatique de la dualité qui existait entre la ville brestoise et sa campagne environnante.

Cette dualité se prolonge à l'intérieur des murailles. En effet, la bourgeoisie française se trouvait essentiellement sur la rive gauche. Sur l'autre rive, on ne trouvait d'ailleurs aucun bâtiment administratif ou de caractère public. Solidaire en matière de langue et de religion avec le pays Léonard, Recouvrance restera antagoniste, à ce qu'on a longtemps appelé Brest-même. Certes les lettres patentes de 1681 qui ont établi l'unité politique de l'agglomération urbaine - c'est-à-dire de l'ensemble de l'intra-muros - restèrent seulement sur le papier. L'unification n'entra ni dans les mœurs, ni dans les faits. D'ailleurs, la Penfeld, éternelle frontière brestoise, fut traversable uniquement par embarcations de fortunes; cela jusqu'en 1861, lorsque fut construit le premier pont.

Ainsi il existe une grande opposition de par la langue représentative d'un mode de vie bien différent. Cette dichotomie est d'autant plus manifeste lorsqu'on s'approche des noms présents dans les registres de la Marine. En effet, l'anthro-

30 Yves Le Gallo, *images d'une ville*, p. 14; dans *Brest alias Brest: trois siècles d'urbanisme*, éditions Mardaga, Liège, 1992, 239 p.

31 *Le pays du Léon s'identifie, encore aujourd'hui, avec l'ancien diocèse de Saint-Pol-de-Léon: 4 villes, 81 paroisses de campagne, 34 trêves, soit environ 200 000 habitants en 1789. L'entité est issue de l'évêché-abbaye de Saint-Pol, fondée en liaison avec le peuplement breton d'outre-Manche*

32 *En France, l'Ancien Régime est le nom donné à la période de l'histoire de France allant de la Renaissance à la Révolution française*

ponymie atteste d'une certaine dominance sociale de la part des habitants dont le nom français<sup>33</sup> est généralement associé aux métiers et activités qui requièrent des études ou une formation préalables. L'anthroponymie bretonne était, quant à elle, associée aux professions de médiocre qualification, faible réputation et s'accommodant de l'analphabétisme ou de l'ignorance de la langue nationale. Cette deuxième catégorie présuait ainsi l'ignorance, la pauvreté ou tout au moins l'humilité. Il n'est finalement pas étonnant que les décideurs de la ville, fiers et méprisants envers les ignorants, n'aient entrepris les travaux du pont tournant seulement deux siècles après l'unification officielle des deux rives.

Les registres de baptêmes furent également preuves de cette subordination du peuple indigène et même d'une certaine jalousie envers la population *coloniale*. Le 3 octobre 1624, à l'église des Sept-Saints (rive gauche bourgeoise), la marraine désignée par le prêtre sous le nom de famille breton de *Le Treut*, signa, *Le Maigre*. Franciser les patronymes était en effet la mode dans la bourgeoisie et la noblesse de Basse-Bretagne.

Si la religion était plus ou moins proscrite des écoles populaires de Brest, ce ne sont pour autant pas les réflexions révolutionnaires ou humanistes de l'époque qui l'ont remplacée. La diffusion des «lumières» semblait, au contraire, néfaste pour le bon développement économique du port. C'est du moins ce que pensaient les différents Intendants de Bretagne «parce qu'entre autres choses, la science et l'écriture qu'on apprend dans ces écoles ne sert qu'à détourner les élèves de la marine et du métier de leurs pères, ce qu'il faut éviter dans un port tel que Brest»<sup>34</sup>. À noter que, malgré ses allures de colonie, la ville a toujours été paradoxalement exclue du commerce colonial de France. La richesse de son port se fit essentiellement par les apports de guerre et des excursions de la Royale.

La population «indigène» de Brest fut attirée par l'imaginaire et l'offre de travail proposée par l'arsenal dont la grandeur est indiscutable en temps de guerre, alors que dans la campagne environnante, ces périodes ne sont synonymes que de malheurs et de désolation. Bien qu'en supériorité numérique, ces familles bretonnes semblent être soumises aux volontés du personnel plus qualifié de la Marine. Elles se retrouvent donc méprisées mais sûrement un peu enviées par l'arrière-pays agricole. La gouvernance de Brest, elle-même soumise au Roi, se retrouve tout autant exclue par le reste de la France. On comprend dès lors que les écrivains et autres commis de la Marine aient joué un rôle important dans les premiers mouvements révolutionnaires dont Brest fut le théâtre.

## **b. La recherche d'un équilibre économique et social jusqu'en 1940**

Le sentiment d'antipathie envers le Pays du Léon ne s'atténua pas avec la Révolution, même au contraire: ce sont les commissions militaires, le tribunal

<sup>33</sup> Selon Yves Le Gallo, on relèverait spécifiquement des noms d'origine d'Île-de-France, de Guyenne, de Basse-Normandie et d'Auvergne.

<sup>34</sup> Tels furent les mots de l'intendant Duplex de Bacquencourt en 1774. Cité par Yves Le Gallo, *images d'une ville*, p. 20; dans *Brest alias Brest: trois siècles d'urbanisme*, éditions Mardaga, Liège, 1992, 239 p.

criminel, les geôles et la guillotine qui empêchèrent les émeutes paysannes de dégénérer en insurrection générale du plat pays. Le caractère obsidional de la ville se renforça lorsque les Anglais prirent le contrôle du goulet, unique sortie possible de la rade. Brest s'était ainsi retrouvée fermée pendant quatre ans de sa seule ressource offerte par sa frontière maritime<sup>35</sup>. De plus, sous l'Empire, Napoléon resta méfiant à l'égard de la Bretagne, et préféra s'attacher au port d'Anvers qui offrait une proximité aux terrains de guerres continentales. Brest ne représentait alors qu'une base navale de second ordre.

Pourtant, la ville retrouva son activité et sa fierté lorsque la recherche d'exotisme et la mode des voyages «à portée de diligence» rendirent au port un intérêt particulier. Louis XVI, s'intéressant à la découverte du monde, aux sciences nautiques et géographiques et dans le but de renforcer son pouvoir, avait déjà ordonné plusieurs expéditions. Certaines d'entre elles, commandées par de Bougainville, Cook ou de Lapérouse prirent le départ de Brest respectivement en 1766, 1768, 1785. Mais Brest est passé de port de départ à destination «touristique» au XIX<sup>e</sup> siècle. On retrouve par exemple les récits des écrivains célèbres français tels que Michelet en 1831 ou bien Flaubert en 1847.

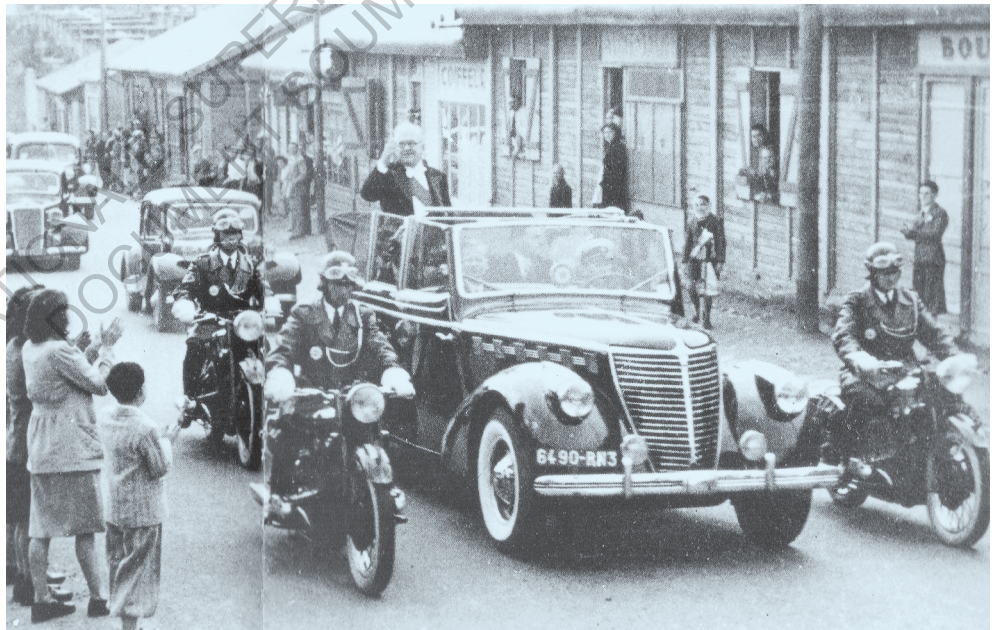
Le second empire est venu affirmer cette volonté de rompre l'isolement. Différents événements marquants de cette période en sont les témoins. L'achèvement du pont de recouvrance évoqué précédemment fut, en 1861, le premier acte fort de l'unification intra-muros. Vint ensuite le chemin de fer en 1865. Entamé une vingtaine d'années plus tôt, la ligne, considérée encore aujourd'hui comme l'une des plus importantes de France, relia la gare du Maine (aujourd'hui, Paris Montparnasse) à celle de Brest qui se faisait jusqu'alors à cheval. Le commerce acquiert alors une nouvelle dimension. L'inauguration de la ligne donnera lieu à de grandes festivités du 25 au 28 avril 1865 avec l'arrivée du train en gare de Brest: feu d'artifice, distribution de pain et viande aux plus démunis, bals populaires, cavalcade historique...

Un autre événement est peut-être encore plus significatif par sa valeur symbolique: la visite de Napoléon III et son épouse Eugénie en 1858. Ces derniers sont les premiers souverains à faire honneur de leur présence en terres bretonnes. Il est important de noter que le but de leur voyage est de conforter le régime dans une région travaillée par les royalistes légitimistes et les républicains. Mais ils y sont accueillis avec beaucoup d'enthousiasme et de fierté. Une réception et un grand bal sont donnés à Brest. Un spectacle de danses et musiques bretonnes leur est proposé. « Cinquante jeunes couples bretons, relate l'Illustration<sup>36</sup>, se tenant par la main, ont fait leur entrée dans la salle et, précédés du hautbois et du traditionnel binou, ils ont défilé devant le trône de leurs majestés en costumes.»

Toujours sous le soutien de Napoléon et avec la modernisation technologique, la ville se dote d'un véritable port de commerce. Le 24 août 1859, la création se voit

35 De mai 1811, jusqu'après les Cent jours, c'est-à-dire pendant quatre ans, une escadre anglaise a stationné dans la baie de Douarnenez, à proximité de Brest sans que rien ait pu être tenté pour l'en déloger.

36 L'Illustration est un magazine hebdomadaire français publié de 1843 à 1944, puis, de 1945 à 1955 sous le nom de France Illustration.



La cité provisoire du Bouguen en vue aérienne et le jour de son inauguration par le Président de la République Vincent Auriol le 30 mai 1948.  
( collection particulière - Droits réservés )

officialisée, appuyée par la toute jeune Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Brest, désormais en charge de toute la zone. Le décret est signé en 1862, sonnant le début de travaux d'une ampleur titanesque: près de quarante hectares concernés. Ils s'achèveront trois ans plus tard. Le 1<sup>er</sup> décembre 1865, le préfet maritime Gueydon fait évacuer tous les navires marchands de la Penfeld et les commerçants des quais Tourville et Jean-Bart, pour les mener vers un tout nouveau refuge: le port dit «Napoléon». Il faudra trois années de plus aux ouvriers pour aménager des accès, alors quasi inexistantes. Le plus important et le plus connu - toujours intact - fut l'escalier central, celui du cours Dajot.

Mais le succès de Napoléon ne fut que de courte durée: peu après la défaite contre la Prusse de l'armée de Bretagne au camp de Conlie, à côté du Mans, l'empire s'effondrait totalement. Il ne restait guère de partisans de Napoléon dans la péninsule, la fin du XIX<sup>e</sup> siècle étant marquée par le retour du traditionnel affrontement entre Blancs et Bleus, entre monarchistes et républicains.

Le second empire fut un temps des grandes espérances civiles. La visite de Napoléon et l'aboutissement des grands travaux ont bien-sûr contribué à ces attentes, mais la déception fut à l'échelle de ces dernières.

L'échec du plus grand navire de l'époque, le *Great Eastern* affrété par une compagnie brestoise en est symptomatique. Celui-ci devait pouvoir accueillir quelques trois milles Américains arrivés pour l'Exposition universelle de Paris en avril 1867. Mais ils n'en débarquèrent qu'à peine deux cents.<sup>37</sup> Ce voyage fut le premier mais aussi le dernier pour l'équipage. Les volontés de faire de Brest une escale transatlantique ne refit surface qu'en 1907 avec la création d'un «Comité d'études de Brest-Transatlantique». Mais l'état ne fut toujours pas convaincu et préféra supporter l'accord entre la Compagnie Générale Transatlantique avec le Havre. La revanche se fit avec le débarquement des troupes américaines lors de la première guerre mondiale. En 1917, douze milles hommes débarquaient sur les quais de la Penfeld. Brest fut considérée pour un temps comme la base navale des états-Unis en Europe. Le président Wilson vint d'ailleurs à deux reprises (13 décembre 1918 et 29 juin 1919) louer et glorifier le rôle que la ville avait joué. Mais le port commercial ne sut rivaliser avec celui dédié exclusivement aux affaires militaires. Malgré ses quais et sa forme inédite, aucune ligne commerciale d'importance majeure ne fut instaurée dans la rade brestoise. Dans l'esprit de tous, Brest restait un port militaire.

Au-delà de l'organisation commerciale, c'est sur toutes les fonctions civiles que l'activité militaire prenait l'ascendant. Napoléon avait décidé de placer la préfecture du département à Quimper. Brest n'accueille donc qu'un Sous-Préfet. Par contre, la préfecture maritime, qui gère notamment toute la côte Atlantique du pays, s'est implantée au plein cœur de la ville.<sup>38</sup> Le préfet de Quimper de 1836

37 Yves Le Gallo, *images d'une ville*, p. 21; dans *Brest alias Brest: trois siècles d'urbanisme*, éditions Mardaga, Liège, 1992, 239 p.

38. Le poste de préfet maritime est occupé par un officier général de marine. Cette fonction est civile mais le doit répondre directement à l'autorité du chef d'état-major des armées (CEMA). La même personne exerce ainsi deux fonctions bien distinctes, l'une civile et l'autre militaire. En 1945, une partie du château est rendue privée par la Défense qui décide d'y installer la préfecture maritime.

déclarait d'ailleurs : « L'autorité maritime absorbe tout à Brest. Le Sous-Préfet est éclipsé par le Préfet Maritime, par le Général, par le Receveur Général, par plusieurs officiers de marine ou négociants. Son rang est difficile à défendre. » Le maire de la ville n'est même pas nommé; sont finalement évoqués tous les rôles civils qui touchent à l'organisation financière entre l'état civil et militaire. Brest est prisonnière de l'héritage du passé: ville de création militaire, elle reste au XIX<sup>e</sup> siècle sous l'emprise de la Marine et de l'Armée. Les perspectives de développement civil sont apparences plus que réalités. Les ambiguïtés demeurent. Le rôle de Préfet maritime est d'ailleurs révélateur: fonction civile occupée par un amiral, c'est-à-dire un officier général de la marine nationale, dont le siège se trouve dans une zone militaire (la cour du château).

C'est aussi cette subordination qui, à partir du XX<sup>e</sup> siècle, a soulevé un sentiment d'hostilité à l'égard de l'esprit et des institutions militaires. Cet antimilitarisme, envisagé comme une idéologie politique, est venu s'ancrer dans l'identité brestoise, tout autant que l'anticléricalisme, abordé précédemment. Un patriotisme spécifique, que l'on pourrait presque qualifier de revanchard tant il est né d'une haine envers la hiérarchie de la Marine, s'afficha et s'affirma de plus en plus au sein des milliers d'ouvriers employés à l'arsenal. Ces derniers devinrent, dans leur majorité, fortement politisés et syndicalisés. Sans s'inquiéter de l'évolution des esprits et ignorant cette tendance anti-socialiste militante, le gouvernement et la Défense nationale continuèrent de traiter les «ouvriers du port», des civils, avec une raideur toute militaire.

Les folles espérances qui s'étaient levées pendant le Second Empire se dissipèrent à la fin de celui-ci révélant d'autant plus les paradoxes qui animent la ville. Celle-ci ne se remit à croître qu'à l'approche de la guerre. Ces temps sont en effet synonymes de croissance économique dans ce port mono-industriel, dont l'activité commerciale n'est que le reflet de l'activité militaire. Ils marquent également un temps d'apaisement social, les revendications de la classe ouvrière se faisant plus rares et le niveau de vie s'améliorant.

Le manque de perspectives économiques explique la maigre préoccupation vis-à-vis des réaménagements urbains, pourtant indispensables au bon fonctionnement de la ville. Elle sera d'ailleurs insalubre et enserrée dans ses murailles jusqu'à la seconde guerre mondiale.

### **c. Le traumatisme et la ville provisoire de l'après-guerre**

Comme énoncé dans la première partie, les bombardements ayant rasé la quasi-totalité de la ville, la radicalité la plus simple fut choisie pour reconstruire: raser et combler. Cela permit de construire la ville nouvelle sur une plateforme substituant la topographie originelle de la rive gauche. D'un intra/extra-muros on passait à une organisation centre/périphérie; et de deux rues principales, on ne passait qu'à une unique rue. Celle-ci fut magistrale comme il convient pour la dernière avenue océanique du monde occidentale. Quant aux murailles, l'archi-

tecte Milineau avait imaginé une ceinture verte. Il devait restaurer, compléter l'enceinte fortifiée ou la remplacer par des arbres et des étendues de pelouse. Mais dès ses prémises, il fut constamment remis en cause avec le conflit récurrent entre la municipalité et une Marine très attachée à son emprise foncière. On y coula finalement le bitume et érigea le béton. L'enduit blanc vint également recouvrir la grande majorité des constructions. «Brest la Blanche», la ville «la plus moderne de Bretagne», était née.

Pourtant, malgré une certaine indifférence publique lors de la communication du Plan de reconstruction, peu de Brestois ne voulurent revenir dans le centre. En effet, une autre ville qui semblait plus accueillante, «la provisoire», celle des baraques<sup>39</sup> était venue se superposer à la principale et s'étaler sur les plateaux environnants vides: le plus important au Bouguen, et les autres cités, de Kerangoff, du Landais et du Polygone. Malgré leur caractère éphémère imposé par l'état, qui souhaitait répondre au besoin urgent de logement en fournissant en masse des «maisons préfabriquées en cinq caisses»<sup>40</sup>, les baraques présentaient un cadre de vie de qualité. Au total, vingt cinq cités constituaient ce Brest en baraques. La présence d'une salle de bain et de toilettes étaient pour beaucoup la première quête de confort d'après-guerre. De plus, en raison de l'engouement de toute la France pour ces habitations, le MRU décida en 1948 de limiter leur attribution à ceux «dont la présence est indispensable à l'exécution d'un service public ou nécessaire à la vie intellectuelle ou économique du pays». Les heureux bénéficiaires s'en voyaient d'autant plus fiers.

Peu de traces font état d'un plan d'organisation ou autre preuve d'un plan masse ou d'une quelconque organisation. Selon les témoignages, cette ville était spontanée. Une certaine solidarité et un sentiment d'égalité a fait naître un mode de vie spécifique rappelant celui de l'avant-guerre. Le Brest des baraques semblait atténuer les différences, créant une sorte de fiction d'égalité que renforçaient l'uniformité des logements et le sentiment de confiance pour l'avenir. Certains avaient même creusé un sous-sol, édifié un cabanon de jardinage, ou un garage. Il fallut néanmoins habiter la ville dont on avait appris à se passer et où le désordre n'avait pas sa place.

À la fin des années cinquante, Brest se trouvait dans une situation, encore une fois, paradoxale, caractérisée par l'abondance de logements sociaux neufs, où la population se faisait prier pour y vivre, et par la présence insistante de baraques provisoires, où continuait de s'accroître une précarité inévitable. La norme et les institutions prirent - encore une fois - le dessus sur le confort et les envies des Brestois qui s'étaient réellement identifiés et appropriés les installations en bois. La dernière baraque fut détruite en 1975. On compte tout de même trente ans

39 Les baraques sont des logements préfabriqués construits en masse. Le plus connu et mis en place fut le modèle «UK 100» (UK pour United Kingdom, 100 pour le nombre de pièces dont le logement est constitué), appelés aussi «britain house», ou «baraque américaine», sont produits dès 1942 aux États-Unis en carton renforcé et bois par quatre usines. Ils sont proposés par le MRU dès 1945, pour reloger les populations sinistrées dans le cadre de la reconstruction de la France à la suite de la Seconde Guerre mondiale.

40 Titre article de journal - image tirée de Françoise Rouxel et Patrick Dieudonné, *La ville provisoire, dans Brest alias Brest: trois siècles d'urbanisme*, éditions Mardaga, Liège, 1992, p. 180.



Le soleil se couche sur Bellevue. Ce plateau surplombant la Penfeld a remplacé la ville des baraques. La première zone d'Urbanisation Prioritaire de Bellevue fut réalisée entre 1964 et 1975. Photographies prises par Frédéric le Mouillour ©.



d'existence pour cette ville provisoire qui laissa place à une ville déjà rejetée par les quelques 50 000 Brestois dont le déménagement s'était imposé. Brest la neuve, Brest la blanche, est également Brest la «mal aimée» comme la surnomme Pierre Le Goïc dans son livre *Brest en reconstruction*<sup>41</sup>.

En effet, cette seconde séquence connut vite le désenchantement. Les quartiers reconstruits connurent le désamour. Avec retard, ils subirent un procès en illégitimité, coupables d'avoir pris la place d'une ancienne ville maintenant parée de toutes les vertus. Certains reproches fondés pouvaient aussi leur être adressés à bon escient. Certes, l'élargissement de la voirie lors du relèvement et la mise en place de réseaux calibrés pour une extension prévisible leur évitèrent bien des désagréments, spécialement ceux qu'engendrait ailleurs l'automobile. Mais les nouveaux édifices faisaient désormais problème, dans leur construction, leur distribution et leurs prestations. Les parties communes étaient exagérément restreintes; il n'y avait ni ascenseur, ni place pour en installer; les plans s'avéraient désuets (chambres et séjour équivalents, salle de bain conçue a minima, etc.). Les planchers, fréquemment réalisés en hourdis de terre cuite extrudée favorisaient la transmission phonique. Ces immeubles étaient en outre dénués d'isolation thermique, pourvus de simples vitrages et dotés de chauffages inappropriés. Enfin, l'attrait formidable de la maison individuelle achevait d'en défaire la réputation; d'autant plus que certains Brestois avaient pu en apprécier les qualités et les avantages avec les baraques américaines.

41 Pierre Le Goïc. *Brest en reconstruction : Antimémoires d'une ville. Nouvelle édition [en ligne].* Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001 [<http://books.openedition.org/pur/22033>]

### a. Des décideurs non locaux ou privés

Depuis sa création, la ville s'est finalement retrouvée régulièrement rejetée ou critiquée par la majorité de sa propre population. Les Brestoïses, et même les Bretons, étaient - et demeurent - fortement attachés à leur pays et leur culture. À de nombreuses reprises, les rues de Brest ont été le théâtre de violentes contestations<sup>42</sup>. Sans forcément vouloir renverser profondément le pouvoir, la mobilisation visait surtout à défier les autorités établies, défiance amplifiée à Brest par l'assujettissement provoqué par la hiérarchie militaire.

La ville n'a en effet pas connu de grandes familles ou dynasties bourgeoises susceptibles de donner le ton et d'exercer un mécénat efficace. Au cours de l'histoire de Brest, peu d'hommes politiques se sont illustrés. Seul le député de Brest, le Baron Lacrosse<sup>43</sup> (1796-1865) se distingue dans son implication dans les grandes réalisations portuaires qui se firent sous le Second Empire. Ses fonctions ministérielles qu'il a exercées entre 1849 et 1851 lui permirent d'appuyer ses demandes auprès de l'état. Malgré ses réflexions très conservatrices - entre autre, contre l'abolition de la peine de mort, contre le droit au travail, contre l'amnistie, etc. - le Baron Lacrosse est en effet un des seuls hommes, natif de Brest et de formation marine, à être revenu dans la capitale du Ponant afin de prolonger sa carrière dans le civil. Aucun autre représentant civil de la ville n'a depuis défendu honorablement la cause de Brest à Paris. Cette absence fut d'autant plus regrettable lors de la Reconstruction, au moment de la distribution des «charités bien ordonnées et sélectives»<sup>44</sup> dispensées par l'État français aux villes sinistrées.

La raison la plus évidente de ce vide politique, est donnée par la présence de l'arsenal militaire. Celui-ci, par son omniprésence dans la croissance économique de la ville, captait les éléments les plus brillants et riches de promesses de la jeunesse brestoïse. Les fonctionnaires militaires, et surtout les marins, constituent une catégorie sociale que l'expansion maritime et coloniale a rendue de plus en plus mobile. Nombreux ont déserté Brest. Et lorsque certains vétérans revenaient, ceux-ci se montraient inévitablement désabusés par leurs éprouvantes navigations ou étaient devenus infirmes.

Quant à la bourgeoisie issue du commerce et de l'industrie, leur activité, toujours aux dépens du port militaire, ne leur permirent pas d'accéder à un rang élevé dans une société où les échanges se déroulaient principalement sur Paris.

42. *Les bonnets rouges (d'avril à septembre 1675) sont par exemple les premiers. La contestation ne s'est jamais faite sous la forme d'un attentat prémédité. Des situations d'anarchie sont cependant visibles par les manifestations et grèves qui furent notamment incessantes au début du XX<sup>e</sup> siècle ou dans l'entre-deux guerres.*

43. *Depuis son retour à Brest après s'être blessé en Russie, cet officier de Marine vint à occuper dans les années 1830 un rang élevé parmi les fonctions ministérielles et Brestoïses (député du Finistère, secrétaire du ministère des Travaux publics, sénateur vice-président de l'assemblée législative mais également conseiller municipal de Brest et conseiller général du Finistère). Ce tableau lui permet d'apporter une aide déterminante dans la réalisation des projets de sa ville. [Gérard Cissé, Boulevard Baron-Lacrosse. Le marin devenu sénateur, Le télégramme, [en ligne] publié le 9 août 2012, disponible sur <http://www.letelegramme.fr/>]*

44. *Yves Le Gallo, images d'une ville, p. 28; dans Brest alias Brest: trois siècles d'urbanisme, éditions Mardaga, Liège, 1992, 239 p.*

Le matriarcat brestois a certainement joué un rôle primordial au niveau culturel et social dans cette société maritime. Mais les femmes n'obtiendront le droit de vote qu'en 1944. L'incapacité politique de la ville militaire en fut d'autant plus frappante.

L'intérêt de la population s'est ainsi toujours retrouvé écarté des décisions politiques prises par les responsables directement nommés par les ministères, de la Défense surtout mais également de la Reconstruction et de l'Urbanisme lors de l'après-guerre. C'était d'ailleurs le cas de Vauban et Mathon. Ils imaginèrent une ville où mondes civil et militaire ne s'affronteraient plus. Malgré tous les espoirs et les possibilités qui s'offraient aux constructeurs après le cataclysme du XX<sup>e</sup> siècle, la recomposition s'est finalement focalisée sur la rue de Siam. Celle-ci donne sur le Pont de Recouvrance transformé en pont levant et la Penfeld militaire emmurée en contre bas.

Devenu le Grand Brest avec l'annexion des différentes communes périphériques, on regrette que les initiateurs de la grande entreprise de reconstruction n'aient pas saisi l'occasion pour rééquilibrer l'ensemble de la ville. Aucun bâtiment civil et public ne fut reconstruit sur la rive droite (Recouvrance). Le Cours d'Ajot, auparavant un grand-lieu de fréquentation, fut rendu désert. Il est vrai que la vue sur le port de commerce vide avec ses quais morts n'attirent pas les foules. Cette promenade ensoleillée avec une fabuleuse vue sur l'ensemble de la rade brestoise, représente pourtant l'accès principal pour rejoindre le centre ville à son port de commerce et la mer. Occasion une nouvelle fois manquée pour la ville de Brest.

Cette période est en effet symptomatique d'une ville qui, en l'absence de personnalité politique, a toujours subi les décisions d'un pouvoir centralisé sur Paris et dont les intérêts divergent de ceux de sa population.

Le remembrement<sup>45</sup> fut l'opération la plus autoritaire de la reconstruction. Ce remaniement du parcellaire était à la fois la consécration de l'accumulation passée et sa négation puisque dans la plupart des cas les parcelles restituées furent plus petites qu'avant la guerre, et que la majorité furent déplacées. Bien plus que la nouvelle donne architecturale, c'est cette radicale redistribution des biens qui fut de nature à dresser contre les institutions de la Reconstruction ceux des propriétaires qui s'estimèrent lésés<sup>46</sup>. Les différentes Associations Syndicales représentèrent d'ailleurs de véritables lieux de pouvoir. Association de remembrement, directement liée au gouvernement, et associations et coopératives de reconstruction se firent notamment bataille quant aux distributions des ISAI<sup>47</sup> concentrés sur le bas de Siam. Il est important de préciser que dans tous les cas, les réseaux d'influence étaient les mêmes.

Le parc privé a largement pris l'ascendant entre 1950 et 1970, sur l'offre de logements publics. Malgré des prix de vente bas, les prestations dans ces logements ne correspondent pas, dès le début, aux attentes des ménages. 75% des immeubles

45. Réunion de différentes parcelles en un seul tenant afin d'effectuer une redistribution rationnelle pour l'agriculture (remembrement rural) ou l'aménagement urbain.

46. Voir schéma page 24.

47. Les ISAI (Immeuble Sans Affectation Individuelle) sont les équivalents des ICE (Immeubles Collectif d'Etat). Ce sont là des copropriétés privées, appelées ISAI car construites et financées par l'Etat avant d'être remises aux propriétaires en échange de leurs dommages de guerre. Ils font partie des premières constructions érigées lors de la reconstruction.



Depuis les jardins du Roi, on observe la rade.

La tour des Américains surplombe de ses cinquante mètres le port de commerce. Au fond, les grues bleues et jaunes sur le dessus sont symboliques de ce lieu (couleurs inversées pour l'arsenal militaire). Derrière les arbres, le cour d'Ajot.

(dont plus de la moitié appartiennent au parc privé) sont dépourvus d'ascenseurs, même lorsqu'il comporte quatre étages. L'emploi massif de la terre cuite induit une très mauvaise isolation acoustique; la transmission des bruits étant facilitée par les planchers sans isolation composés de hourdis en briques posées entre des poutrelles de béton. De plus, certains propriétaires bailleurs ne se gênent pas pour escompter un rendement locatif bien plus important par rapport au prix d'achat et d'entretien. Aidée par l'Observatoire de l'Habitat de l'ADEUPA (agence d'urbanisme du pays de Brest), créée en 1982, ainsi que de l'Anah (Agence nationale de l'habitat), la collectivité Brestoïse entretient dorénavant une «longue tradition de partenariat avec les acteurs du privé, professionnels comme habitant-copropriétaire»<sup>48</sup>.

## **b. Une ville ouvrière sans pôle industriel**

Les établissements de la Marine ont fait de Brest une ville ouvrière, non un véritable complexe industriel. Brest n'est d'ailleurs plus la priorité première de la Marine. Après la guerre, sollicitée à l'étranger, peu de ses navires se trouvaient dans la Penfeld. De plus, elle se rapproche de plus en plus de Crozon, de l'autre côté de la rade, avec son école navale à Poulmic et bien-sûr, sur l'île longue pour les nouveaux sous-marins nucléaires. Malgré une activité en marge par rapport à Toulon, dont la situation géographique était plus appropriée pour les conflits au Moyen-Orient, l'Arsenal et les entreprises nécessaires à sa propre reconstruction représentent les plus grands employeurs de ce nouveau Brest. La Direction des Travaux Maritimes (aujourd'hui remplacée par l'établissement du service d'infrastructure de la Défense de Brest, ESID) contribue à la prospérité des plus grosses entreprises de construction. La fin des chantiers entraîne inévitablement une crise sérieuse que le retour des marins n'arrive pas à contrebalancer. Brest devient d'ailleurs «zone spéciale de conversion» en 1961. Cela renvoie à une zone critique touchée par la fermeture d'une zone industrielle. Cette politique de (re)conversion fut abordée d'abord par une politique intergouvernementale et européenne en 1955<sup>49</sup>. Ces zones ont comme particularité de disposer des primes au maximum de leur taux, 15% en cas d'extension, 20% en cas de création d'usine. Le manque d'emplois masculins, ainsi que féminins encore plus important, devient à Brest une problématique récurrente pour la municipalité.

De nombreux travaux sont tout de même entrepris du côté civil également. Avec la fluctuation des chantiers de l'arsenal, beaucoup d'espoirs sont placés dans le développement industriel. Entre 1960 et 1980, du terrain est gagné sur la mer au niveau du port de commerce et les équipements se modernisent. Le port se dote même d'une nouvelle cale sèche afin de pouvoir accueillir en réparation des navires de 25 000 tonnes. Le général De Gaulle fut présent pour l'inauguration en

48. Emmanuelle Buord, Pascale Chodzko, Christian Kerleroux, *Brest: Le parc privé, une préoccupation ancienne*, revue *Urbanisme*, Hors-série n°48, avril 2014, pp. 55-58.

49. *Compte rendu intégrale de la 31ème séance de l'Assemblée nationale, dans le Journal officiel de la République française datant du 30 Juin 1961. Nantes-Saint Nazaire fut la première «zone critique» nommée. Trois autres suivirent, toutes en Bretagne.*



Expédition de fraises de Plougastel pour l'Angleterre en 1949, depuis l'aéroport de Guipavas. Les activités de ce dernier se réduisaient au club aéronotique et les échanges commerciaux. Les vols touristiques ne commenceront qu'en 1961 avec l'ouverture de la ligne Paris-Brest.

Source: <http://www.brest.aeroport.fr/histoire>

1968. Une autre forme de radoub<sup>50</sup> fut également construite en 1978 pour recevoir les plus gros pétroliers du monde. Ces améliorations offrirent à Brest la primauté française - indétrônable depuis leur construction - en matière de réparation navale civile. À cette époque, on réfléchit même à créer une raffinerie locale afin d'introduire l'industrie pétrolière dans la région brestoïse et de développer un véritable complexe. Mais cela était sans considération envers la concurrence du Havre et ses eaux profondes, mais également envers les navires de la Marine qui ne peuvent en aucun cas être gênés. Le projet, également remis en cause par les agriculteurs bretons touchés par les expropriations et craignant la pollution de leur terre, ne vit jamais le jour en tant que tel. Mais les espérances d'un port de commerce dont les atouts seraient profitables et reconnus internationalement continuent de vibrer chez les interlocuteurs bretons dont la loyauté ne faillit pas. On parlait récemment d'une nouvelle autoroute maritime qui relierait les ports de Liverpool et Lixoes, au Portugal, en passant par Brest. Même si la ville du ponant français se retrouve encore une fois avec un statut comparable à celui d'une station service de l'Atlantique<sup>51</sup>, ce projet ouvre sur de nouvelles perspectives économiques.

Des tentatives de désenclavement de Brest par voies terrestres et aériennes furent également entrepris, toujours dans l'espoir d'attirer d'éventuels investisseurs, notamment de Paris. La dynamique supposée activerait les entreprises déjà présentes. La périphérie nord-est de l'agglomération se vit attribuée une vocation industrielle par sa position stratégique au carrefour de Brest avec son centre urbain, Guipavas avec son nouvel aéroport, et Gouesnou où se termine la route nationale reliant Paris à l'ouest breton. De plus, d'autres terrains le long des voies ferrées, initialement découpés selon un système agricole de bocage, se transforment en plateaux industriels.

Sur les quelques milliers d'hectares programmés pour la reconversion industrielle des années cinquante, un quart à peine est utilisé<sup>52</sup> vingt ans plus tard. Cependant, les travaux d'envergure du port de commerce et des parcs industriels de cette époque, mais également les améliorations portées sur les infrastructures, permirent à Brest de ne pas prendre trop de retard par rapport au reste de la France. En 1961, lors d'un débat à l'Assemblée Nationale, M. De Poulpiquet<sup>53</sup> attirait l'attention du Premier ministre sur «les difficultés économiques et sociales devant lesquelles se trouvaient les populations bretonnes, et plus spécialement celles des trois départements du Finistère, du Morbihan et des Côtes-du-Nord»<sup>54</sup>. Cette séance annonçait d'ailleurs les différents investissements de l'état afin de répondre aux besoins urgents de la région. Bien que réalisés dans les années qui suivirent, ils n'eurent pas les effets attendus.

50. *Cale de construction ou de lancement, plan incliné sur lequel on construit les navires de faible ou de moyen tonnage.*

51. *Terme employé dans le livre de Yves Le Gallo, Histoire de Brest, Privat éditeur, Paris, 1976, p354*

52. *Yves Le Gallo, Histoire de Brest, Privat éditeur, Paris, 1976, p. 351.*

53. *Gabriel de Poulpiquet de Brescanvel (1914-2013) est un militaire, agriculteur et homme politique français. D'abord maire d'une petite commune près de Brest, il continue sa carrière politique en tant que député à l'Assemblée Nationale. Il y siège vingt ans, de 1958 à 1978.*

54. *Compte rendu intégral de la 31ème séance, du vendredi 31 juin 1961, disponible en ligne: <http://archives.assemblee-nationale.fr/1/cr/1960-1961-droit/031.pdf>*



Des étudiants nantais visitent Brest en mars 2016. Une exposition photo s'ensuit: «Entre deux Mondes». La situation ambiguë du «dedans/dehors», «devant/derrière», «dessus/dessous» de la Penfeld militaire fut le leitmotiv de leur création. Ici les tours de Querliverzan dépassent du mur de l'arsenal depuis lequel la photo est prise.

Source: <http://utopiesmetropolitaines.org/brest-penfeld/entre-deux-mondes-2/>



### c. L'arsenal, un catalyseur de paradoxes et ancrage identitaire

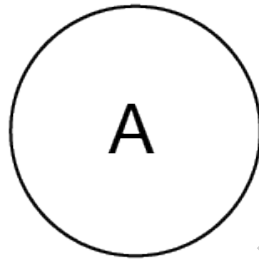
La nature militaire de la ville a construit une structure socio-économique très spécifique dont les paradoxes transforment l'architecture urbaine et rurale. L'esprit colonial sous l'Ancien régime mettait d'abord en avant une dualité essentiellement sociale entre la ville maritime française et la campagne bretonne, religieuse et paysanne. Cette dualité se retrouvait à l'intérieur des murs de la ville entre les deux rives de la Penfeld. Économiquement, le port de commerce n'a jamais existé, effacé par la primauté de l'arsenal. L'anticléricisme et l'antimilitarisme qui frisent l'anarchie, prennent leurs sources durant la royauté mais ne s'affaiblissent pas après la révolution, au contraire. Ces attitudes sont d'ailleurs encore présentes aujourd'hui.

Si les Brestois doutaient d'un certain déménagement de la Défense et d'une soit disant vente de l'arsenal aux américains après la guerre, l'indépendance de la ville avec le monde militaire n'a jamais eu lieu. Dans ses emprises spatiales, la Marine n'a d'ailleurs cessé de déborder du cadre étroit de l'agglomération. Ne s'attardant pas vraiment sur les frontières communales, elle occupe environ 2000 hectares répartis entre 38 communes et 187 implantations bien inégales. L'arsenal et le château représentent la partie la plus importante. Malgré les destructions massives de 1944, voire totales, de Brest, seul le parcellaire civil a changé. La Défense a, quant à elle, repris son espace. Cette dernière en a même profité pour s'isoler encore plus en érigeant les murs, et s'étaler sur les côtes sud-ouest, privant la ville d'accès sur les rives. Certains diront que c'est la rançon d'une présence bénéfique. En effet, la Direction des Travaux Maritimes possède son propre personnel, mais elle donne également du travail aux entreprises locales. De plus, même si la plupart des marins utilisent les infrastructures et services de la ville, peu d'entre eux s'intéressent à leur amélioration. La courte durée des séjours, le nomadisme des officiers, leur absentéisme répété et leur ignorance de la vie politique locale aggravent une coupure qui n'interdit pas les rapports individuels, mais compromet grandement les relations collectives.

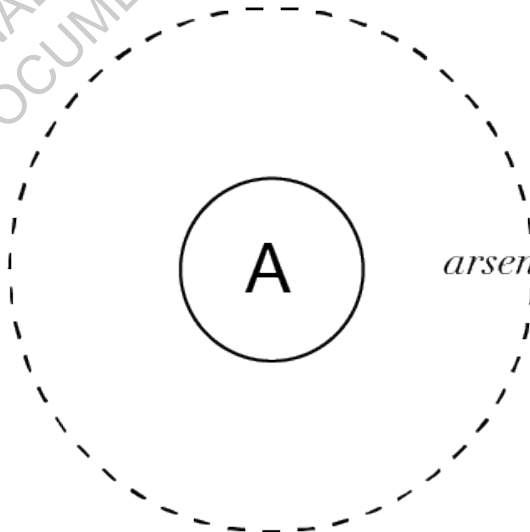
Il est vrai que Brest était initialement une cité maritime et militaire, close, emmurée et solitaire. Depuis toujours complexe et divisée, la ville ouvrière et artisanale est liée à son port de guerre. Attirés par les conditions de travail et le salaire, les paysans bretons s'installent ainsi au XVIII<sup>e</sup> siècle et au XIX<sup>e</sup> siècle sur la rive droite, dans le quartier dit de Recouvrance. Le plateau de rive gauche accueille, quant à lui, une ville plus marchande et bourgeoise. Le grand défi, tel que l'avait intelligemment pointé Vauban, consiste à fédérer les deux quartiers. La charte municipale de 1681 ne concrétisa pas la réunion, tout comme les fortifications qui encerclaient l'ensemble. Les décisions politiques concernant la ville furent depuis toujours prises depuis Brest-même par les responsables de la Marine, subordonnant ainsi l'autre rive. La morphologie de la nouvelle ville donnée lors de la reconstruction au XX<sup>e</sup> siècle, ne changea pas la donne.

A

*situation stratégique*



*ville-arsenal*



*arsenal en ville*

La présence historique de l'arsenal dans la ville a été créatrice de dualités et paradoxes effectivement architecturaux et économiques mais principalement sociaux à Brest. La ville a longtemps été considérée comme une enclave dont la frontière était matérialisée par l'enceinte de la ville qui la coupait de son contexte géographique immédiat: campagne et rade. Sa position à l'extrême ouest de la France amplifie également son isolement géographique par rapport au reste du pays et du continent. On peut aussi parler d'isolement historique, pas l'absence de mythe fondateur et de traces physiques dans la ville. Depuis la reconnaissance de Brest comme ville au XVII<sup>ème</sup> siècle, les infrastructures, les réseaux et les bâtiments importants de la ville furent construits et pensés pour répondre aux besoins des ouvriers de l'arsenal.

Le personnel militaire, seule bourgeoisie acceptable pour le cercle de pouvoir parisien, fut représentatif de la politique brestoise. Leurs décisions politiques eurent un impact considérable sur la ville et notamment sur son quotidien vécu. Le reste de la population, de majorité paysanne, est cependant instruite. La mono-économie de la Marine induit une volonté de gravir les grades (obtenir une retraite, des droits spécifiques et avantages certains en comparaison aux modes de vie difficile des agriculteurs bretons) et place la carrière militaire comme le seul aboutissement véritablement reconnu par la population locale. La religion ou la politique eurent toujours une place secondaire, au moins jusqu'à la fin du XX<sup>ème</sup> siècle, avant la ré-organisation des armées françaises qui commença en 1987 avec le Plan Armées 2000<sup>55</sup>.

Les historiens de Brest<sup>56</sup> parlent de deux villes: celle de l'avant-guerre et celle qui l'a remplacée. L'année zéro serait 1944, année des bombardements. La première ville aurait vécu trois cents ans. La seconde aurait aujourd'hui plus de soixante ans. Pourtant, par cet aperçu historique, deux autres villes se distinguent depuis la création de Brest: la ville militaire et la ville civile. Ces deux entités sont assimilables à deux villes, contemporaines l'une de l'autre. Elles s'affrontent, se jugent et s'ignorent à la fois. La fracture spatiale s'est notamment accentuée depuis la consolidation des falaises et d'une muraille périphérique autour des quais de la Penfeld et de son embouchure.

Cependant, l'inter-dépendance que chacune porte à l'autre est révélatrice d'une nature bien plus complexe qu'une juxtaposition. Il est important d'étudier cette fragmentation spatiale afin de comprendre les mécanismes urbains, sociaux ou architecturaux, qui régissent la métropole de Brest aujourd'hui. Elle a toujours évolué selon les volontés et les besoins d'un État, qu'il fut monarchique ou républicain. Des aménageurs visionnaires furent envoyés pour imaginer une ville idéale. Mais, la rationalité et les bonnes intentions ne sont pas choses suffisantes. Le quotidien révèle le déséquilibre de la ville idéale projetée par les professionnels de l'aménagement rêvant de peindre l'idéal de vie des habitants.

55. *Le plan armées 2000 présenté en 1987 par le ministre de la Défense découla sur différentes décisions qui impactèrent directement la ville de Brest, notamment dans les programmations militaires sur une durée de cinq ans: entre autre à partir de 1996, la professionnalisation de l'armée; poursuite des programmes majeurs d'équipement (notamment le quatrième sous-marin nucléaire lanceur d'engins, le porte-avion Charles de Gaulle); restructuration des industries de défense (l'entreprise DCN quitte l'administration pour devenir une société de droit privé appelée DCNS); suppression du service militaire actuel et consultation (sans référendum) sur les formes futures du service national.*

56. Yves Le Gallo, Daniel Le Couedic... et autres auteurs cités tout au long du texte.





ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

La ville de Brest s'est développée par et pour l'arsenal militaire. Elle est ainsi devenue dépendante de son activité. Pourtant, les deux entités ne se parlent presque pas aujourd'hui. La population civile est aujourd'hui coupée de son accès à la rivière et de la rade, devenues propriété militaire. Il n'existe finalement pas ou peu d'interface terre/mer publique à Brest. Contrairement au discours des politiques locales, la frontière la plus importante reste celle qui existe entre l'arsenal militaire et la ville. Tributaire des missions envoyées à la base militaire, tout laisse à penser que la ville reçoit le rôle d'annexe de l'arsenal, assimilable à une relation centre/périphérie. De nombreux témoignages parlent même de «ville dans la ville»...

L'aspect formel et fonctionnel de cet espace militaire au travers de son «esprit urbain» sera premièrement étudié. Georg Simmel<sup>1</sup> est directement cité ici, mais les théories qui lui ont succédé participeront également à la réflexion de cette étude, notamment celles de Thierry Paquot<sup>2</sup>, que l'on désigne comme philosophe de l'urbain. La relation que portent les occupants - *habitants* - de l'arsenal à leur environnement de travail, est révélatrice des *urbanités* qui s'y déploient. Cette relation restera observée d'un point de vue exogène. Autrement dit, bien que consciemment non-exhaustive, l'enquête anthropologique ne peut s'avérer totalement exacte. L'idée est plus de questionner le lieu de travail, à l'échelle de l'arsenal, comme fragment de ville, fragment de quotidien.

Après avoir étudié la relation entre le travailleur et l'arsenal, il paraît tout aussi important de la remettre en perspective avec la ville dans laquelle ils évoluent. Est-ce que l'enceinte de l'arsenal constitue une réelle fracture pour ceux qui la traversent? N'existerait-il pas une certaine continuité entre les deux entités? Quelle relation entre Brest et l'arsenal, considéré comme son hypothétique *centre ville* historique.

Conscients de devoir produire une économie parallèle, les Brestois et les institutions locales ont longtemps tourné le dos à l'arsenal. La ville refuse d'occuper le poste de périphérie, d'annexe du port militaire. Cependant, depuis les années 2000, la reconversion des terrains militaires (rétro)cédés représente le pivot de la nouvelle communication de la métropole. Les deux composantes - Brest et l'arsenal - forment-elles pour autant une seule et même entité? Les récents aménagements en cœur de ville, offrent l'occasion de valoriser les fonctions métropolitaines autour de l'économie, de la culture, de la recherche et de l'habitat. Brest entend mettre en avant sa force de patrimonialisation par la participation des citoyens, forte dans l'ouest breton. La thèse de Céline Angot sur la construction, la mutation, puis la «mise en patrimoine» des anciens Ateliers, est la preuve d'un important dialogue entre la population et les instances publiques locales, et non ouvertement, avec la Défense.

1. Georg Simmel (1858 - 1918) est une des figures les plus importantes de la sociologie allemande classique. Il est l'un des pionniers de la sociologie de l'action, dont il a parfaitement dessiné les fondements et les contours dans ses travaux épistémologiques. C'est cette orientation qu'il a donnée à ses études « macrosociologiques », ainsi qu'à celles - plus connues parce que plus accessibles - consacrées à la « sociologie de la vie quotidienne ».

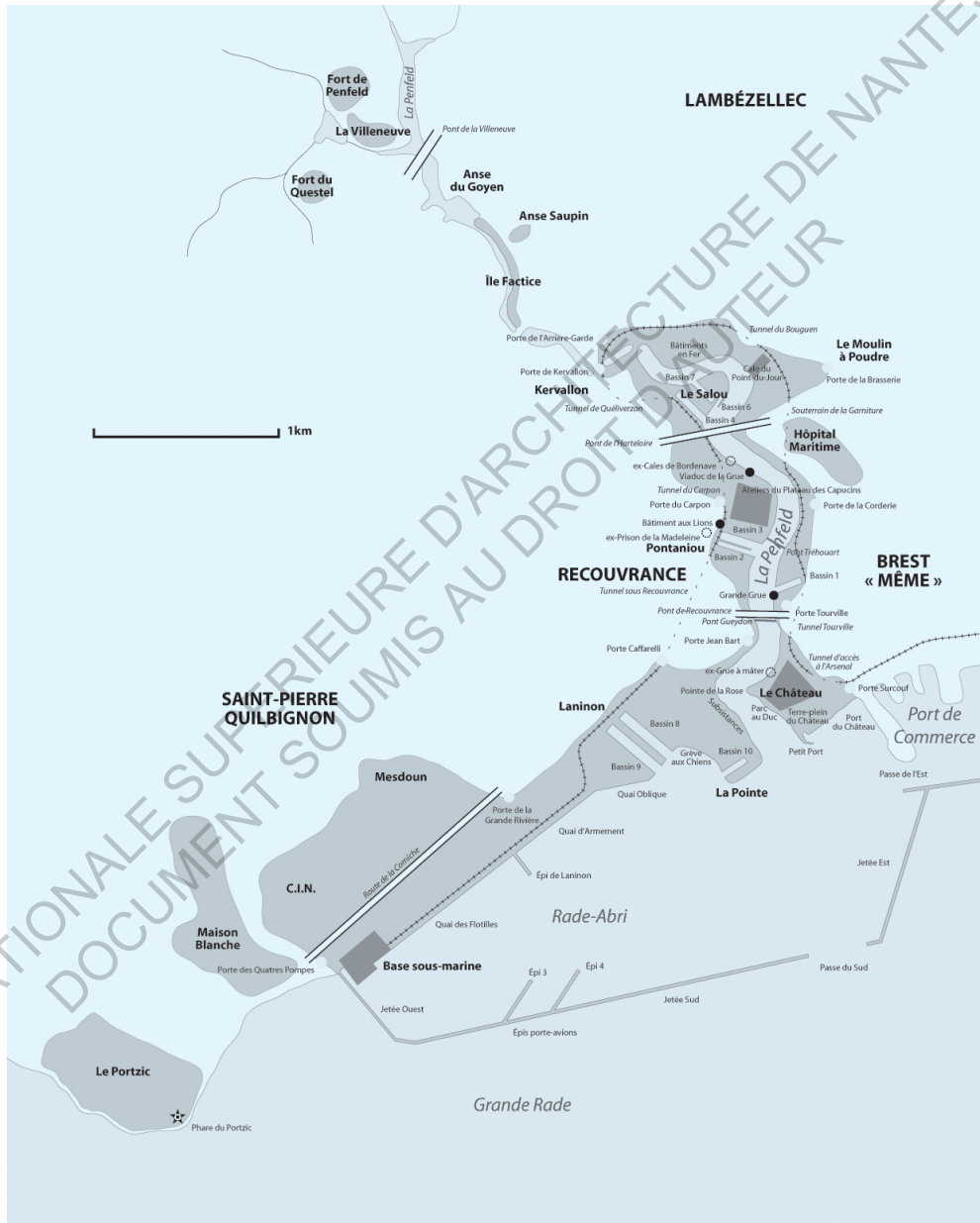
2. Thierry Paquot (1952 - ) est philosophe de l'urbain, rhapsode de la revue *L'Esprit des Villes*, auteur de très nombreux ouvrages sur la ville et l'urbain, l'utopie, le temps et l'écologie.







*Photo: Utopies Métropolitaines, ENSA Nantes - à Brest en mars 2016.*



Plan schématique de l'arsenal de Brest. À noter que l'emprise foncière de la Défense concerne également de nombreux immeubles de logements pour ses militaires, non identifiables à cette échelle. On compte des hangars de stockage ainsi que de nombreuses infrastructures de sports ou foyer réservés uniquement aux militaires et à leur famille.

Source:

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Arsenal\\_de\\_Brest#/media/File:PlanArsenalBrest.gif](https://fr.wikipedia.org/wiki/Arsenal_de_Brest#/media/File:PlanArsenalBrest.gif)

Auteur: «User Sardon on fr.wikipedia» d'après documents IGN, fr:Google Earth (cf. article « fr:Arsenal de Brest »)

## UNE « VILLE DANS LA VILLE »

### a. L'image d'une ville

La ville vient couramment se définir par son opposition à la campagne; cette dernière faisant appel aux notions de naturel, artisanal, lent. Historiquement, les villes sont nées par le regroupement de personnes désireuses de développer une économie commune. Les échanges en sont donc le point de départ. Aujourd'hui, avec la mondialisation, le terme de ville perd de son sens. Ses limites, que l'on admettait facilement avant comme la frontière avec la campagne sont désormais floues. On rapproche ici deux valeurs récurrentes dans le domaine de l'architecture et de l'urbanisme: la ruralité et l'urbanité. Bien que souvent abordées, ces dernières posent cependant problèmes quant à leurs signification et origine.

Cœur historique de Brest, et sa raison même d'être ville, l'arsenal de Brest est aujourd'hui construit dans sa majorité sur des polders le long de la côte dans le but de développer une activité industrielle et militaire. Par cette approche, il répond effectivement à ce critère d'opposition, ainsi que de source de travail et d'échanges, et peut donc, être assimilé à une ville ou un fragment de ville.

On peut également définir la ville par le critère quantitatif; autrement dit, on tente de donner sens par la surface de construction, le nombre d'habitants... En 2014, ils étaient plus de 13 000 salariés<sup>3</sup> à traverser les portes de l'arsenal quotidiennement. En comparaison avec d'autres villes de la même échelle, une telle population placerait la ville militaire au septième rang du Finistère: entre Guipavas, 12 588 habitants et Landerneau, 14 274 habitants.

Dans l'esprit des civils, cet espace peut faire facilement écho aux cités antiques closes: une enceinte périphérique, une situation géographique idéale, un pouvoir hiérarchique indépendant... Ces caractéristiques lui permettraient d'ailleurs d'évoluer dans les meilleures conditions: un cadre exceptionnel, au contact d'une des rades les plus belles de France et aucune revendication sociale imaginable. De plus, à la question, l'arsenal est-il une ville, les témoignages récoltés pour ce mémoire<sup>4</sup> sont unanimes: il est «une ville dans la ville». Il est vrai que, formellement, cet espace militaire possède les caractéristiques que l'on donne au terme de *ville*. Son architecture du XVII<sup>ème</sup> siècle qui a su résister aux bombardements renvoie directement aux quelques autres bâtiments tenaces et environnants du quartier de Recouvrance. Quant aux hangars et grues occupant la majorité de l'arsenal, ils répondent directement aux formes construites du port de commerce situé sur l'autre rive; formes façonnant l'image de la ville industrielle du XX<sup>ème</sup> siècle.

Formellement et par sa fréquentation, les quais de la Penfeld et l'ouest de son embouchure hébergent une ville qui s'étend en longueur sur plus de 320 hectares.

3. 12 477 d'employés direct en équivalent temps pleins. Il faut rajouter à celui-ci les employés indirects induits par la sous-traitance qui sont également amenés à traverser les portes de l'arsenal (DCNS, entretien...). Source: ADEU-PA Brest, *Impact économique de Défense sur le territoire de la base Défense de Brest-Lorient*, Février 2016.

4. Sont évoqués ici, les différents entretiens réalisés au cours de l'année 2016 dans le cadre de ce mémoire. On retrouve Daniel Le Couédic, Céline Angot, Gabrielle Kübler, les militaires eux-mêmes...

## b. Approche «sensitive» de l'arsenal

La densité de population engendrée par le phénomène même de ville, s'accompagne d'une «diversité de comportements et de modes de vie, ainsi que d'un bouillonnement d'activités qui stimule l'esprit du citadin, élargit son univers mais aussi le perturbe»<sup>5</sup>. Pour reprendre Eric Chauvier, anthropologue français et professeur à l'école d'architecture de Nantes, ces *stimulis* auxquels sont confrontés les habitants d'une ville sont caractéristiques de cette dernière. Ce terme renvoie à la vision sociologique que Georg Simmel<sup>6</sup> portait sur la ville et ses occupants. Pour ces auteurs - Germain, Chauvier, Simmel - l'être psychique des citadins, c'est-à-dire leur conscience, leur pensée, est conditionné par l'«intensification de la vie nerveuse» résultant du «changement rapide et ininterrompu des impressions externes et internes»<sup>7</sup>. La vitesse et les modes de vie s'accroissent avec l'urbanisation. Quand on aborde le psychisme, l'Homme est envisagé selon ses émotions, ses ressentis, qu'ils soient d'ordre olfactif, visuel, ou bien encore auditif... Rien ne donne à voir que celui des ouvriers, salariés et militaires passant l'enceinte évolue d'une certaine manière d'un côté à l'autre du mur. De plus, en lien avec cette partie, Céline Angot redonnait la définition de l'arsenal écrite par Gilles Le Blanc: «Le terme arsenal est traduit de l'italien *arsenale*, construit sur le mot arabe *al-sina'a*, qui signifie la maison où l'on construit.»<sup>8</sup>

À l'intérieur, ce n'est pas la cloche de l'église qui rythme la temporalité de la ville mais le haut parleur<sup>9</sup> qui décline les différents impératifs de la journée en continu, de 8h jusqu'à 18h. Le nombre élevé d'arrêts de bus et la pelouse usée du terrain de foot sont signes d'une vie en communauté active. Tout comme le centre ville aux mêmes heures de pointe, les voies de circulation principale sont congestionnées: «La file d'attente est longue pour sortir par la porte de Caffarelli à 17h. Si tu peux, tu fais autrement. Par la porte du parc de la Penfeld par exemple. Moi j'ai plus ce souci, je vais en vélo.»<sup>10</sup>

Pour Simmel, la vie de l'habitant des grandes villes est fondée d'une part sur le blasement et la réserve, à savoir les mécanismes de socialisation grâce auxquels le citadin se protège des stimulations nerveuses incessantes, et, d'autre part, sur un échange monétaire extrêmement développé et amplifié par l'anonymat urbain.

*“D'un point de vue formel, dit-il, on décrira comme réserve la posture mentale de l'habitant des grandes villes. Si, aux contacts extérieurs inc-*

5. Annick Germain, *L'étranger et la ville*, *Canadian Journal of Regional Science / Revue canadienne des sciences régionales*, XX:1,2, Printemps-Été 1997, p. 237-254.

6. Issu des sociologues de l'école de Chicago du début XX<sup>ème</sup> siècle, Georg Simmel (1858 - 1918) apparaît aussi comme un théoricien de la modernité qu'il a abordée en multipliant les angles de vue. *La ville, et plus précisément l'urbain, joue un rôle principal dans ses recherches.*

7. Annick Germain, *L'étranger et la ville*, *Canadian Journal of Regional Science / Revue canadienne des sciences régionales*, XX:1,2, Printemps-Été 1997, p. 237-254.

8. Céline Angot, *Gestes accomplis et paroles ouvrières : approche anthropologique du travail au plateau des Capucins à l'arsenal de Brest : culture ouvrière et savoir-faire entre mutations et patrimonialisation*, p. 245.

9. *Diffusion générale dans les bâtiments.*

10. *Paroles d'un militaire recueillies le 13 aout 2016.*

sants avec une multitude d'hommes, devaient répondre autant de réactions internes, comme dans la petite ville où l'on connaît presque chaque personne rencontrée et où l'on a avec chacun un rapport positif, on serait complètement atomisé intérieurement".<sup>11</sup>

Dans ses cours, et dans son dernier roman *Les Nouvelles Métropoles du désir*, paru cet été 2016<sup>12</sup>, Chauvier illustre ce premier fondement avec l'exemple de Lana del Rey comme modèle type de la «moue blasée», caractéristique de l'individu urbain et urbanisé.

Combien de «célébrités blasées» comptons-nous dans l'enceinte militaire? Certainement aucune. Pourtant, l'environnement, si stimulant soit-il, ne semble pas transparaître au travers des visages. Quant à savoir si ce désabusement transforme ce lieu de travail en ville, serait-ce peut-être donner trop d'exclusivité à ce sentiment. Ces notions d'urbanité et de civilité comme attitudes de confort face à l'Étranger, sont cependant courantes dans les recherches appartenant aux domaines des sciences sociales. Marc Breviglieri y associe le concept de *routine*. Celle-ci atténuerait «l'activité créative et l'expression spontanée des différences»<sup>13</sup> sociales ou matérielles. Rationalisée par la «mécanicité et la monotonie des gestes qu'elle déroule», ni «la déambulation urbaine, ni les occupations domestiques, ni les rapports sexuels, ni, a fortiori, les activités au travail» n'y échapperaient.

Cette vision, certes inquiétante, rend habitable le lieu de travail. Cela renforce donc l'hypothèse d'une continuité urbaine entre Brest et l'arsenal. Le travailleur qui passe l'une des portes de l'arsenal continue d'évoluer dans une ville. Cet individu aurait d'ailleurs le privilège d'entrer dans un fragment de Brest réservé, dans son centre restreint et secret.

Un autre parallèle entre Brest et l'arsenal réside en son code de circulation qui est logiquement identique. Les ouvriers de l'arsenal ainsi que les militaires ont la possibilité de circuler en voiture ou à moto sur les voies autorisées et réglementées par les panneaux de circulation et les feux. Le piéton est lui aussi amené à respecter le code de la route. D'ailleurs, nombreux sont les sportifs qui s'échauffent ou effectuent leur footing du midi le long de la Penfeld. Passages piéton, trottoirs sont prévus pour leur sécurité. Pas de chemin de randonnée sous les arbres, peu de végétation ne pousse derrière les grilles, mais, «vous ne trouverez pas meilleure vue sur le goulet!»<sup>14</sup>. En effet, les quais de la rade-abri offre le meilleur point de vue sur la rade et la mer de toute la ville. Au niveau des portes l'asphalte se prolonge. Dans cette optique, la barrière d'entrée impose l'arrêt au même titre que le feu rouge.

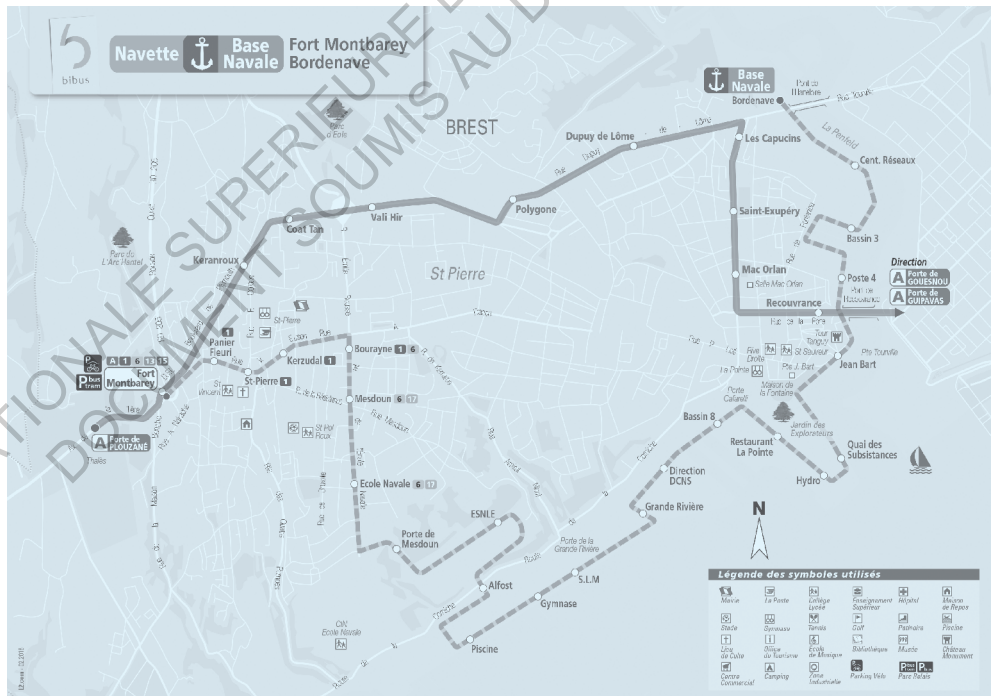
Par ces approches de l'arsenal, premièrement comme espace routinier et donc habitable au même titre que la maison, puis n'induisant pas de changement comportementaux d'un côté ou de l'autre de la barrière, l'espace peut effectivement être ressenti comme un fragment urbain brestois.

11. Citation de Lefèbvre in, Damon Julien, « La pensée de... Georg Simmel (1858-1918) », *Informations sociales* 3/2005 (n° 123), p. 111.

12. Eric Chauvier, *Les nouvelles métropoles du désir*, Editions Allia, Paris, p. 80, 2016.

13. Marc Breviglieri, *Habiter l'espace de travail*, *Histoire & Sociétés*, n°9, pp. 18-29, 2004.

14. *Paroles de militaires recueillies le 13 août 2016.*



Sans distinction entre la zone civile et militaire, la navette (en traitillés) reliant le fort Montbary au Bordenave ne semble pas différer d'une ligne de bus brestoise classique. Le nom des arrêts, tels que Piscine, Gymnase, Restaurant la Pointe, est d'ailleurs représentatif d'activités urbaines que l'on retrouverait facilement en ville. À noter que c'est la compagnie Bibus de la ville qui effectue les trajets. Un autre service de transport en commun interne est également disponible mais non consultable pour les civils.

Source:  
<http://bibus.fr>

### c. Volontés et capacités d'autonomie maximales

Son, lumière, et mouvements activent en permanence la vigilance de l'individu se déplaçant à l'intérieur des murs de l'arsenal. Ces stimulations, nous venons de le voir, sont comparables à celles d'un centre ville classique. On y retrouve une ligne de bus, des taxis, des passages piéton... et même un hélicoptère! La nuit, tout reste éclairé.

Par cette approche, l'arsenal s'identifie comme un prolongement du centre de la métropole, voire son hyper-centre. Cette définition se justifie également géographiquement.

Cependant, ces réseaux s'avèrent être totalement indépendants de Brest. En cas de guerre ou d'attaque sur le territoire français, l'arsenal doit se tenir prêt à tenir un siège, qu'il s'agisse d'électricité, de chauffage, de denrées alimentaires ou toutes autres composantes nécessaires au bon fonctionnement de l'intra-muros. En attendant, les deux entités urbaines que sont l'arsenal et la ville ne se partagent pas ou peu les ressources.

L'agrandissement du réseau de chauffage urbain (RCU) de la ville vers l'arsenal est un exemple de la complexité mais également le bon sens qu'engendrent un tel accord. Le chantier est encore en cours aujourd'hui. Bien que désigné comme un «partenariat gagnant-gagnant»<sup>15</sup> par le contre-amiral François-Régis Cloup-Mandavialle, commandant de la base de défense de Brest-Lorient, ce projet a vu le jour grâce à l'impulsion donnée par la Défense qui finance près de la moitié des travaux. À noter pourtant, que ces derniers sont situés dans leur totalité dans l'enceinte militaire. Bénéficiant d'un nouvel apport d'énergie par la combustion de déchets, la marine affirme ses «objectifs de développement durable du ministère de la Défense»<sup>16</sup>.

À cette exception près, les autres réseaux, tel que l'électricité, s'avèrent être indépendants ou du moins autonomes vis-à-vis de Brest. Ces systèmes sont produits et évacués en interne. Internet n'échappe pas à la règle. Ainsi, sur l'arsenal, il fonctionne en plusieurs réseaux fermés. L'école navale et les autres bases d'enseignement possèdent leurs propres antennes. Il en est de même pour chaque bâtiment dit d'opération. Les militaires qui dorment sur base n'y ont pas accès, ni individuellement, ni dans leur bâtiment d'accueil<sup>17</sup>. De plus, le réseau de transport continu entre Brest et l'arsenal n'est qu'illusion. La ligne de bus reliant le Fort Montbary à Bordenave n'est finalement qu'une navette proposée par la métropole brestoise aux militaires qui doivent appeler le service de la ville afin de pouvoir en bénéficier. En réalité, la base navale possède, en plus, ses propres liaisons dont les arrêts, les trajets et les horaires ne sont pas communicables.

La ligne proposée par la compagnie civile Bibus et notamment le nom des arrêts, nous informe sur la mixité des activités de l'arsenal. Ces dernières ne se résument pas seulement aux bâtiments et lieux militaires et maritimes...

15. Denis Blin, *Le réseau chaleur aborde la base navale*, *Journal Ouest France*, 19 septembre 2014. Disponible en ligne: <http://www.ouest-france.fr/bretagne/brest-29200/la-base-navale-sur-le-reseau-de-chaaleur-urbain-3927423>

16. *Idem*

17. *Propos recueillis auprès de militaires le 13 août 2016.*

### a. Une mixité de programmes maquillée

La ligne de bus dont le trajet est consultable sur internet nous informe en effet d'une mixité programmatique de l'arsenal. Le nom des arrêts, tels que Piscine, Gymnase ou Restaurant, est représentatif d'activités urbaines que l'on retrouverait facilement en ville. La présence de ces programmes dans l'arsenal est la preuve que sa mono-fonctionnalité, c'est-à-dire de formation, gestion, et constructions militaires et maritimes, n'est qu'apparente ou du moins plus diversifiée qu'elle n'y paraît. Cela donne une dimension de «ville» à cet intra-muros militaire que l'on croyait exclusivement dédié au monde maritime. Une fois passés l'une des portes, ils ont la possibilité de profiter d'un service de psychologie, d'une boutique SNCF, d'un bar, d'une coopérative, d'un salon de coiffure... On peut parler ici de «fausse» mono-fonctionnalité. La notion de mixité, chère aux urbanistes, est présente sur le site.

Cette diversité d'activités peut également être observée lors d'une visite de l'arsenal. Cela a lieu pendant les vacances scolaires et est ouvert gratuitement, à tous les civils français<sup>19</sup>. Cette visite, d'une durée de deux heures, entraîne le visiteur au travers d'une infime partie de l'intra-muros: depuis la porte de la grande rivière et l'ancienne base sous-marine allemande. Même si la Marine aime à vanter son ouverture sur l'ouverture de l'arsenal sur la ville («Découvrez la base navale de Brest et montez à bord d'un navire de guerre»<sup>20</sup>), il faut cependant montrer patte blanche à l'entrée. Après avoir échangé provisoirement une pièce d'identité contre un badge, les visiteurs sont priés d'abandonner leurs affaires personnelles. «Laissez vos sacs, appareils photos, et téléphones portables à l'accueil» déclare l'un des guides. Un jeune matelot ayant laissé son béret au pompon rouge aux vestiaires, est ensuite amené à présenter les différentes activités de l'espace militaire. Son discours, bien que participant à une certaine publicité par la sélection minutieuse de ses informations, offre le plaisir de certaines anecdotes. Conscient de ce filtrage soigneux, le visiteur est naturellement informé - sans visiter - de la présence d'un cinéma, d'un restaurant, d'une grande aire de sport, d'une piscine.

D'autres entretiens hors-les-murs révéleront que le cinéma n'est finalement qu'un rétroprojecteur pour lequel peu de travailleurs ne se déplacent et que le restaurant montré n'est réservé qu'aux officiers.

Malgré tout, la mixité programmatique serait également sociale dans le sens où ces lieux sont des espaces de rencontre. Officiers et ouvriers d'état peuvent être amenés à se côtoyer dans un cadre totalement différent de celui du travail dans lequel ils évoluent le reste de la journée. La hiérarchie militaire, si importante et respectée, ainsi que les spécificités de chaque fonction, s'effacent au profit d'une mission toute autre: acheter un billet de train pour retrouver sa famille, se retrou-

18. Réponse d'un militaire à la question «En quoi l'arsenal n'est-il pas une ville?». Le style vestimentaire, ici repris en titre, renvoie à l'idée qu'il ne relève pas d'un choix personnel et individuel. Propos recueillis le 2 mai 2016.

19. En cas de carte d'identité étrangère, il faut faire une demande au préalable.

20. <http://www.brest-metropole-tourisme.fr/fr/votre-sejour/454-base-navale-de-brest-marine-nationale>



ver entre collègues autour d'un verre avant de retourner au travail, chercher le couteau pliable inoxydable à prix coûtant à offrir à son père, etc<sup>21</sup>. Ces lieux de sociabilité donnent corps au sentiment de communauté de l'arsenal. Un sentiment d'appartenance qui transparait également à l'extérieur de l'enceinte où chacun se reconnaît et s'identifie sans pour autant se connaître.

Les divers programmes que propose la Défense pour ses employés (civils et militaires), ainsi que les opportunités de liens sociaux que ces lieux suggèrent, ne sont pas réfutables. Il est vrai que l'arsenal se développe comme un objet uni, harmonieux et ordonné; il n'est pas qu' «une forteresse où veillent les soldats»<sup>22</sup>.

En effet, ces «soldats» ne font pas que «veiller», autrement dit, en transposant au cas de l'enclave brestoise, le personnel militaire et civil ne fait pas que travailler à l'arsenal. Y vit-il pour autant?

En reprenant les quatre fonctions de la *ville moderne et fonctionnelle* imaginée par certains architectes urbanistes du XX<sup>ème</sup> siècle<sup>23</sup>, que sont: habiter, recréer, travailler, circuler; la vie d'un individu est théoriquement englobée. Cette formule semble en effet couvrir tout le champ de l'activité humaine. Si la pratique du sport et les offres de restaurations peuvent être assimilées à la fonction recréer, et si travailler et circuler semblent évident à l'arsenal, la première fonction, *habiter*, semble quant à elle plus difficile à retrouver dans l'intra-muros militaire. En reprenant la définition traditionnelle du verbe<sup>24</sup>, on retient l'idée de dormir et organiser sa vie personnelle dans un lieu. À l'arsenal, très peu de contractuels de la Défense n'y développent une vie complète au sens donné ci dessus. Même, les célibataires géographiques, seuls militaires à dormir sur place - ce qui leur vaut d'ailleurs le surnom de «basistes» - considèrent l'arsenal comme un lieu de vie de transition<sup>25</sup>. Ils sont preneurs du prix attractif des loyers et acceptent de dormir, seuls, à l'intérieur de l'enceinte, le temps de trouver une autre possibilité de logement. Seuls quelques officiers peuvent jouir d'une vie familiale quotidienne sans quitter les murs militaires - au pied du château pour le préfet maritime.

Parallèlement, l'individuel n'a sa place que par sa reconnaissance vis-à-vis du reste de la *communauté*, par son rang hiérarchique la plupart du temps. Mais, pas d'enfants (l'âge d'entrée à l'école des mousses est de 16 ans), pas de retraités (à la rigueur des anciens militaires reconvertis). Ainsi malgré une conscience identitaire collective, un sentiment d'appartenance à un groupe et à un lieu, définir l'arsenal comme une ville à part entière semble ressortir uniquement d'une analyse formelle fonctionnelle et administrative. Le point de vue utilisé resterait trop exogène - voire naïf - au phénomène social qui s'y déploie.

On peut facilement ajouter qu'il manque également certaines fonctions

21. *Anecdotes observées et recueillies auprès de sous-marinières courant de l'année 2016. La «supérette» propose chaussures et vêtements de sports, des souvenirs, des couteaux, produits de santé et d'hygiène...*

22. Référence au texte de Marcel Hénaff dans lequel il analyse la ville comme un monument, un espace monadique en lui-même. [Marcel Hénaff, *La ville qui vient*, L'Herne, 2008, p.73]

23. Sont suggérés ici les architectes ayant participé au Congrès International de l'Architecture Moderne ainsi qu'à la rédaction des principes de la Charte d'Athènes datant de 1931.

24. Selon le dictionnaire Larousse en ligne, Habiter = Avoir son domicile quelque part, y résider de manière relativement permanente, y vivre. <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/habiter/38780#keydeC2fYTj2CfjwO.99>

25. Selon un militaire «basiste» qui considère ses paroles comme étant généralisables à tous les collègues dormant sur base.



Le long du boulevard Jean Moulin se trouvent de grandes maisons familiales réservées pour les hauts gradés militaires. La cabine est totalement vitrée, à 360° mais ses vitres se fument lors du survole des terrains pour préserver leur intimité.

existentielles telles qu'une école élémentaire et une offre culturelle afin de comparer l'arsenal à la ville.

## b. Une urbanité sous contrôle

Avec ces programmes, la base militaire de Brest semble posséder l'attractivité d'une offre urbaine. Cette idée, qui renverrait à un espace aux horaires plus ou moins flexibles et générateur de rencontres «spontanées», ne s'oppose pas forcément à celle du système militaire. Flirtant avec une urbanité à la carte, l'arsenal maîtrise faits et gestes de son personnel, qu'il s'agisse de militaires, d'ouvriers d'état ou des salariés des entreprises privées.

Ces derniers peuvent-ils habiter leur *espace de travail* malgré le contrôle supérieur et la présence des murs? Est-il simplement possible d'habiter son lieu de travail? *Habiter* veut-il dire *ville*?

L'action d'*habiter* désigne ici plus que le simple sens de se loger. Cette dernière fut abordée par Heidegger<sup>26</sup> dans les années soixante. Il lui fit traverser les disciplines des sciences humaines et sociales. Dix ans plus tard, Henri Lefèbvre nous précisait dans *La Révolution urbaine* qu'à la différence de l'habitat, notion seulement fonctionnelle, l'*habiter* correspond à une pratique vécue. Dans les sciences sociales et humaines, dont font partie l'architecture et l'urbanisme, cela engage directement le rapport de l'Homme à son environnement. Ce concept, bien qu'abordé très largement par des philosophes du XX<sup>ème</sup> siècle, connaît un regain d'intérêt depuis les années 2000 avec la sacralisation de l'individu et de sa mobilité, phénomène amplifié par la mondialisation et l'urbanisation. Parmi ces auteurs, on retrouve Thierry Paquot. Dans l'introduction de son ouvrage collectif, *Habiter, le propre de l'humain*, il prend ses distances avec la conception heideggérienne d'habiter le monde contemporain:

« "Habiter" (*wohnen*) signifie "être-présent-au-monde-et-à-autrui". [...] Loger n'est pas "habiter". L'action d'"habiter" possède une dimension existentielle. [...] "Habiter" c'est [...] construire votre personnalité, déployer votre être dans le monde qui vous environne et auquel vous apportez votre marque et qui devient vôtre. »<sup>27</sup>

Habitant ou travailleur? Pour Marc Breviglieri, maître de conférence à l'IUT de Paris V et chercheur reconnu en sociologie en Europe, l'espace de travail est naturellement habitable. Cette habitabilité passerait par la routine. Dans un article pour *Histoire et Société* publié en 2004, il met en parallèle deux perspectives sur cette notion qu'il ressort de la littérature sociologique:

«Un regard critique, qui voit la routine comme portant atteinte à la

26. Heidegger est un philosophe allemand (Messkirch, Bade, 1889 - Messkirch, Bade, 1976) qui a marqué par ses nombreuses conférences et récits toute l'Europe. Toute sa vie, il mania les mots dans le but de distinguer l'être, l'existence et l'étant.

27. Thierry Paquot, Michel Lussault, Chris Younès (dir.), *Habiter, le propre de l'humain. Villes, territoires et philosophie*, 2007, pp. 13.



Le «versaille breton» qui n'est autre que le Centre d'Instruction Naval surplombe la rade et l'arsenal (l'ancienne base sous-marine sur la photo). Le pouvoir domine depuis les hauteurs et les grands bâtiments. Derrière les grilles, on aperçoit le stade de sport, stratégiquement positionné entre les quais, espaces quotidiennement fréquentés, et sous les yeux des officiers.

*liberté de l'acteur et soulève ainsi la question de la domination, et un regard attentif à un savoir pratique qui anime la routine, incluant alors l'environnement d'où elle émerge. En se croisant, ces deux regards contribuent, dans leur opposition, à éveiller ou à tempérer des inquiétudes relatives aux conditions de travail.»<sup>28</sup>*

L'économie émotionnelle, ainsi que l'aisance sont, pour lui, les biens propres de la routine. Le sentiment *familier* est en effet induit par le quotidien routinier du travail. Une dimension *habitante* du lieu en découle inexorablement. Ainsi la routine ferait du travail un usage familial et par là, une manière d'habiter.

À Brest, l'arsenal entretient une interaction profondément intime entre les occupants de l'arsenal qui se croisent et se rencontrent, mais également entre le travailleur et cet environnement spécifique. Chacun fabrique sa manière singulière, son «usage» personnel vis-à-vis de son espace de travail.

Ce monde clos, à l'image des projets paternalistes telles que les salines de Chaux d'Arc-et-Senan de Claude Nicolas Ledoux, combine interactivité entre les occupants et domination hiérarchique. Tout comme ce projet du XVIII<sup>ème</sup> siècle, l'arsenal formalise le désir d'une certaine autorité d'exercer un contrôle architectural complet sur l'environnement de travail et par extension, une autorité physique et psychologique sur les travailleurs. Isolés de la ville dans laquelle s'implantent ces communautés de travail, les concepteurs choisissent de fournir des équipements collectifs qui permettent les rencontres entre les personnes et les entreprises et favorise la coopération et l'échange.

Il faut noter par exemple l'emplacement stratégique du stade de foot au cœur de la base navale: le long des différents ports actifs au quotidien (le «zoo»<sup>29</sup> qui accueille les bateaux écoles, les chasseurs de mines qui ne pratiquent que des courtes missions, etc...); de l'autre côté, l'axe principal de circulation; mais surtout sous les fenêtres des officiers postés sur la colline.

Ce rapport au pouvoir est-il spécifique à l'arsenal militaire? Non. On pourrait d'autant plus rapprocher l'arsenal à une petite ville. On rejoint ici, la pensée de Lefèbvre qui, à partir de son observation des milieux urbains, associe appropriation de l'espace et domination, notamment politique, économique et sociale. On retrouve notamment l'idée d'instrumentalisation politique de l'espace. Ainsi, malgré un pouvoir militaire exigeant, le caractère *urbain* de l'arsenal, dans sa forme, sa pratique individuelle ou collective, ainsi que dans sa représentation, est certain. Les usagers réguliers de cet espace *habitent* et *pratiquent* ce lieu qu'ils savent pertinemment surveillé. Cette perspective unissant l'arsenal - vu comme un espace urbain - aux travailleurs - vus comme des groupes sociaux - questionne les notions de spontanéité et de démocratie qui semblent bien loin, voire opposé, au cadre militaire.

28. Marc Breviglieri, *Habiter l'espace de travail, Histoire et Société*, n°9, p. 18-29, 2004.

29. Le «zoo» renvoie aux bateaux de formation dont les noms se réfèrent à des animaux.

### c. Aucun Étranger sur base

Les auteurs cités ci-avant (Heidegger, Lefèbvre, Paquot) représentent l'espace urbain - société urbaine - notamment comme un espace politique - société politique - dans le but de dénoncer un dysfonctionnement dans la société. Ici, le potentiel révolutionnaire du lieu d'étude, s'il existe, n'est pas décrit comme tel.

Nous venons de le voir, l'appropriation de l'occupant à l'arsenal passe à travers la mixité programmatique et la pratique routinière. Cet espace de travail et de fragment de vie s'apparente à un espace social, et donc enclin à une étude sur les interactions entre différents individus.

Pour reprendre Georg Simmel, ce sont justement les liens qui construisent une société. La figure de l'étranger est le point clé de ses recherches, notamment sur la grande ville. Pour lui, elle permet de révéler la qualité et l'intensité des relations sociales. Il parlait d'ailleurs des lieux de travail en ville comme un maillon essentiel du processus de sociabilité de l'individu urbain. Les relations sociales se font par une «succession de milieux sociaux spécialisés». La famille et l'école représentaient pour lui les deux autres maillons. Bien que ses théories datent de plus d'un siècle, elles ne semblent pas, ou peu, se détacher de la vie quotidienne contemporaine.

Sans prétendre aborder l'espace social d'un point de vue économique inégalitaire et hiérarchique renvoyant aux théories de Marx<sup>30</sup>, l'appartenance socioprofessionnelle que le cadre militaire induit, recoupe d'autres critères plus généraux tels que l'âge, le sexe et le style de vie. Aborder l'espace social par cette transversalité suppose en effet une série de ruptures avec la théorie marxiste, comme le précise Bourdieu dans son introduction à «L'espace social et genèse des classes»:

*Rupture avec la tendance à privilégier les substances — ici les groupes réels dont on prétend définir le nombre, les limites, les membres, etc.— au détriment des relations et avec l'illusion intellectualiste qui porte à considérer la classe théorique, construite par le savant, comme une classe réelle, un groupe effectivement mobilisé;*

*Rupture avec l'économisme qui conduit à réduire le champ social, espace multidimensionnel, au seul champ économique, aux rapports de production économique, ainsi constitués en coordonnées de la position sociale;*

*Rupture enfin avec l'objectivisme, qui va de pair avec l'intellectualisme, et qui conduit à ignorer les luttes symboliques dont les différents champs sont le lieu et qui ont pour enjeu la représentation même du monde social et notamment la hiérarchie au sein de chacun des champs et entre les différents champs.<sup>31</sup>*

30. Pour Marx, il y a antagonisme important entre les forces productives qui engendrent un rapport de domination et de servitude entre les travailleurs et les propriétaires du capital (humain, naturel, institutionnel). Il s'ensuit une polarisation de la société en deux classes rivales : les bourgeois capitalistes et les prolétaires, possesseurs de leur seule force de travail. Les seconds sont soumis à l'exploitation des premiers, notamment par l'exploitation de la plus-value réalisée sur le travail salarié.

31. Pierre Bourdieu. Espace social et genèse des «classes». p.3 In: Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 52-53, juin 1984. Le travail politique. pp. 3-14;

Les militaires représenteraient une entité sociale se basant sur d'autres critères que la pratique partagée d'un espace. La hiérarchie des salaires selon les grades et postes occupés dans le civil - eux-mêmes hiérarchiques - participe bien-sûr à poser les contours de cette entité. Cependant, comme le souligne cet extrait de Bourdieu ainsi que la «moyennisation» - réduction des inégalités, mais aussi de l'uniformisation des modes de vie - observée dans les sociétés occidentales contemporaines, s'intéresser à l'arsenal comme fragment d'un espace social engage l'analyse de capitaux autres que salariaux et économiques.

Par exemple, la motivation des personnels de la Défense ainsi que leur acceptation aux sujétions très particulières de la condition militaire, relèvent de valeurs plus intimes et pérennes. Leur engagement fidèle s'appuie notamment sur les perspectives d'avenir et des valeurs partagées. Qu'il s'agisse du personnel civil ou militaire sous contrat de la Défense, chaque employé possède des avantages sociaux certains (logement, prêt à taux zéro, diverses prestations pour la garde des enfants, pour les vacances) et des conditions de travail valorisées (stabilité de l'emploi, horaires réguliers hors missions, rémunération différée après le départ en retraite). Un sentiment d'appartenir à une communauté s'en dégage inéluctablement. Cette notion de reconnaissance dans la société correspond ainsi à un processus d'identification où chaque membre du groupe pose un regard sur l'autre membre. L'intériorisation ou l'assimilation de normes, de modèles, de valeurs à partir de sa propre histoire, de son milieu familial et de sa trajectoire autant personnelle que professionnelle, est importante dans le système des interactions sociales. On voit bien que travailler à l'arsenal développe un entre-soi conscient ou inconscient. Le statut de militaire favoriserait une certaine endogamie<sup>32</sup> au même titre que le statut de médecin ou architecte.

Cependant ce «prestige» fondé sur la considération sociale se traduit par un style de vie, en particulier un mode de consommation et un mode d'habitat spécifiques. Par conséquent, il est instable car il repose justement sur des jugements de valeurs. Ceux-ci sont collectifs et non individuels. Une profession en devient socialement plus valorisée qu'une autre. Le médecin par exemple, aurait plus de richesses, plus de pouvoir, plus de reconnaissance sociale que l'instituteur. Cela ne préjuge en rien de l'utilité réelle de l'une ou l'autre des fonctions. Cela signifie simplement que notre société accorde plus de valeur sociale à la fonction de médecin qu'à celle d'instituteur, de même qu'elle en accorde plus à celle d'instituteur qu'à celle d'éboueur.

Avec la tertiarisation des métiers de l'arsenal et la transition croissante de l'armée vers le privé, l'institution militaire - et les professionnels qu'elle emploie - se retrouve marginalisée de la société par rapport à l'ancien système de défense. L'institution serait phagocytée par un processus d'économie globalisée. Une partie de «la société civile considérerait les militaires comme un corps de fonctionnaires parmi d'autres, spécialisé pour l'action extérieure, tels des pompiers internationaux en charge du maintien de la paix»<sup>33</sup>. Beaucoup de militaires de carrière et

32. Phénomène observable - et non étudié. Il découle de la théorie de groupe de statut de Max Weber, 1864-1920.

33. Lanxade Amiral Jacques, *De la conscription à l'armée professionnelle*, Études 3/2005 (Tome 402), p.321-331 disponible en ligne : [www.cairn.info/revue-etudes-2005-3-page-321.htm](http://www.cairn.info/revue-etudes-2005-3-page-321.htm), consulté le 12 novembre 2016.

autres fervents du système historique de défense de la France, remettent la faute sur la décision de Jacques Chirac de professionnaliser les armées en 1996, choix interprété comme une rupture du lien «nation-armée»<sup>34</sup>. Viennent s'ajouter à cette représentation nationale, la perte d'activité et la sous-traitance accrues à l'arsenal de Brest provoquant une baisse de notoriété locale.

Ce raisonnement ne remet pas en question la vision hiérarchique de la société puisqu'on parle bien ici de position relative dans un espace social et donc d'interaction. Il pointe uniquement la baisse de «valeur» du statut militaire dans notre société où la profession et l'instruction prennent une place prépondérante.

L'entrée à l'arsenal est interdite à toute «personne extérieure», même la famille - sauf évènement exceptionnel: cérémonies, fêtes maritimes... En effet cet espace reste accessible uniquement aux employés de la Défense ou des filiales qui y sont installées. Pour cette raison, peu de militaires vivent sur base.

Mais la porte symbolique ne serait-elle pas le recrutement à l'école marine? Celui-ci est «accessible à tous»:

*Des carrières motivantes et gratifiantes sont accessibles à tous dans plus de 50 métiers. Intégrer la Marine, c'est choisir d'évoluer dans une institution où les valeurs de vie en équipage (solidarité, esprit d'équipe, communauté soudée), dépassement de soi (défi physique, technique, humain), sens des responsabilités (volonté et motivation, engagement personnel), découverte de nouveaux horizons se vivent au quotidien<sup>35</sup>.*

La Marine promet ainsi une vie stimulante et qui pourrait correspondre aux aspirations d'un grand nombre de Français. Mais en effet, ce «tous» engage tout de même une discrimination nécessaire: de nationalité, être né sur le territoire français; d'âge, plus de 17ans; de physique et mental, test d'aptitudes et visite médicale lors du recrutement; de passé juridique, pas de casier judiciaire impliquant une condamnation ou autre sanction juridique.

L'arsenal balance entre lieu de rencontre avec ses potentiels d'échanges, et lieu anti-démocratique en raison de la «discrimination» lors du recrutement et quotidiennement aux portes de l'arsenal, à laquelle s'ajoute le règlement stricte des comportements et usages à l'intérieur des murs (de la tenue au langage en passant par les actes). La complexité de définir cette enclave militaire part du sentiment d'un lieu visiblement urbain. Celui-ci se confronte aux fluctuations terminologiques de l'espace public, tantôt spatial, tantôt idéologique (programmes urbains, bâtiments identiques, sociabilité et mode de vie similaires à l'extra-muros). Ce qui est commun à ces deux acceptations - spatiale et idéologique - c'est la communication, le fait que cela circule, ici des idées, là des gens.

34. En 1996, le président Jacques Chirac décide de supprimer le service militaire. La conscription se réduit à la journée APD, impliquant les jeunes français (garçons et filles) âgées de 16 ans.

35. Discours écrit sur les pages du site internet de la marine, dans l'onglet «connaître les valeurs». <http://www.etremarin.fr/valeurs>, consulté le 20 décembre 2016.



Cela peut sembler paradoxal de définir un espace de travail, qui plus est militaire, comme une ville ou un quartier de ville. Il est vrai, rigueur et discipline y sont les maîtres mots. Pourtant celui-ci comporte bien une certaine urbanité et liberté, avec ses rues et ses places, ses «habitants» circulant et communiquant entre eux. Le contrôle et la domination qu'exerce l'institution militaire n'excluent en rien la comparaison de l'arsenal avec une ville ou un quartier. La zone verte de Bagdad, véritable cœur historique de la ville ronde est d'ailleurs un exemple d'enclave sécurisée perçue comme un véritable quartier dans la capitale irakienne et non comme une entité à part. Les remparts historiques qui entourent la zone, ont incité les différents pouvoirs dirigeants à s'y installer (successivement, califat, empereurs, rois, présidents, forces internationales). Ce quartier dit «administratif et diplomatique» fut, au cours de l'histoire, successivement ouvert aux habitants et exclusivement réservé aux personnalités de pouvoir.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

BREST MÉTROPOLE OCÉANE:  
TENDANCES ANCIENNES, CONTEXTE NOUVEAU





Photo: Auteure - 6 septembre 2016.



«Urbanisation maximum»: L'enjeu au lendemain de la reconstruction est de développer un réseau terrestre et maritime afin de reconnecter la ville de Brest avec sa zone d'influence.

Source: Schéma directeur des structures, Brest, 1965, AUCUBE. Patrick Dieudonné, *Le grand Brest*, pp. 190-199 dans, *Brest alias Brest: trois siècles d'urbanisme*, éditions Mardaga, Liège, 1992, 239 p.

## LA QUÊTE D'UNE INDÉPENDANCE

### a. Les ambitions métropolitaines

Au lendemain de la Reconstruction qui avait occupé et embauché la majorité des Brestois, le chômage prédisait déjà l'obsolescence prématurée de la ville blanche. Même si, en 1954, la ville avait retrouvé le nombre de ses habitants d'avant-guerre et que les baraquements se faisaient de plus en plus rares, il fallait retrouver un autre essor économique que l'activité du bâtiment. La méfiance vis-à-vis de l'Arsenal, en raison des fluctuations des commandes et missions, menaçait d'autant plus l'exode urbaine.

Alors que la tendance nationale était plus au flux inverse, les villes représentaient le lieu d'attractivité territoriale par excellence, Brest, quant à elle, part à la conquête de son arrière-pays dans l'idée de développer une économie compétitive à différentes échelles. L'attractivité résidentielle et économique cible l'attraction et la mobilité des personnes physiques et morales dans un contexte de concurrence, notamment avec Rennes et Paris. Pour ce faire, il fallait restaurer l'appareil de production des entreprises du bâtiment travaillant encore dans des conditions artisanales. Patrick Dieudonné précise d'ailleurs que «les maçons et les menuisiers étaient plus nombreux que les coffreurs et les monteurs».<sup>36</sup> Atteindre la masse critique devrait permettre d'arracher Brest au statut de ville moyenne dans le but d'attirer les investisseurs et la population, et de négocier sa part d'équipement de rang régional. Cette masse critique fut annoncée à 400 000 habitants pour les années 80. Autrement dit Brest - commune - entendait accueillir environ 250 000 habitants en moins de vingt ans. Cette prévision optimiste fut finalement sujette uniquement à un volontarisme manqué au regard des données actuelles qui comptabilisent encore moins d'habitants qu'en 1968 - 139 386 habitants, chiffre Insee de 2013, contre 154 023 en 1968<sup>37</sup>.

Ce chiffre «critique» ainsi que les moyens mis en œuvre pour l'atteindre furent cependant visionnaires. En effet, 400 000 habitants correspond aujourd'hui (depuis la loi sur les réformes territoriales de 2010) au nombre d'habitants nécessaire pour qu'une communauté de communes puisse prétendre au statut de métropole - statut obtenu en 2014 pour Brest grâce à sa zone d'emplois. Les prémises d'une entente communale se fit pourtant bien avant. Sous l'impulsion du maire de Brest, sept communes se regroupèrent pour former la communauté urbaine de Brest en 1972, initiative encore rare à ce moment<sup>38</sup>. Ce geste découlait des différentes planifications et constructions à grande échelle que Brest initia dans les années soixante et qui rapprocha la ville de sa première couronne. Sans grande inventivité, la ville

36. Patrick Dieudonné, *Le grand Brest*, pp. 190-199 dans, *Brest alias Brest: trois siècles d'urbanisme*, éditions Mardaga, Liège, 1992, 239 p.

37. «Populations légales communales depuis 1968». Pour Brest: 1968: 154 023 hab. / 1975: 166 826 hab. / 1982: 156 060 hab. / 1990: 147 956 hab. / 1999: 149 634 hab. / 2006: 144 548 hab. / 2013: 139 386 hab. (Insee)

38. *Les premières communautés urbaines ont été créées par la loi 66-1069 du 31 décembre 1966, pour plusieurs villes (Bordeaux, Lille, Lyon et Strasbourg). À l'époque, l'objectif était de remédier au décalage entre les structures administratives existantes et la réalité géographique de ces agglomérations. Ces premières communautés ont été imposées. Dunkerque a ensuite innové : en effet, la communauté urbaine de Dunkerque est créée en 1968, sur le modèle lillois, à l'initiative des élus. Ont suivi d'autres créations avec, en 1970, la communauté urbaine Creusot-Montceau et la communauté urbaine de Cherbourg, puis celle du Mans en 1972 et celle de Brest en 1972.*



Le quartier de la Cavale-Blanche: vaste quartier pavillonnaire. Les maisons, souvent mitoyennes, y sont presque toutes construites sur le même modèle: portail blanc, toit d'ardoises, jardinet attenant. Le plan d'urbanisme «en escargot» est représentatif des doctrines des années 70 regroupant en petits hameaux les maisons hors d'atteinte de l'automobiliste ordinaire. «Vivent pour l'essentiel des classes moyennes, beaucoup de fonctionnaires, de militaires, d'employés de banque».

Source: article en ligne sur le monde.fr «La Cavale blanche, un monde de pavillons»: [http://www.lemonde.fr/elections-regionales/portfolio/2010/03/21/a-la-cavale-blanche-la-vie-de-pavillon\\_1322183\\_1293905.html#bLXbXUcxKM-p1XGsk.99](http://www.lemonde.fr/elections-regionales/portfolio/2010/03/21/a-la-cavale-blanche-la-vie-de-pavillon_1322183_1293905.html#bLXbXUcxKM-p1XGsk.99)

se développa radio-concentriquement: ce ne fut pas dans le centre, pourtant peu dense, mais en périphérie qu'on construisit les nouveaux logements.

La réalisation d'une Zone à Urbaniser en Priorité fut sûrement la première marche à cette ascension urbaine. Au terme de l'image, cette extension affirmait les volontés d'appartenir à un certain réseau de grandes villes. Cette ZUP fut créée en 1962 sous le nom de Brest II. Son emplacement fut choisi au delà des baraques encore présentes et dévouées à laisser la place à la future université, sur les terrains vallonnés et encore naturels. Ces derniers donnaient sur une portion de la Penfeld rendue à la vie civile pour l'occasion. En effet, les rives, à ce niveau, ne servaient alors plus que pour le stockage des arbres destinés à la construction de bateaux de la marine. Le chantier va s'étendre sur une période de 20 ans (1958-1977) sur une surface de 180 hectares. Des équipements publics et administratifs de rang communal, ainsi que l'Université vinrent compléter un schéma d'aménagement et réaliser la suture entre Brest et cette première couronne. Viennent s'ajouter ensuite d'autres opérations en périphérie, procédures «Habitat et Vie Sociale» (1977) mais également «Développement Social des Quartiers» (1982) qui font état de rénovations et de remise en question déjà nécessaires pour cette ville neuve, notamment à Pontanezen.

George Lombard, maire de Brest depuis 1959, déclara en 1971: «Notre volonté est d'empêcher Brest d'avoir plus de 200 à 250 000 habitants et de permettre aux 200 000 autres de ne pas se retrouver au-dehors mais à proximité de Brest»<sup>39</sup>. Respectant les plans de Mathon qui voulait «décongestionner» au maximum le centre ville, et permis par le réseau de rocade dessinées par Milineau, les contours de Brest continuaient de s'élargir sous les décisions des édiles. La rurbanisation<sup>40</sup> et l'étalement urbain par le biais des zones pavillonnaires ne fit pas non plus défaut. Le quartier de la Cavale Blanche, prévu pour accueillir 6 000 logements, vit par exemple le jour entre 1966 et 1972. Des maisons aux façades de crépi blanc, au toit en ardoises noires, entourées d'un petit jardin, et souvent mitoyennes, se développèrent selon le plan «en escargot», en vogue à l'époque. Ces impasses permettaient en effet de créer un microcosme éloigné des automobilistes extérieurs.

À noter que le thème de la circulation automobile fait encore recette aujourd'hui, malgré le dimensionnement généreux du réseau initial qui a notamment permis la piétonnisation de plusieurs rues et l'installation du tramway. Le double niveau de Brest, les rives et les plateaux, militaires et civils, continue d'engendrer également des franchissements, comme le montre l'engouement autour du futur téléphérique urbain.

39. Discours issu du document «Brest an 2000», repris par, Patrick Dieudonné, *Le grand Brest*, pp. 190-199 dans, *Brest alias Brest: trois siècles d'urbanisme*, éditions Mardaga, Liège, 1992, 239 p.

40. La rurbanisation désigne le changement que subissent les communes rurales situées autour des villes. Elle est caractérisée par le changement d'affectation de superficies importantes. [[www.larousse.fr/encyclopedie/divers/rurbanisation/89423](http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/rurbanisation/89423)]



Ignorant l'incroyable vallon qu'il enjambe, le pont Robert Schuman réalise la suture entre le centre ville et l'ancien projet Brest II, quartier de Bellevue et l'Université.



## b. Tourner le dos à l'arsenal

Après avoir soutenu les ambitions métropolitaines, concernant essentiellement la question de l'habitat avec la reconversion de l'arrière pays, Brest continua de soutenir l'idée qu'elle une ville et non pas une simple annexe d'un grand port militaire. La grand activisme urbain passé, le développement brestois s'orienta autour de trois nouvelles conquêtes: l'enseignement supérieur, la mer et les espaces publics.

Très vite conscients de devoir apporter des fonctions métropolitaines en plus de l'offre économique et résidentielle à cette ville excentrée et méprisée, les élus furent convaincus qu'une université pourrait combler un manque encore indicible en 1960. Malgré les réticences de l'État qui voyait naître une seconde université bretonne, et des contrariétés de Rennes, sa rivale, un Collège Scientifique Universitaire ouvrit ses portes en 1959. Dix ans plus tard, l'Université de Bretagne Occidentale voyait le jour. À ses débuts, on lui préféra d'ailleurs le nom de Université de Basse-Bretagne, *Skol Vor Breizh Izel* en breton. Cette dénomination bretonne montre l'incompréhension ou du moins l'importance de la portée de l'université à travers le pays. On y voit également une opposition franche de la «Bretagne bretonnante»<sup>41</sup> contre Rennes et son université de Haute-Bretagne.

Elle accueille aujourd'hui près de 14 000 étudiants<sup>42</sup>. L'UBO représente actuellement le premier établissement finistérien d'enseignement supérieur (60 % des effectifs totaux). Le recrutement dépasse rarement les frontières du département et encore moins celles de la région ou du pays - 1 480 étudiants étrangers étaient accueillis à Brest en 2011/2012. L'enseignement supérieur contribue tout de même à répondre aux besoins en main-d'œuvre qualifiée des entreprises locales. Selon une étude menée par l'agence d'urbanisme de Brest en 2003, près de 40% des diplômés de l'Université travaillent dans le département quelques mois après la sortie des études<sup>43</sup>. Cette même étude démontre également que l'UBO est à l'origine de 4 460 emplois localisés dans le Finistère, sans compter les étudiants qui ont une activité salariée pendant leur formation.

Cependant, loin de représenter une ville d'accueil, Brest est, pour une majorité des étudiants, un grand internat: le week-end venu, ils retournent presque tous dans leur commune d'origine. Daniel Le Couédic, écrit d'ailleurs que «les étudiants lui [leur commune d'origine] réservent la part de vie qui aurait permis à Brest d'aspérer au rang de ville universitaire, bien différent de celui de «ville qui possède une université»»<sup>44</sup>. De plus, même si certains bâtiments universitaires se situent à peine à 800 mètres de la mairie, le campus ne représente pas pour autant un morceau de ville. La partie de l'autre côté du vallon, connectée uniquement par

41. *La Basse et la Haute-Bretagne n'ont pas d'existence officielle, il n'y a donc pas de limite administrative. Étant fondée sur la Frontière linguistique bretonne, elle a suivi l'évolution des aires géographiques du gallo et du breton jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.*

42. 13 753 étudiants inscrits à l'UBO se trouvent à Brest. D'autres inscrits étudient à Rennes, Morlaix, Quimper, Saint-Brieuc ou Vannes. <https://www.univ-brest.fr/menu/universite/Présentation+UBO/>

43. <http://www.adeupa-brest.fr/nos-publications/poids-economique-universite-dans-le-finistere>

44. Daniel Le Couédic, *brest et la pierre philosophale*, pp. 200-211, dans, *Brest alias Brest: trois siècles d'urbanisme*, éditions Mardaga, Liège, 1992, 239 p.



L'auberge de jeunesse idéalement construite en face à la plage du Moulin Blanc et à proximité du port de plaisance. Cependant, aucune connection en transport en commun ne dessert les lieux. Révélateur d'un dysfonctionnement?

Source: [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Auberge\\_de\\_jeunesse\\_de\\_Brest\\_\(B1,\\_B2\).jpg#/media/File:Auberge\\_de\\_jeunesse\\_de\\_Brest\\_\(B1,\\_B2\).jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Auberge_de_jeunesse_de_Brest_(B1,_B2).jpg#/media/File:Auberge_de_jeunesse_de_Brest_(B1,_B2).jpg)

le pont Robert Schuman, semble constituer une enclave séparant d'autant plus le quartier de Bellevue au centre, contrairement au projet initial qui était de louer les valeurs d'une ville moderne.

Entre imaginaire possible et réalité, Brest ne se défait jamais complètement de ce dédoublement. Les projets du port transatlantique ou d'un éden pétrolier ne furent par exemple jamais oubliés. Proposé sous Napoléon, on peut déceler leur fantôme dans le projet, entre autre, de l'aménagement d'un nouveau polder et du projet d'un champs d'éoliennes dans la rade. Le premier chantier, déjà entamé, sera accompagné d'un dragage du chenal et des souilles des quais des terminaux dans le but de conforter la position de Brest dans le système portuaire national et européen. Il est vrai que le port de commerce - accompagné de son site de réparation- se situe au carrefour des espaces maritimes Manche et Atlantique, d'accès libre à la mer. Il s'inscrit donc au cœur des réseaux européens de transport et constitue un atout majeur de l'économie bretonne. Actuellement, les navires de grande capacité ne peuvent atteindre les terminaux sous condition de pleine mer, c'est-à-dire que leur accostage dépend des conditions de la mer.

Si les caractéristiques de la rade ne sont pas toutes en accord avec le développement industrialo-portuaire, cet espace représente tout de même l'une des forces spécifiques pour la ville qui souhaite développer une compétitivité et attractivité territoriale toujours plus grande.

Outre le commerce et l'industrie, la plaisance et le tourisme, la rade permet le déploiement d'un troisième volet: celui de la recherche scientifique. En lien avec certains laboratoires de l'UBO, plusieurs entreprises décident de s'installer à Brest dans le but d'observer, d'inventer et de tester, notamment dans le domaine des énergies renouvelables marines. L'Institut Universitaire Européen de la Mer est peut-être l'exemple le plus emblématique. Il est l'un des plus importants centres français de recherche marine avec plus de 400 employés. Plus généralement, la mer et l'environnement ressortent comme la spécificité de la recherche brestoïse avec plus de 40% des laboratoires qui s'y rattachent<sup>45</sup>. La forte concentration de chercheurs et d'ingénieurs travaillant dans le domaine océanique place d'ailleurs Brest comme la capitale européenne des sciences et techniques de la mer.

«Brest, ville de ports», la rade est bien l'un des supports privilégiés sur lesquels fonder l'ambition collective du Pays de Brest. Cet espace géographique à forte identité constitue en puissance un « bien commun » et visiblement, un atout majeur de « marketing territorial ». Pourtant, sa représentation collective souffre d'une certaine ambiguïté et son image mentale peine encore à fixer ses contours, sinon ses fondements mêmes. En effet, dans la pratique, cet espace est aujourd'hui plutôt vécu par «les terriens» comme un obstacle: une étendue complexe que l'on contourne plus qu'on ne la traverse. L'accessibilité actuelle de ses limites en font un territoire difficilement appréciable. La topographie n'aidant pas, le plan de la ville se détourne du littoral civil. Le vœu de Mathon de réaliser «la cité embléma-

45. Selon une recherche effectuée par l'Université Bretagne-Loire en novembre 2016, reprise dans la revue, «Dynamiques métropolitaines de l'espace Loire-Bretagne», La recherche : état des lieux et perspectives pour le Pôle métropolitain Loire Bretagne, n°10, novembre 2016. Disponible en ligne: [http://www.adeupa-brest.fr/system/files/publications/emlb\\_10\\_recherche.pdf](http://www.adeupa-brest.fr/system/files/publications/emlb_10_recherche.pdf)



Aujourd'hui vantée pour apporter un peu d'animation à la grande rue venteuse de Brest, l'œuvre de Marta Pan ressort d'une volonté de la ville à concilier reconstruction architecturale et mentale.

tique de la mer et de l'état», avait amené à créer les axes majeurs de la ville vers les rives militaires de la Penfeld. Cependant, les transports en commun montrent également les difficultés de la ville à aménager le port et donc à le connecter avec le centre. À l'image du campus universitaire, la zone portuaire de Brest accentue le sentiment de fragmentation urbaine et éloigne, physiquement comme au figuratif, la ville de son accès à la mer.

Longtemps le développement de la ville s'est fait par une planification qui se voulait globalisante. Cette vision avait finalement abouti à l'avènement d'un courant conservateur dans une population attachée à un passé glorieux dont elle n'a pas été témoin; courant passéiste chez les professionnels de l'urbanisme et dirigeants attentistes des décisions de l'État, tant sur le plan de l'aménagement que des commandes à l'arsenal.

La quête de spécificités locales et des particularités des villes reconstruites fit remonter un «déficit symbolique»<sup>46</sup>. L'opération la plus remarquable mise en place par la ville pour combler ce manque devait mettre en avant l'appropriation affective des Brestois avec leur ville. Furent ainsi mis à contribution des artistes, considérés comme médiums qualifiés. La référence était celle de Barcelone qui fut pionnière dans un mouvement aujourd'hui largement développé et que l'on nomme maladroitement art de rue. L'originalité d'une telle intervention dans l'espace public réside dans la volonté de développer un Art de la Rue et non uniquement, un Art dans la Rue. La cohésion se ferait dorénavant par petites touches, dans le but de valoriser et révéler des fragments oubliés de la ville. L'expérience brestoise débuta en 1985 par la création d'un parc sur la butte du Polygone anciennement site d'entraînement de tirs pour les militaires, reconvertie en zone de baraquements pour les Brestois après la guerre. D'autres lieux emblématiques de l'histoire furent par la suite investis par des œuvres artistiques. Les fontaines de Marta Pan interpellèrent d'autant plus par leur situation remarquable au centre de la rue de Siam marquant l'intersection des axes majeurs et mineurs du Brest historique (axes *cardo maximus* et *decumanus*). L'œuvre, nommée «les lacs» a été conçue comme un parcours d'eau composé d'une succession de bassins d'où émergent des sculptures cylindriques et coniques représentant des volcans et des montagnes. L'artiste fonda «sa démarche sur trois idées fortes : l'ambiguïté du rapport entre naturel et construit ; la composition harmonique de l'espace ; la dimension initiatique du parcours».<sup>47</sup>

Les arts de la rue se justifiaient - et se justifient toujours - par leur potentiel à récréer du lien social et de la vie politique et sociale; ceci dans une logique anti-individualiste et dans un renouveau festif. Cette logique fut fatalement louable et vertueuse dans le sens où comme l'avait mis en garde Hegel, «la forme artistique ne [fut] pas un simple ornement destiné à agrémenter un enseignement abstrait, mais que le contenu ne fit qu'un avec la forme figurée, et que cette unité constituât

46. «Au cours des années 1970, le désenchantement, puis le désamour entre les Brestois et leur ville ne cessa de croître, ce qui conduisit à diverses entreprises de recherche et de communication conclues en 1983 par un colloque international où fut théorisé «le déficit symbolique» dont auraient souffert les villes reconstruites.» Daniel Le Couédic.

47. <https://www.brest.fr/les-oeuvres-dart-du-tramway/les-lacs-770.html>



La place de la Liberté (titre paradoxal pour un dessin particulièrement sévère): avant la guerre - porte de la ville donnant sur la rue de Siam menant au pont tournant à gauche, Grand-rue à droite menant à l'arsenal; après la reconstruction, le terrain est surélevé jusqu'au niveau du haut de l'ancienne enceinte et aplani; et dans son état actuel, l'ancien niveau de sol réapparaît.

Source: (de bas en haut) 1. <http://www.skyscrapercity.com/showthread.php?t=740774&page=65>

2. <https://www.brest.fr/actualites/actualites-168/la-place-de-la-liberte-poursuit-son-amelioration-10292.html?cHash=ca6224cf7f1c3a990e017e20b47fdd24>

3. [https://fr.wikipedia.org/wiki/Place\\_de\\_la\\_Liberté\\_\(Brest\)#/media/File:Place\\_des\\_Portes\\_Brest\\_France.jpg](https://fr.wikipedia.org/wiki/Place_de_la_Liberté_(Brest)#/media/File:Place_des_Portes_Brest_France.jpg)

son côté essentiel»<sup>48</sup>. Cependant, le prix engagé dans la démarche fut plus souvent mis en avant qu'un quelconque prolongement de l'histoire et du bénéfice moral qu'elle pouvait engendrer.

Daniel Le Couédic conclura, dans un colloque au Havre sur les villes reconstruites en 2014, que cette expérimentation urbaine s'est intégrée dans le processus de réappropriation qui se prolongea sur «trois décennies d'opérations urbaines qui ont conduit à la situation apaisée d'aujourd'hui»<sup>49</sup>. Pour lui, le moment décisif, apparut lorsque la ville accepta de ne plus refouler sa destruction et de «convier au festin des vivants» la ville morte en laissant apparaître ses reliefs. Il vise ici la métamorphose de la place de la liberté engagée dans les années 90.

Pour lui, la création de l'université en 1968, du Quartz en 1988, les premières fêtes maritimes en 1992, le réaménagement de la place de Liberté dans les années 90, l'installation de la faculté Victor Segalen en plein centre-ville et la découverte des vestiges des remparts lors de l'aménagement du square Mathon symbolisant un « retour du refoulé », constituent des éléments déclencheurs de la mutation urbaine et identitaire brestoïse.

### c. Le rôle de l'ADEUPa

La création de la Communauté Urbaine de Brest s'est rapidement accompagnée de celle d'une agence d'urbanisme. En partenariat avec les services de l'État, et sous l'initiative des sept communes, l'Agence d'urbanisme de la Communauté Urbaine de Brest et de son Environnement vit le jour en 1974. Sa première mission consistait à donner de la cohérence aux nouvelles zones résidentielles qui fleurissaient aux portes de Brest. Nous avons pris l'exemple de la Cavale Blanche précédemment mais on peut également citer Plouzané qui formait dans les années 70 une véritable agglomération faite de maisons individuelles.

Très anticipatrice sur les lois d'urbanisme, l'agence s'est donc vite attelée à l'élaboration d'un Plan d'Occupation des Sols. La responsabilité de ce dernier ne sera transférée qu'en 1983 aux services et aux élus des communes<sup>50</sup> avec la loi de décentralisation. Pourtant dès 1977, est approuvé le premier POS de Brest. Il ne prendra une forme achevée que 8 ans plus tard.

Son rôle dans le regroupement intercommunal encore plus large est primordial. Au travers notamment de ses analyses sur la mobilité et les transports, l'agence élargit le périmètre de ses observations à la véritable aire de vie des brestoïses, c'est-à-dire le Pays de Brest. Ce dernier est composé de 7 communautés urbaines, c'est-à-dire qu'il regroupe 89 communes. L'agence d'urbanisme change de nom et devient

48. Cité dans, Daniel Le Couédic, *Brest et la pierre philosophale*, pp. 200-211, dans, *Brest alias Brest: trois siècles d'urbanisme*, éditions Mardaga, Liège, 1992, 239 p.

49. Journée de conférence donnée le 12 septembre 2014 au Havre, sous le thème: «Psychanalyse urbaine : traumatisme, reconstruction, réappropriation».

50. À partir de 1983, le POS fut élaboré à l'initiative des communes ou des intercommunalités mais la loi n'obligeait pas ces dernières à se doter d'un tel document: la collectivité pouvait choisir de se doter d'une carte communale ou décider de rester soumise au seul règlement national d'urbanisme. à noter qu'il fut initié en 1967. Depuis 2014, le Plan Local d'Urbanisme (PLU) remplace les POS qui ne portent plus aucune valeur légale.

l'ADEUPa<sup>51</sup>, agence d'urbanisme du pays de Brest, en 1996; trois ans avant que le Pays de Brest soit reconnu en tant que tel administrativement et devienne un pôle métropolitain. L'agence intervient donc bien en amont des services de la collectivité, dans la phase d'identification des enjeux et de conception urbaine. Progressivement, le partenariat continue de s'élargir, notamment avec l'adhésion, en 2002, du Pays de Brest, de Morlaix Communauté, de Lannion-Trégor communauté, du Conseil départemental et du Conseil régional.

Si l'appui et l'accompagnement des collectivités représentent les compétences importantes de l'agence, elles ne s'arrêtent pas à l'analyse, aux enquêtes et aux dessins prospectifs. En effet, la diffusion et la communication des projets urbains viennent également animer les débats locaux autour de questions variées. La diversité disciplinaire de l'équipe permet de croiser une multitude de regards sur la ville. Aujourd'hui, elle compte une vingtaine de professionnels, des urbanistes, des architectes, des sociologues ou encore des économistes ou des géographes.

L'ADEUPa détient le rôle de médiateur entre les différentes administrations, entre ces dernières et la population, mais également avec d'autres acteurs, telle que la Défense. Elle a par exemple pu développer le «schéma directeur de la Penfeld»<sup>52</sup>. Ce dernier, publié en décembre 2016, permet de repenser les liens entre le fleuve et la ville; lien prospectif en raison de la libération progressive des rives par la marine. Rappelant le contexte de l'étude et donc l'importance de la marine dans la culture locale, l'agence fut également révélatrice de l'impact économique de l'arsenal à Brest. Aucun rapport, aucune enquête n'avaient été encore faits jusqu'en 2013. Le rôle majeur de la Défense dans l'ouest breton fut abordé, à la fois par le nombre de salariés qui en dépendent directement et par le nombre de retraités. Pour autant, l'impact de l'ensemble des dépenses du ministère de la Défense dans l'économie finistérienne et morbihannaise fut analysé seulement en 2016. Cette tendance peut sembler étonnamment tardive au regard de l'importance de l'arsenal dans l'histoire et le présent de la ville. Elle marque un retournement décisif pour l'image de la ville qui tend finalement à accepter la cohabitation, autant physique que symbolique, avec l'État.

51. *L'origine de l'acronyme reste mystérieuse...*

52. *ADEUPa, Schéma de référence Nord-Penfeld, Brest, décembre 2016, p. 91.*



## LA VILLE ET L'ARSENAL: DEUX ENTITÉS ANTAGONISTES ?

### a. La Défense au cœur des fonctions métropolitaines

Jusqu'alors, les qualités et spécificités de Brest n'affirmaient jamais réellement le rôle précurseur joué par l'arsenal. En effet, la métropole s'est progressivement diversifiée pour disposer d'une gamme étendue de services (enseignement supérieur et recherche, centre hospitalier régional de santé...). Pourtant, les fonctions métropolitaines (selon l'Insee: conception-recherche; prestations intellectuelles; commerce inter-entreprises; gestion; culture et loisirs), ont pu émerger grâce à la présence historique de la Marine nationale.

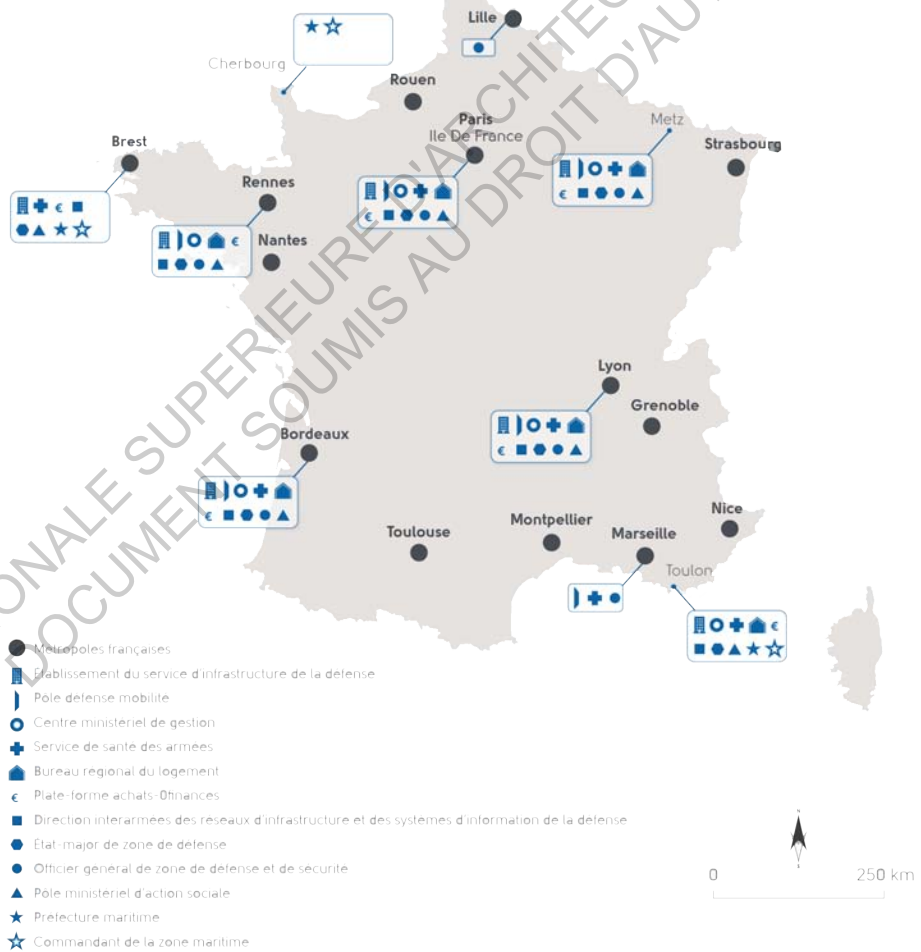
Il est vrai que les décisions récentes de l'État furent défavorables pour l'ouest breton, comme la fermeture du centre ministériel de gestion ou la transformation du pôle défense mobilité et du bureau du logement en simple antennes rattachées à Rennes. Décision moindre en comparaison au bouleversement provoqué par la professionnalisation des militaires, mais surtout par le nouvel organigramme des arsenaux des années 90 où Brest ne figurait plus dans la branche «Constructions neuves». Dès lors, les plans de licenciements se sont multipliés.

Brest garde pourtant une place majeure dans l'organisation territoriale de la défense. Comme le précise l'ADEUPa dans une récente publication, Brest n'aurait pu obtenir le statut de métropole sans la forte présence du ministère de la Défense<sup>53</sup>. Ce dernier concentre de nombreuses fonctions métropolitaines tel que le commandement, sûreté-sécurité, ou bien la recherche...

Le Finistère, et plus particulièrement le pays de Brest, s'est vu malgré tout conserver sa place stratégique dans le cadre du dispositif de défense nationale. Le tissu économique continue d'évoluer grâce à cette empreinte historique. L'institution militaire a permis à la péninsule finistérienne de construire un véritable savoir-faire dans des domaines d'excellence et de haute technicité. Les expertises développées sont inhérentes à la présence d'une importante flotte, notamment composée de bâtiments à propulsion nucléaire.

Bretagne Développement Innovation, une agence de développement économique créée par le Conseil Régional dans le but d'accompagner et de mettre en réseau les domaines de l'ingénierie et d'innovation, comptabilisait 400 entreprises pour la filière défense et sécurité. Elles emploient 27 000 salariés et travaillent tout ou partie dans ce domaine. Deux grands groupes forment le noyau central de toutes ces PME bretonnes: DCNS et Thalès. Le premier accompagne les arsenaux français depuis le XIXe siècle, et représente depuis 2003 l'une des plus grandes sociétés anonymes de droit privé en France. Son siège breton se trouve dans l'arsenal. De nouvelles activités industrielles et d'ingénierie mais également de recherche et de formation devraient voir le jour. Par exemple, Télécom Bretagne propose un cursus Cybersécurité, avec comme partenaire DGA-MI, Orange Business services... Dans le Morbihan, l'école d'ingénieurs de l'université de Bretagne sud a créé une formation spécifique également. Des enseignements sont aussi proposés depuis peu par

53. ADEUPa, *Impact économique de la Défense sur le territoire de la base de défense de Brest-Lorient, Brest*, février 2016, p. 31.



Les nouvelles métropoles françaises et les sites militaires se situent aux mêmes endroits.

Source: ADEUPa, *Échelons intermédiaires du ministère de la Défense en France métropolitaine in Impact économique de la Défense sur le territoire de la base de défense de Brest-Lorient - Février 2016*

le Conservatoire national des arts et métiers de Ploufragan.

En parallèle, le Livre Blanc sur la Défense et la Sécurité Nationale approuvé par le Président de la République en 2013, élève la cyberdéfense au rang de priorité nationale. La possibilité récente d'attaque sur le territoire français a renforcé la thématique. Déjà reconnu comme pôle d'excellence dans ces domaines, le Pays de Brest bénéficie d'investissements importants de la part de l'État. La loi de Programmation Militaire parlait d'un milliard d'euros sur la période 2014-2019 sans parler des 34 milliards d'euros remporté par DCNS avec la commande de douze sous-marins pour la flotte australienne. Bien que Cherbourg soit le lieu de construction des bâtiments, Brest ne devrait pas rester totalement à l'écart. Certains parlent d'ailleurs d'un nouveau campus naval et de la possibilité de faire évoluer la formation des apprentis de l'arsenal, et même d'un institut de l'université des Nations Unies<sup>54</sup>.

Mais l'impulsion qu'a pu insuffler la Défense ne fait pas de Brest un cas privilégié. Qu'il s'agisse du domaine civil ou militaire, les organisations territoriales présentent de nombreuses similitudes. La récente liste des métropoles françaises, tout comme les échelons intermédiaires de l'organisation militaire, illustrent une tendance à privilégier une organisation resserrée autour d'une dizaine de sites. Bordeaux, Brest, Lille, Lyon, Marseille, Paris et Rennes figurent dans ces deux classements. Pour le champ militaire, seuls Metz et Toulon n'ont pas le rang de métropole.

## **b. La Défense: premier employeur et donneur d'ordre<sup>55</sup> du territoire**

Contrairement aux aprioris, l'arsenal de Brest n'est donc pas «mort». Même si le pont de recouvrance se lève rarement, que peu de mouvements sont visibles depuis les grilles, les activités ont évolué et/ou été délocalisées au-delà de l'ancienne base sous-marine vers le site de Laninon, ou en face, sur l'Île Longue. Comme précisé précédemment, la priorité est par exemple donnée à la cyberdéfense et autres hautes technologies, qui se font dans les murs, au secret. La construction et la réparation n'est plus la spécificité du port militaire. Par conséquent, les lancements, véritables événements publics, n'animent plus le lien entre les civils et militaires. Cette rupture donne lieu à un sentiment d'inertie et de manque d'activité, qui s'avère finalement pas si fondé que cela.

On peut noter un visible retournement de la vision populaire brestoïse envers l'État. Celui-ci est renforcé par le travail de l'ADEUPa qui met en avant l'importance de la culture militaire à Brest. Malgré tout, de nombreuses études

54. «Brest reste la seule vraie métropole de la mer», *Ouest-France*, publié en ligne le 17 décembre 2016. URL: <http://www.ouest-france.fr/bretagne/brest-29200/brest-reste-la-seule-vraie-metropole-de-la-mer-4690671>

55. *Le donneur d'ordre correspond à la personne (physique ou morale) qui donne des ordres, c'est-à-dire qui soumet le récepteur (humain ou animal) à son autorité. Quels que soient la nature et le média de l'ordre en question, on dira que le donneur d'ordre suppose un récepteur (et peut-être un exécuteur) de l'ordre en question et dessine une relation asymétrique entre deux parties prenantes (où l'une obéit à l'autre qui commande). Ce terme reprend le vocabulaire employé par l'ADEUPa pour désigner la Défense mais également Thalès ou DCNS. Les désigner comme tel revient à les considérer comme la source d'une commande qui se décompose en différents sous-traitants.*



DCNS veille sur l'arsenal. De nombreux outils mais également bâtiments sont occupés par le groupe. Sous le plateau des Capucins se trouve l'un d'eux.

sur l'emploi et l'activité économique de la ville ne mentionnent même pas la Défense. Pourtant, la Défense reste le principal employeur du pays de Brest. La base de défense de Brest-Lorient, avec plus de 20 000 personnes, est l'une des trois bases de type III, avec Toulon et Paris, qui regroupent par définition un effectif important (plus de 10 000 personnes). En 2014, la filière de la défense dans le périmètre de la base de défense de Brest-Lorient compte 50 500 emplois en équivalents temps plein, soit près de 60 000 salariés. Cela représente à la fois les actifs du ministère de la Défense, les salariés des deux principaux groupes DCNS et THALES, les emplois indirects et les emplois induits. Cela explique notamment l'importance du secteur public de la zone d'emploi de Brest par rapport à la moyenne nationale.

*Un grand nombre de fonctions métropolitaines est concentré dans les fonctions publiques: l'université pour la recherche et l'enseignement supérieur, le CHRU pour la santé, l'aéroport pour le transport, etc.*

*L'emploi public représente 1 emploi salarié sur 3 dans le pays de Brest soit 45 600 postes en tout. 73 % de ces emplois sont situés dans Brest métropole. Les équipements métropolitains évoqués précédemment sont pour la plupart localisés au sein de l'agglomération. Cependant, la Presqu'île de Crozon est l'intercommunalité la plus marquée par le secteur car 57 % de l'ensemble des emplois sont publics.<sup>56</sup>*

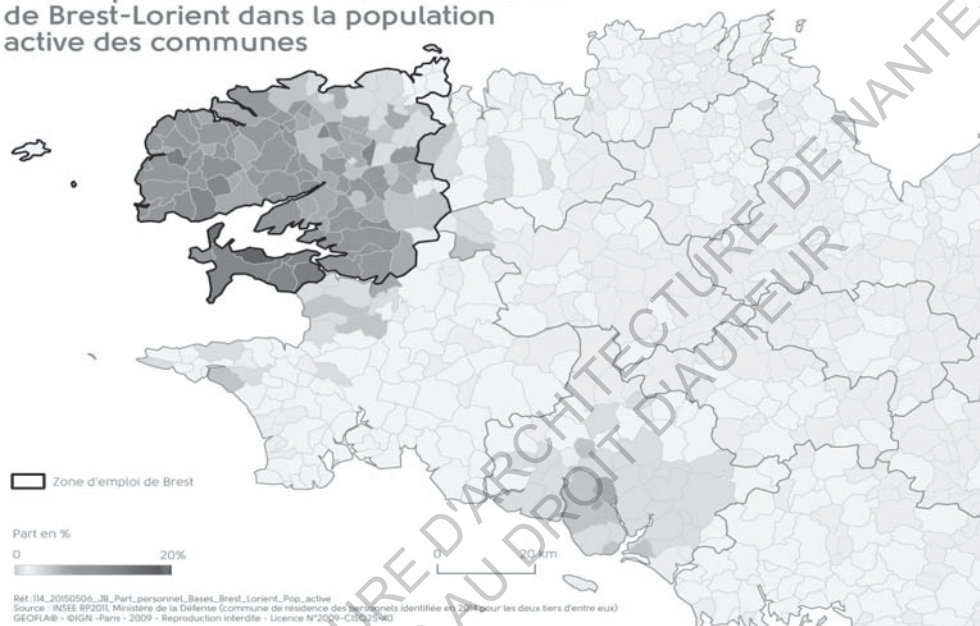
La présence des militaires sur la presqu'île explique bien-sûr ce taux important. Cependant, cette classification de l'emploi proposée par l'Insee isole «administration publique» sans décliner les métiers qu'elle regroupe<sup>57</sup>. De plus, cela ne prend pas en compte les entreprises dont la majorité du capital est détenue par l'État, comme DCNS ou Thalès qui sont des acteurs majeurs dans l'économie locale. Un suivi régulier concerne le nombre de salariés qui en dépendent directement et le nombre de retraités. Mais cette réflexion souligne l'importance et la complexité à mesurer, l'impact économique entier que l'arsenal injecte dans la métropole.

Les années 2000 ont été marquées par les bouleversements dans l'organigramme militaire, ce qui avait amplifié la césure entre la population brestoise qui s'était sentie trompée, et l'État. Cependant, le tournant du siècle marque également l'arrivée à Brest de l'Amiral commandant la Force océanique stratégique (ALFOST), auparavant localisée en région parisienne. Ce transfert confirme la vocation sous-marine du port finistérien. ALFOST a autorité sur tous les sous-marins français en activité: les quatre sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) basés à l'Île Longue, et à distance, sur les six sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) basés à Toulon. Ces deux bases de défense sont à dominante portuaire et présentent la particularité d'accueillir également un officier général

56. ADEUPa, *L'emploi public dans le Pays de Brest - Avril 2016*

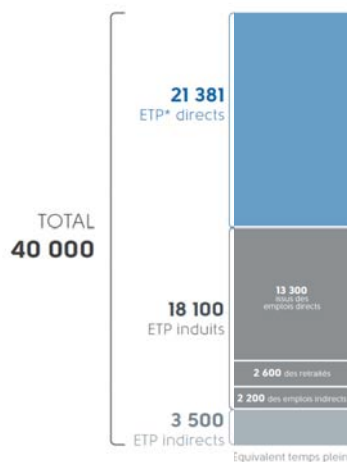
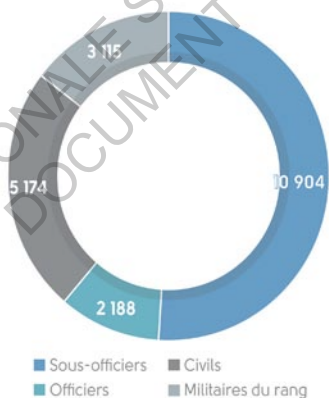
57. *Le champ du secteur public comprend la fonction publique d'État, la fonction publique territoriale et la fonction publique hospitalière. L'INSEE classe les entreprises (ou les unités légales) et les établissements selon le code APE (activité principale exercée, déterminée par rapport à la nomenclature d'activités française révision 2), à partir de leurs déclarations ou de résultats d'enquête. Ce classement n'a qu'une finalité statistique: le code APE peut fournir une présomption d'exercice d'une activité donnée mais n'en est pas la preuve.*

### Part du personnel de la base de défense de Brest-Lorient dans la population active des communes



3. Source : Recensement des agents de l'État

### Effectifs 2014 de la base de défense Brest-Lorient



21 381 emplois directs en équivalent temps plein. Ce nombre représente 8% des effectifs de la Défense en France, toute armée comprise. Parmi tous ces militaires, 58% travaillent à Brest. L'ADEUPa comptabilisait 3 500 emplois indirects et 18 100 emplois induits, soit au total 40 000 emplois concerneraient le ministère de la Défense. Il faut ajouter à ces données les emplois de DCNS et Thalès. L'étude parle qu'au total presque 60 000 salariés seraient concernés (actifs du ministère de la Défense, salariés des deux principaux donneurs d'ordre DCNS et Thalès, emplois indirects et emplois induits)

Source : Graphiques et cartes récupérés sur le rapport Impact économique de la Défense sur le territoire de la base de défense de Brest-Lorient, de l'ADEUPa en février 2016.

cumulant les fonctions. À Brest, Anne-François de Saint Salvy est, depuis 2008, commandant de la zone maritime de l'Atlantique, commandant de la région maritime Atlantique-Manche-Mer du Nord, préfet maritime de l'Atlantique.

Le rapport de l'ADEUPa sur l'impact économique de la Défense en Pays de Brest souligne que la ville est le siège de directions régionales, d'écoles et de services du ministère de la Défense.

*Brest accueille :*

- des directions régionales de plusieurs services du ministère de la Défense: direction régionale du service de santé des armées, établissement du service d'infrastructure de la défense, direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information de la défense, pôle ministériel de l'action sociale, établissement principal des munitions de Bretagne, direction nord-ouest du service historique de la défense,...
- des établissements de formations reconnus : école navale, ENSTA Bretagne, centre d'instruction navale.
- des services nationaux : service hydrographique et océanographique de la marine (SHOM), centre d'administration ministériel des indemnités de déplacement (CAMID), ...<sup>58</sup>

Ces différents regroupements de commandement font de la Défense, le «donneur d'ordre» principal de la métropole. L'effet multiplicateur de l'économie de la défense sur l'emploi en devient considérable: un emploi direct génère un emploi et demi supplémentaire, indirect ou induit. La prégnance de l'économie de la défense dans l'ouest breton se traduit aussi en termes de flux financiers. Chaque année, au minimum, 2,3 milliards d'euros sont ainsi injectés dans l'économie territoriale à travers les salaires des actifs de la défense, de DCNS et THALES, les pensions des retraités, ainsi que les commandes. La commande publique se fait très majoritairement au bénéfice des entreprises finistériennes et morbihannaises (les trois quarts des achats selon l'ADEUPa).

Les différentes études réalisées par l'agence d'urbanisme, en accord avec le commandement de la base de défense Brest-Lorient et le ministère de la Défense, mettent en avant le rôle qu'a pu jouer la présence de l'arsenal sur l'émergence des compétences rares qui singularisent la métropole brestoise. Elles insistent surtout sur la nécessité de préserver ces activités «pour l'emploi et le développement économique de l'ouest breton, pour l'innovation et le développement de compétences de haute technologie, pour l'ouverture de la pointe Bretagne et son inscription dans les échanges internationaux»<sup>59</sup>.

58. ADEUPa, *Impact économique de la Défense sur le territoire de la base de défense de Brest-Lorient, Brest*, février 2016, p. 31.

59. *idem*

## LE PATRIMOINE MILITAIRE



LE CARACTÈRE URBAIN DE L'ARSENAL





*l'arsenal. Photo: Auteure - 3 septembre 2016.*

### a. Le potentiel patrimonial des friches militaires

Tout d'abord qu'est-ce que le patrimoine? Aujourd'hui, il serait devenu synonyme de lien social. Autrement dit, le patrimoine n'est plus uniquement un ensemble matériel comme le suggéraient les premiers dispositifs législatifs et réglementaires des années 1970. À ces débuts, il était entendu qu'en adoptant le mot «patrimoine», on insistait sur la dimension collective de l'héritage : on parla progressivement de «patrimoine européen», puis de «patrimoine mondial» pour désigner des monuments, des objets et des lieux. Petit à petit, le concept n'a cessé d'évoluer, et cette évolution est encore en cours. Sa compréhension s'est alors élargie à d'autres disciplines, notamment celles de l'ethnologie, ou anthropologie avec les travaux de quelques chercheurs tels que Alain Bourdin ou Henry Pierre Jeudy. S'armant d'un esprit culturel au-delà du domaine des beaux-arts et de l'archéologie, le patrimoine concerne aujourd'hui aussi bien les sciences humaines et sociales que les sciences exactes. Karl Marx reliait, par exemple, organisation sociale, modes de production et culture. De façon plus générale, le monument, construit, autrement dit qui a suivi des logiques scientifiques pour s'élever, a vu sa raison d'être par la nécessité d'abriter des pratiques ou des croyances. Lorsque, des générations après, on décide de conserver ce bien matériel, les pratiques et les croyances en question sont tout autant révélées que le bâtiment lui-même. C'est du moins ce que prétend la mise en patrimoine.

En effet, avant de devenir *bien commun*, le patrimoine est avant tout une question de processus: la patrimonialisation. Philippe Lacombe, docteur en sociologie, distingue cinq temps dans ce processus:

- Le premier temps est *productif*. C'est le temps de la production où tout va bien, où tout va de soi: l'objet est exclusivement fonctionnel.
- Le second temps est le temps du *déclin* et des difficultés, de l'inutilité économique, de l'improductivité de l'objet. Avant « d'entrer en patrimoine » il est nécessaire d'avoir entériné la mort du rapport à la production.
- Le troisième temps est le temps du *retrait*, une période de latence. Lorsque l'on étudie les rites de passages, le novice dans les sociétés traditionnelles part dans la forêt et va resurgir un peu plus tard, doté d'un nouveau statut et d'une nouvelle identité.
- Le quatrième temps est celui de la *renaissance* durant laquelle l'objet resurgit, débarrassé de sa fonction utilitaire, productive. L'objet entre alors en patrimoine par un baptême, une fête collective, une exposition spécifique.
- Le cinquième temps est celui du *renversement*, de la bascule, durant lequel le patrimoine peut venir promouvoir l'économie.<sup>60</sup>

Cette thèse met l'accent sur le rôle de l'État dans la fabrication du patrimoine, permettant ainsi de fournir une explication à un phénomène qui continue aujourd'hui de faire de la France une exception dans le monde grâce à la place

60. In, Françoise Péron (sous la dir.), *Le Patrimoine maritime. Construire, transmettre, utiliser, symboliser les héritages maritimes européens*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2002

prédominante de ses institutions centralisées dans les actions d'inventaire, de protection et de mise en valeur du patrimoine. L'auteur ne précise d'ailleurs pas à quel moment le cinquième temps est envisagé? Si ce dernier ne respecte pas la temporalité et l'ordre des étapes, c'est-à-dire qu'il serait envisagé dès la fermeture du bâtiment - deuxième temps. L'objet initial ne peut pas être reconverti et accepté différemment, autrement que pour sa fonction initiale, par la population. Encore traumatisée par la perte du rapport à la production, elle s'en sent trompée. Il faut laisser le temps à cette acceptation avant de pouvoir constater ce qui du passé mérite d'être conservé. L'attention concernera les motivations qui conduisent à accepter le passé ou à le rejeter; ainsi que les modalités par lesquelles le patrimoine est progressivement apprécié, conservé et transmis.

Ensuite pourquoi s'intéresser aux friches industrielles/militaires? En quoi seraient-elles des territoires privilégiés pour faire lien social?

Le terme de «friche» trouve son origine dans le domaine agricole, symbolisant l'abandon des espaces, l'expression était tout à fait adaptée aux emprises délaissées par les activités industrielles, militaires, commerciales, administratives... Même si chaque site est spécifique de par son activité, son histoire, les friches urbaines peuvent être classées suivant la typologie établie par l'association des Communautés urbaines de France en 2010:

- Les friches militaires: elles appartiennent au Ministère de la Défense et revêtent des aspects divers: casernes, camps, terrains, forts, batteries, infrastructures industrielles et logistiques, stands de tirs, baraquements, écoles, cercles, équipements à caractère social ou de loisir, immeubles de bureaux, bassins, aérodromes, logements, armurerie, garages, stockages, administration. Certaines emprises sont comparables par la nature de leur activité.
- Les friches industrielles: elles représentent un patrimoine extrêmement varié avec les emprises issues de l'industrie lourde (métallurgie, pétrochimie, sidérurgie, textile, de l'agroalimentaire). La structure bâtie peut s'avérer particulièrement complexe (en surface comme sous terre) et la pollution peut être très élevée.

Les réflexions actuelles montrent un changement essentiel de conception. Au lieu de s'enfermer dans une analyse industrielle de crise qui crée la friche et qui pénalise tout un environnement local, elles viennent s'appuyer sur la nécessité d'une double centralité: réaménager la friche elle-même et repenser l'ensemble de l'image de la ville et le développement urbain à partir de la friche. Elle n'est plus un handicap mais se transforme en opportunité.

Leurs réhabilitations ne font pas seulement appel à des compétences architecturales mais aussi urbanistiques, dans la mesure où il s'agit d'instaurer un lien entre le site réhabilité acquérant une nouvelle fonction et la population; et aussi en raison de l'échelle du site à insérer. Par cette intervention, l'histoire et la géographie d'un lieu - dans ses dimensions sociales et économiques - son héritage, n'est plus uniquement un facteur d'identification, mais également un facteur d'explication.

Entre la guerre et la reconstruction, le patrimoine bâti de Brest fut longtemps malmené. Les planificateurs ne sont pas les seuls en cause dans ce désamour qui



ZPPAUP du centre ville de Brest et périmètres de protection des monuments historiques. Le territoire à préserver ne présente aucune séparation entre l'arsenal et la ville.

Source: [https://www.brest.fr/fileadmin/Documents/Au\\_quotidien/se\\_loger-construire/renover\\_son\\_habitat/Plus\\_d\\_informations\\_sur\\_la\\_mise\\_en\\_oeuvre\\_de\\_l\\_AVAP.pdf](https://www.brest.fr/fileadmin/Documents/Au_quotidien/se_loger-construire/renover_son_habitat/Plus_d_informations_sur_la_mise_en_oeuvre_de_l_AVAP.pdf)

s'élargit à toute une population incapable de comprendre ce patrimoine. Comment réconcilier les Brestois avec leur ville? Les premières tentatives des élus correspondaient à une sorte d'acupuncture dans l'espace public, censée insuffler des ondes positives sur le quotidien urbain. Le Centre Hospitalier Régional et Universitaire de la Cavale Blanche fut précurseur dans les équipements métropolitains. À moindre échelle, d'autres équipements de loisirs et de sport ont également vu le jour entre 2005 et 2015, tels que le multiplexe Liberté, la Carène, ou Brest Arena.

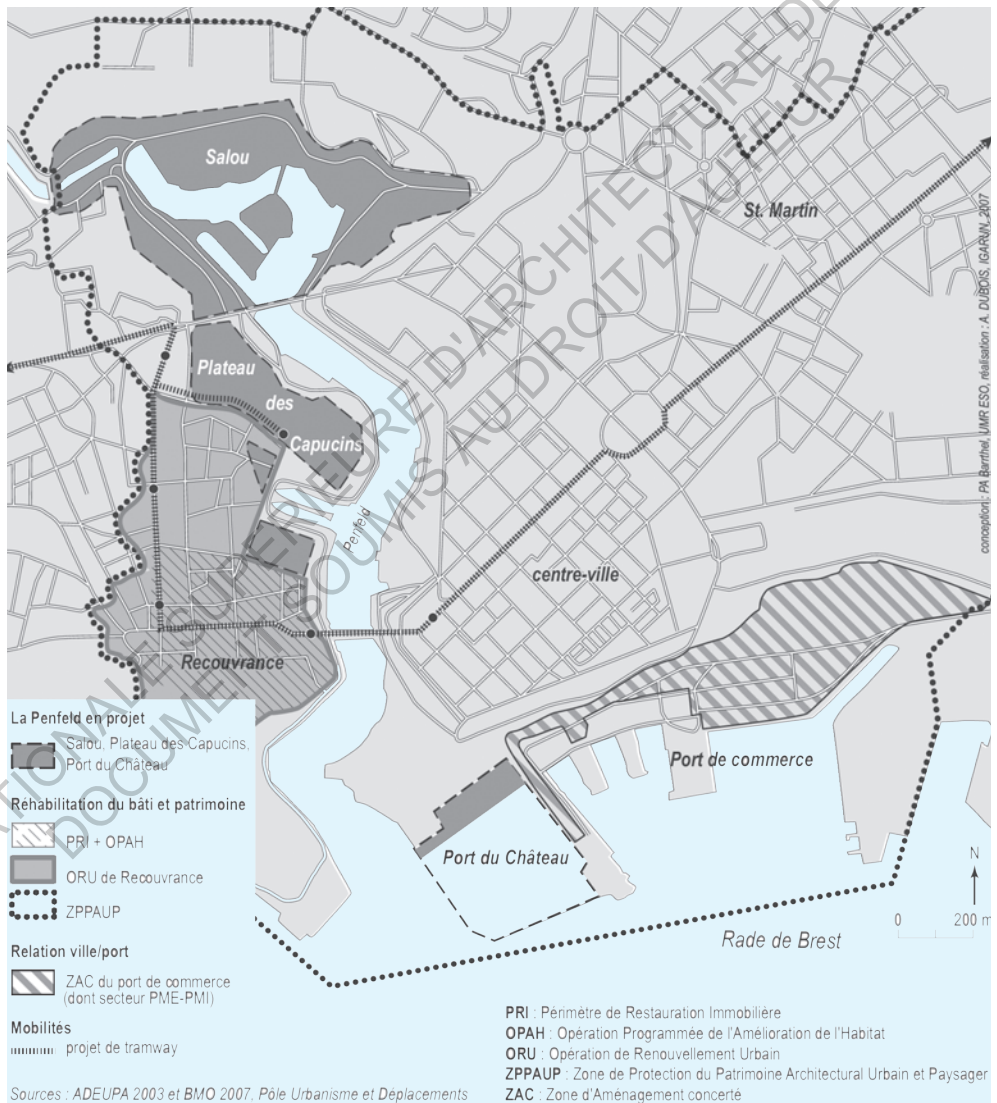
En parallèle, une grande Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager fut mise en place dans le centre ville. Créée en juin 2001, elle s'étend sur 689 ha et comprend 4 monuments historiques: le château, la villa Mathon, une partie de l'hôpital Morvan, le bâtiment aux Lions. 4320 immeubles sont identifiés et considérés comme représentatifs de l'histoire architecturale locale. Elle édicte des prescriptions visant à préserver et valoriser le patrimoine architectural, urbain et paysager. À l'intérieur du périmètre défini de la ZPPAUP, tous les travaux doivent être effectués dans le respect de certaines règles (construction, démolition, déboisement, transformation ou modification des immeubles) et sont soumis à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF). Ainsi, cet inventaire représente souvent une contrainte plus qu'un levier d'attractivité et de développement économique. La loi, dite Grenelle II du 12 juillet 2010, implique une évolution des ZPPAUP pour les remplacer par des Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP). Les restrictions seront peut-être plus adaptables selon les cas, c'est ce qu'espèrent les professionnels du bâtiment et de l'aménagement urbain.

Paradoxalement, la question du patrimoine militaire, malgré son omniprésence à Brest, semble soulever plus de difficultés que d'avantages pour la communauté urbaine de Brest. La nature même des activités, le secret qui les entoure, rendent le dialogue compliqué. De plus, la complexité des institutions militaires qui, malgré l'organisation par grades supposée claire et hiérarchique, s'avère difficilement accessible pour une personne extérieure.

## **b. La «Mission Penfeld»: la rencontre des deux mondes**

Avec la réorganisation et relocalisation des activités de la Marine, une partie de ses vastes espaces militarisés, est progressivement confiée à la collectivité. C'est dans cette perspective que la «Mission Penfeld» a été mise en place en 2002 par décision interministérielle. Cette mission est co-présidée par le président de la Communauté urbaine de Brest et le préfet du Finistère, et composée de membres émanant des institutions centrales (DIRD, DATAR, MRAI, ABF...), régionales et départementales (SGAR, DDE, conseils général et régional) et locales (élus de la CUB, CCI, DCN Brest). Elle fut initialement lancée pour les études et le suivi de la mise en projet des terrains dont la cession par la Marine est potentiellement envisageable. Leur périmètre est établi en 2005 par Gérard de Senneville, Inspecteur général de l'Équipement. Il représente une superficie totale de 140 hectares.

L'enjeu de la mission n'est pas des moindres: faire se rencontrer des mondes



Les trois sites de projet concernés par la mission Penfeld, Salou, Plateau des capucins, port du château; ainsi que leur insertion dans la stratégie urbaine. Le trajet du téléphérique n'est pas encore en projet lors de la réalisation de cette carte.

Source: Le renouvellement urbain brestois : quartiers centraux, façade portuaire et Penfeld (source : BMO, 2007) in Pierre-Arnaud Barthel, « Renouvellement urbain à Brest : les enseignements du marché de définition du plateau des Capucins », Norois, 203 | 2007, 7-25.

professionnels qui s'étaient jusque-là peu fréquentés, d'un côté, la Marine et son ministère de tutelle, et de l'autre, le milieu local brestois des élus et des services de la ville et de la communauté urbaine. À l'occasion du désengagement de la Marine sur des sites identifiés, il faudra résoudre une tension État/local, recomposer des relations entre l'institution militaire et les décideurs urbains vers des accords négociés sur le devenir de la Penfeld.

Le projet Espace Penfeld voit ainsi le jour en 2005. Derrière ce nom se cache trois projets: le port du château, le plateau des capucins et le réaménagement du site du Salou. De manière symbolique, la ville reconquiert son cœur historique.

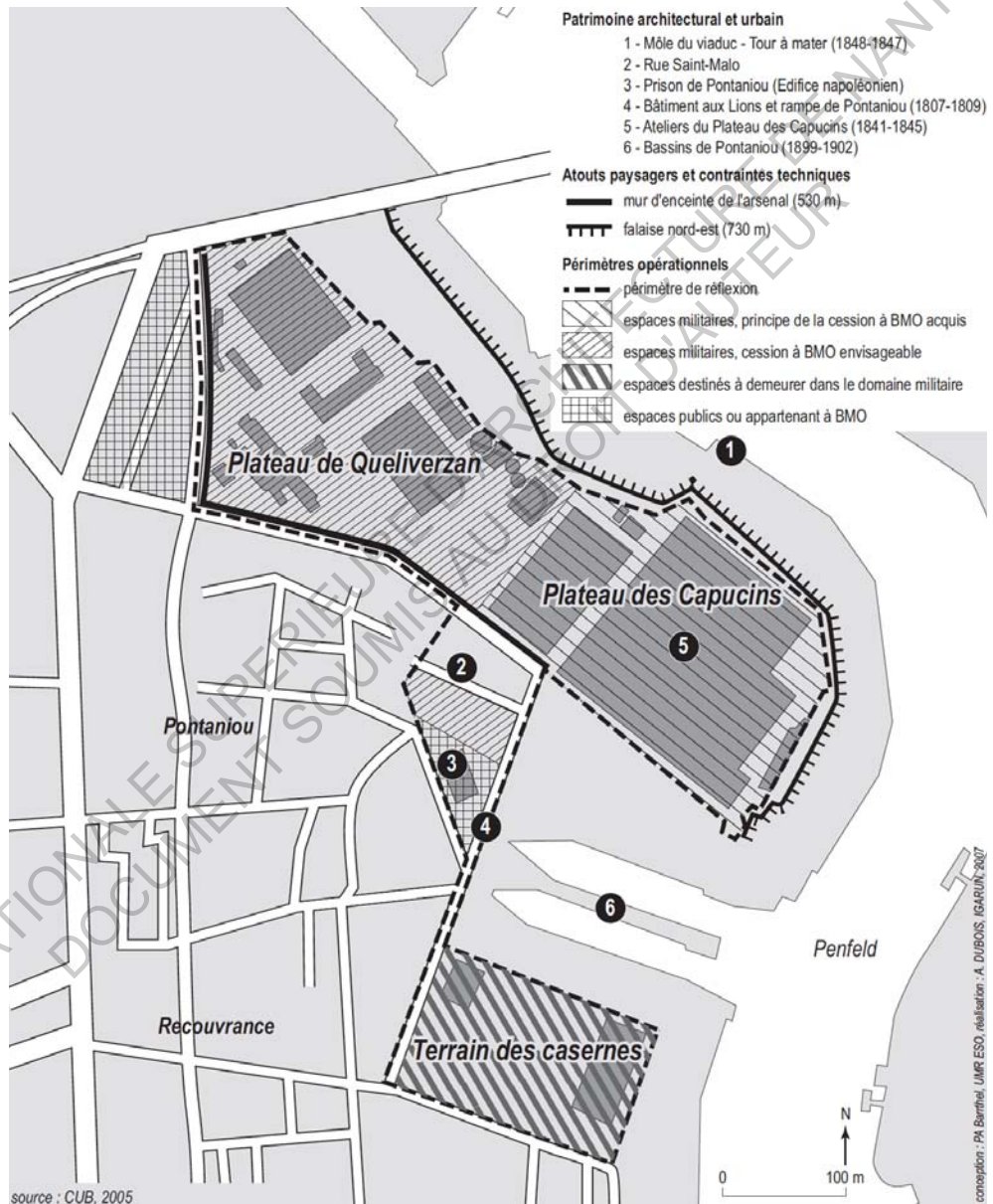
Le premier projet, situé entre le port de commerce et le port militaire, au pied du château et à l'entrée immédiate de la Penfeld, accueille depuis 2009, six cent places dites, de pontons. La Marine avait au préalable négocié trois conditions: la poursuite de l'activité de son club nautique, l'accès à la petite darse et la compatibilité avec les activités militaires dans le voisinage immédiat, en particulier l'atterrissage d'hélicoptères.<sup>61</sup> Outre ces fonctions d'accueil des plaisanciers en escale et de stationnement résidentiel des bateaux de plaisance, la réhabilitation des friches militaires fut accompagnée de l'aménagement d'un ensemble immobilier, l'Espace Bernard Giraudeau, comprenant le bureau du port et des locaux tertiaires réalisés; de la requalification de l'espace public avec notamment la promenade des records qui rend hommage aux navigateurs brestois; ainsi que de la restructuration des anciens garages de la Marine en créant les Docks du Château, un pôle de commerces, d'animations et d'activités. Cette première intervention ne remet pas en question les fonctions initiales du site qui constituait déjà un port pour la flotte militaire. De plus, par sa proximité au port de commerce et ses quais déjà accessibles, l'ouverture de la ville sur cette portion démilitarisée se fit sans grande transformation.

L'évolution du site des Capucins peut se caractériser par les trois phases suivantes: l'implantation des ateliers métallurgiques à partir de 1841, leur désindustrialisation, passage en friche et réinsertion dans le tissu de la ville. L'enjeu actuel étant ce dernier point; celui de pouvoir réintégrer les friches industrielles dans le système urbain actuel, se débarrasser de ces espaces abandonnés qui provoquent des nuisances à leur environnement.

Le diagnostic territorial<sup>62</sup> a naturellement mis en valeur tout le potentiel de cette « presqu'île » en plein cœur de la ville, véritable « belvédère » au riche patrimoine industriel et architectural dont certains bâtiments sont d'ailleurs protégés au titre de la ZPPAUP (la prison de Pontaniou, l'atelier d'électricité, les quais et fortifications) ou des Monuments historiques (comme dans le cas des Ateliers des machines ou du bâtiment aux Lions). En revanche le plateau de Quéliverzan, situé plus en hauteur des Capucins, recèle moins de merveilles patrimoniales. Un centre de formation, un restaurant et des installations sportives réservées à l'arsenal y

61. Selon rapport n°2002-0073-01, Bilan de la phase de démarrage de la mission d'étude Penfeld à Brest (2002-2005) publié le conseil général des Ponts et chaussées, avril 2005.

62. Communauté Urbaine de Brest, Espace Penfeld – Plateau des Capucins : éléments de réflexion pour un programme, Brest, Groupe de travail des élus de la CUB, 45p, 2003.



Les trois sites de projet concernés par la mission Penfeld, Salou, Plateau des capucins, port du château; ainsi que leur insertion dans la stratégie urbaine. Le trajet du téléphérique n'est pas encore en projet lors de la réalisation de cette carte.

Source: Le plateau des Capucins à Brest, patrimoine et périmètres de projet (situation en 2005) (source : CUB, 2005) in Pierre-Arnaud Barthel, « Renouveau urbain à Brest : les enseignements du marché de définition du plateau des Capucins », *Norois*, 203 | 2007, 7-25.



sont regroupés. Sa nomination est d'ailleurs sous-entendue par celle du plateau des Capucins qui est plus connu.

L'unique point noir relevé par le diagnostic est l'enclavement relatif du site. D'un côté, un haut mur d'enceinte long de 530m coupe le couple plateau Capucins/Quéliverzan du quartier faubourien de Recouvrance (qui a fait l'objet d'une étude pour une Opération de Renouvellement Urbain). De l'autre, une falaise sur près de 730 m suspend ce plateau. Ce dernier est donc bien privé d'accès au niveau des quais qui resteront la propriété de la Marine. Le pont de l'Harteloire à l'extrémité nord du plateau de Quéliverzan est un point d'articulation avec le reste des quartiers

Le projet des Capucins est, selon la collectivité locale, un défi urbain, architectural, culturel, patrimonial et scénographique. Pour elle, il répond à un enjeu essentiel: mettre en valeur l'un des «hauts lieux» de la construction et de la réparation navales brestoises. Les dépliants de communication vantent les capacités d'un site à «comprendre le passé, appréhender le présent et imaginer l'avenir de Brest»!

En parallèle du chantier qui a débuté en 2014, la Mission Penfeld a chargé l'ADEUPa de réaliser le schéma de référence Penfeld.

*Le schéma de référence Penfeld concerne le secteur du Parc des rives de Penfeld étendu à ses quartiers limitrophes. Il s'intéresse à cette section brestoise du fleuve, comprise schématiquement entre la Villeneuve au Nord et le Salou au Sud, bordée par Bellevue à l'Est et la Cavale Blanche à l'Ouest.*

*Un schéma de référence est un document prospectif d'aménagement et de développement appliqué à un territoire porteur d'enjeux complexes et soumis à l'interférence de logiques d'acteurs multiples. À vertu stratégique, il questionne les valeurs et les potentialités de ce territoire et a pour objet d'exprimer la vision partagée par les différentes parties prenantes de son évolution souhaitable sur le moyen et le long terme.*

*La réalisation du schéma de référence Penfeld a été engagée le 25 janvier 2013 lors du Comité de suivi Penfeld. L'avancement des travaux a été présenté au cours de réunions intermédiaires du groupe de travail technique réunissant Brest Métropole et la Marine Nationale. Enfin, une restitution globale a eu lieu en présence de la Marine Nationale et des élus de Brest Métropole lors du Comité de suivi Penfeld du 26 février 2015.<sup>63</sup>*

Cet avant-propos, extrait du document, reprend les grands axes développés depuis la création du comité de suivi Penfeld. L'ensemble permet de mettre à l'écrit ces ambitions vertueuses et de les illustrer dans le but de les communiquer plus largement à la population. Il annonce également les prospections pour un projet penfeld 2050 qui correspond au troisième volet de la Mission Penfeld: la réhabilitation du fond-Penfeld sur le site du Salou.

Le schéma de référence Penfeld s'est prolongé avec un nouveau partenariat entre BMO, l'ADEUPa et l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Nantes.

63. ADEUPa, schéma de référence Penfeld, décembre 2015.



«Les confrontations rapprochent deux postures distinctes: la posture analytique et la posture projectuelle. Les hybridations réintroduisent la question de l'articulation entre plusieurs échelles (d'espaces, d'usages ou de temps), au cours des débats et ateliers qui sont consacrés à croiser les arguments des duettistes pour inventer des programmes inédits.»

Sur fond d' «utopies métropolitaines»<sup>64</sup>, les étudiants ont organisé des journées de conférences et de débats, appelées les «Utopiades», réunissant des urbanistes et des élus mais surtout des habitants. Pour les futurs architectes, ces expositions de photos, lectures de micro-fictions, itinéraires commentés de brestois, travaux de maquettes et plans de ville ont permis d'offrir une première approche pour découvrir ou voir autrement la ville.

### c. «À Brest, nous n'avons pas besoin d'éléphant»<sup>65</sup>

Pauvre en bâtiment monumental et consciente dorénavant des impératifs que lui infligent la présence militaire, Brest veut pourtant se forger une nouvelle image, celle de «ville du XXI<sup>ème</sup> siècle», moderne et connectée. C'est avec le projet des Capucins que la métropole fait le pari de réunir les deux composantes négatives. Par cette fabuleuse opération de marketing, Brest entend devenir, à la fois, ville créative<sup>66</sup> et ville patrimoniale.

Si une tendance à la muséification et au passéisme est souvent remise en cause dans les démarches mises en place par les villes patrimoniales<sup>67</sup>, la «mise en culture» par un projet urbain emblématique semble être une réponse «clés en mains» apportée par les politiques publiques. La culture est considérée comme une mise au patrimoine idéale - dans le sens d'un catalyseur au développement économique local et fédérateur.

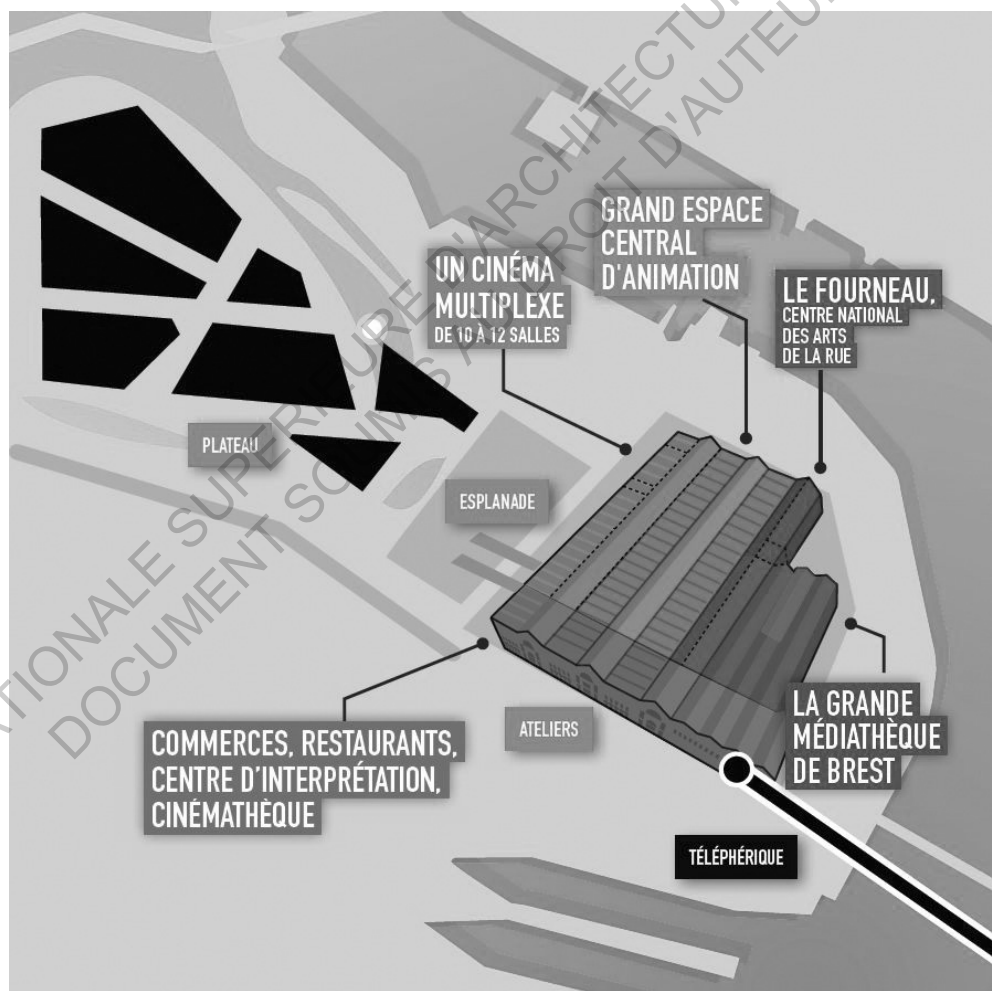
La notion de projet urbain a connu un grand succès depuis les années 1990, particulièrement en France avec la requalification des friches industrielles. On peut rapidement le définir comme une démarche d'initiative publique qui délimite un cadre pour des processus de mutation urbaine. Dans l'ouest de la France on compte par exemple le projet de «Ville-Port» à Saint-Nazaire, de «La Courrouze» à Rennes, les «Docks Vauban» au Havre ou bien encore le «quartier de la création» à Nantes. Certes la superficie engagée n'est pas comparable aux 340 ha de l'Île de Nantes, ni aux 75 hectares du projet Ville-Port de Saint-Nazaire, mais ce serait une erreur de ne considérer que le plateau *strictosensu*. Le projet des Capucins se place dans la continuité d'une stratégie globale de reconversion de sites démilitarisés (Mission Penfeld) et de développement urbain plus large (SCOT, PLU...). En

64. Nom donnée à l'option de projet proposée et dirigée par Pascal Amphoux, architecte géographe, aux étudiants de master de l'ENSA de Nantes.

65. «La boutade était inattendue de la part de Bruno Fortier, l'architecte urbaniste qui fut désigné en 2005 pour concevoir les études et réaliser l'une des opérations majeurs d'urbanisme de la deuxième ville bretonne» [Lionel Prigent, *Le projet urbain du plateau des Capucins à Brest: une aventure patrimoniale pour une ambition métropolitaine*. In Lucie K. Morisset (dir.), *S'approprier la ville. Le devenir-ensemble, du patrimoine urbain aux paysages culturels*, Montréal, 2015, 215-235.]

66. Terme inventé par l'économiste Richard Florida. À la notion de classe créative, il associe une théorie du développement économique des villes qui fait de l'attraction de membres de la classe créative une clé de la création d'activités nouvelles. Bilbao avec le musée Guggenheim est l'un des premiers et peut-être le plus représentatif des exemples pouvant être donnés.

67. Les Villes d'Art et d'Histoire se caractérisent par leur patrimoine architectural et urbanistique de qualité, leur tradition culturelle forte. Elles respectent une charte de qualité établie en 1984, visant à sauvegarder, animer, valoriser leur patrimoine. Leur objectif commun est de faire de chaque ville une destination touristique à part entière. En Bretagne, elles sont déjà au nombre de 7: Concarneau, Dinan, Fougères, Quimper, Rennes (Métropole d'Art et d'Histoire), Vannes, Vitré. Brest n'a jamais obtenu quelque reconnaissance de son patrimoine bâti.



Projet urbain de Brest tourné autour de la reconversion des anciens ateliers en équipements culturels censés rendre le nouveau «quartier des Capucins» attractif.

Source: «Un nouvel éco-quartier au cœur de la ville de Brest : le Plateau des Capucins», site internet architecture-urbanisme, 19 février 2013, consulté le 3 janvier 2016. URL: <http://projets-architecte-urbanisme.fr/eco-quartier-brest-plateau-capucins-penfeld/>

additionnant tous les sites envisagés par la métropole de Brest, toutes ces opérations sont bel et bien comparables. De plus, elles possèdent des caractéristiques convergentes qu'elles transforment en modèles supposés porteurs de bonnes pratiques et revendiquant le statut de pôle métropolitain. Le cas brestois vient confirmer des convergences dans les modes contemporains de «faire la ville sur la ville». Elles recourent aux mêmes directives pour leurs activités et invoquent l'économie culturelle, les pôles de compétitivité et l'événementiel voire le ludique, comme le soulignait Pierre-Arnaud Barthel, en 2007:

*«Culture (sous toutes ses formes, institutionnelle, marchande...), événementiels et activités créatives traduisent l'injonction faite par l'État aux collectivités locales de déployer des pôles de compétitivité qui occupent une place de choix dans l'esprit des acteurs qui cherchent à mobiliser des réseaux professionnels et des ressources cognitives multifformes.»<sup>68</sup>*

Jouissant du statut de métropole obtenu en 2015, les politiques publiques de Brest surfent sur cette tendance actuelle des villes globales qui, par soucis d'attractivité et de compétitivité, souhaitent offrir à la population de nouveaux services et infrastructures inédites participant au rayonnement de la ville par son ouverture culturelle. Ces dernières mettent en avant un réseau d'acteurs spécifiques, celui des «créatifs». À Brest, la magie du marketing territorial se traduit par la production de mythes mobilisateurs («faire de Brest une référence en terme de développement durable»), de concepts alléchants (une «Villa Médicis Océane» dans la prison désaffectée), d'objets spatiaux («cours des Capucins», «grand mail», «place haute des excellences brestoises») qui viennent innover le plateau.

Dans l'extrait, l'emploi du mot «créative» pour désigner les activités créées est intéressant car il renvoie directement à la notion clé de la théorie de l'économiste Richard Florida. La thèse de celui-ci rend compte d'une corrélation spatiale entre le développement des villes et des indices d'ouverture culturelle et de tolérance. Pour lui, il existe dans nos sociétés occidentales, une «classe créative» regroupant les personnes qui, dans l'économie contemporaine, élaborent de nouvelles idées et technologies aux contenus créatifs.<sup>69</sup> Cette classe recouvre une grande variété de métiers, puisqu'il cite entre autres, les métiers de la haute technologie, du divertissement, du journalisme, de la finance, ou de l'artisanat d'art. Le choix dans les programmes que les Ateliers des Capucins vont accueillir, peut en effet correspondre aux attentes et besoins d'une telle classe sociale.

À cette notion, Florida associe l'idée d'un développement économique des villes florissant. Cette croissance prendrait naissance par l'attraction de cette classe sociale qui apporterait la création de nouvelles activités et infrastructures. Cette théorie a connu un retentissement considérable aux États-Unis mais également en Europe. Dans la sphère académique, elle a été abondamment critiquée mais aussi très souvent reprise, parce qu'elle ouvre la question du développement écono-

<sup>68</sup> Pierre-Arnaud Barthel, *Renouvellement urbain à Brest: les enseignements du marché de définition du plateau des Capucins, Norois*, n°203, 1er juin 2007, p.23.

<sup>69</sup> Denis Eckert, Michel Grossetti, Hélène Martin-Brelot, *La classe créative au secours des villes?*, revue en ligne *La vie des idées*, publié le 28 février 2012, consulté le 6 mai 2016. URL : <http://www.laviedesidees.fr/La-classe-creative-au-secours-des.html>

mique local à des dimensions territoriales qui favorisent la compétitivité et attractivité. Elle est ainsi devenue en quelque sorte le «salut des politiques urbaines»<sup>70</sup>, notamment dans l'élaboration des grands projets évoqués plus haut. De nombreux élus ou techniciens européens, ont déduit de la thèse de Florida qu'il leur fallait se focaliser sur l'attraction d'une élite internationale, et ont mis l'accent sur les conditions de vie et de fortes incitations financières pour atteindre cet objectif. Cette démarche s'apparente à une espèce de culte du cargo<sup>71</sup> ou à la quête du Graal rendu réaliste, idéalisme amplifié par la mondialisation de l'urbanisation actuelle.

À partir d'une étude réalisée auprès de la classe dite «créative» dans onze villes européennes (Amsterdam, Barcelone, Budapest, Dublin, Helsinki, Leipzig, Milan, Munich, Poznan, Riga, Toulouse), des chercheurs français ont testé la thèse qui, selon son auteur, s'applique aussi bien à l'Europe qu'aux États-Unis. Sans la condamner, ils mettent en avant l'idée que la classe créative n'est pas aussi mobile que le sous-entend Florida. En raison de sa complexité et de ses identités hétérogènes, ils mettent en doute l'existence même d'une classe sociale regroupant des individus occupant un poste dit de «création». En acceptant le fait qu'elle existe, il serait de toute façon plus judicieux de la retenir, plutôt que d'imaginer pouvoir attirer une nouvelle élite. Pour Eckert, Grossetti et Martin-Brelot, «l'hypothèse ne tient pas: développer l'éducation et les infrastructures susceptibles de servir l'ensemble de la population serait une politique bien plus féconde»<sup>72</sup>.

Pourtant à Brest, l'espoir est bel et bien présent dans les discours officiels:

*«L'aménagement de ce lieu symbolique offre l'occasion de valoriser les fonctions métropolitaines de Brest autour de l'économie, de la culture, de la recherche et de l'habitat, d'afficher les talents de la cité, de mettre en valeur une mémoire collective, tout en renforçant une dimension internationale reconnue. Elle y réunira toutes ses excellences et toutes ses compétences. Facteur de revitalisation et d'attractivité pour l'ensemble des quartiers environnants, c'est un enjeu majeur de développement pour une agglomération qui est la capitale de la Bretagne occidentale et deuxième ville bretonne après Rennes.»<sup>73</sup>*

En parallèle, le marché de définition<sup>74</sup>, premier temps du projet du quartier des Capucins, traduisait *a priori* la volonté d'un urbanisme concerté entre les acteurs de l'État et locaux. Mais comme le confirme la suppression de ce type de démarches

70 *Idem.*

71 *Le culte du cargo renvoie ici à une approche prospective idéalisée à l'excès qui viserait un développement économique prospère. Initialement, il est un ensemble de rites qui apparaissent à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle chez les aborigènes, notamment en Mélanésie (Océanie), en réaction à la colonisation. Il consiste à imiter les opérateurs radios américains et japonais commandant du ravitaillement (distribués par avion-cargo) et plus généralement la technologie et la culture occidentale (moyens de transports, défilés militaire, habillement, etc.), en espérant déboucher sur les mêmes effets d'abondance. L'idée de mimétisme est reprise ici.*

72 *Ibid. Denis Eckert, Michel Grossetti, Hélène Martin-Brelot.*

73 *<http://www.capucinsbrest.com/index.php/un-projet-de-territoire/un-projet-dambition.html>*

74 *Lors d'un marché public - obligatoire dans le cadre de terrain appartenant à la Défense - et lorsque le pouvoir adjudicateur n'est pas en mesure de préciser les buts et performances à atteindre, les techniques à utiliser, les moyens en personnel et en matériel à mettre en œuvre, il peut recourir aux marchés de définition. Ces derniers, considérés comme vertueux par leur transparence entre les différents acteurs ont disparu avec la réforme sur les marchés publics en 2010.*

par les institutions européennes, il n'est pas exempt de vives confrontations au point de soupçonner en définitive le discours convenu sur la «vision partagée». En décembre 2003, lors d'une réunion publique d'informations sur l'opération de renouvellement urbain du quartier de Recouvrance, Annick Cléach, vice-présidente de BMO, a reconnu avec honnêteté que la communauté urbaine ne savait pas organiser de concertation avec la population et envisageait de faire appel au cabinet parisien Attitudes Urbaines afin d'animer cette phase de démocratie participative. Cette dernière se révéla au final extrêmement limitée. Aucun dispositif participatif ne fut organisé durant la phase ouverte.

Cependant, en 2005, la communication des projets urbains retenus se fait. Elle donna lieu à des situations d'interaction entre élus, professionnels et habitants inédites jusqu'alors, notamment sur les réseaux. Ce sont ces débats publics qui ont d'ailleurs fait naître une envie de pont supplémentaire entre les deux rives de la Penfeld, ce qui n'était pas forcément prévu. Cette idée germera jusqu'à la création non pas d'un pont ou d'une passerelle, mais d'un téléphérique. Ce dernier s'inscrit dans le réseau de transport public de Brest. Le chantier commença l'été 2015. Inauguré le 19 novembre par la ministre de l'environnement Ségolène Royal, le premier téléphérique urbain de France a été arrêté par son opérateur 10 jours plus tard, après une série d'incidents techniques. Épargné d'un *bashing* à grande échelle, cet échec ne fut que très peu relaté dans la presse nationale en comparaison aux nombres d'articles vantant l'innovation et l'exclusivité de l'objet.

Outre ce ratage, le discours officiel sur la vision partagée du projet des Capucins dans son ensemble semble cacher un certain nombre d'asymétries. Il faut noter que les sites internet ouverts à l'initiative de la ville sont, pour la plupart, uniquement informatifs, et non participatifs. Les connaissances en informatique de l'époque auraient pourtant pu laisser la possibilité aux visiteurs virtuels de réagir par un commentaire. On peut également citer les articles de Sillage (revue de BMO) qui déroulent chaque étape de l'avancement et convoquent des images d'archives. Même lorsqu'il s'agit des autres presses locales, tels que le Télégramme<sup>75</sup> ou le Ouest France, la mise à l'écrit semble n'être qu'un décalque de l'information diffusée dans la revue de BMO, issues des conférences de presse et autres dossiers fabriqués par le service communication de la métropole.

Pour Pierre Arnaud Barthel, durant cette période, «jamais autant de discours (oraux, textuels, iconographiques) enthousiastes n'ont été livrés sur ce cœur de ville interdit. Le travail de reconversion symbolique est en cours et la visibilité inédite donnée à ce territoire à réinvestir trouve ici une charge émotionnelle singulière étant donné l'absence de prises pour les habitants»<sup>76</sup>.

Cette reconversion symbolique correspond à l'entrée au patrimoine du plateau, à la réappropriation des traces du passé à des fins identitaires. Ce passage est provoqué suite à une rupture: la disparition du statut d'ouvrier d'État et la restructuration des arsenaux. Pour reprendre les étapes de la patrimonialisation

75. Loin de prendre parti ou apporter un regard critique, la une du Télégramme de Brest du 29 septembre 2005 était : «Fortier 5 voix, Madec 1». Les articles ne sont que synthèses accompagnées des images de projets.

76. Pierre-Arnaud Barthel, *Renouvellement urbain à Brest: les enseignements du marché de définition du plateau des Capucins, Norois*, n°203, 1er juin 2007, p.23.



Le 5 et 6 juin 2004 ont eu lieu les premières portes ouvertes des Ateliers. Elles ont marqué le début du projet urbain des Capucins. Les traces de la violence de la mort du rapport à la production sont encore visibles. Les tags révèlent les paroles tues par les volontés métropolitaines des politiques. Du côté des syndicats de l'arsenal, soumis à des réductions d'effectifs (6 000 salariés en 1992 contre 3 050 aujourd'hui), on perçoit comme des « charognards » ceux qui s'intéressent aux grandes nefs des ateliers érigés sur le site.

Source: In Céline Angot, thèse - Plateau des Capucins, « Atelier en lutte », Portes ouvertes 2004 © Archives municipales et communautaires de Brest



proposées par Philippe Lacombe et décrites précédemment, ce moment se situe dans le temps de la *renaissance* si l'on considère que le baptême fut le «mois de festivités aux Capucins» - octobre 2012 - avec les portes ouvertes aux Ateliers, un spectacle équestre, et une exposition photographique de Paul Bloas, artiste brestois. Ces événements furent financés par le Quartz, centre des arts contemporains labellisé Scène Nationale depuis sa création en 2001, preuve de l'insertion du projet urbain dans le réseau métropolitain déjà en place à Brest.

Ils font suite à la «récolte des mémoires». Cette dernière prit la forme d'une thèse en Cifre<sup>77</sup> réalisé par Céline Angot et impulsée par le partenariat entre BMO et l'UBO. Son travail<sup>78</sup> a notamment servi à accompagner la population victime de la fermeture des Ateliers plutôt qu'au projet des Capucins. Les témoignages du passé permettent alors d'apaiser les résistances et faciliter l'adhésion des populations au projet urbain. D'un autre côté, ils confortent la candidature de la ville au label Ville d'art et d'histoire et n'ont pas freiné leur propre récupération par la ville soumise à ses impératifs de compétitivité.

77. Conventions industrielles de formation par la recherche, financées par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et gérées par l'Association nationale de recherche et de technologie.

78. Céline Angot, *Gestes accomplis et paroles ouvrières : approche anthropologique du travail au plateau des Capucins à l'arsenal de Brest : culture ouvrière et savoir-faire entre mutations et patrimonialisation*, Sous la direction de Jean-François Simon et soutenue le 19-12-2013 à Brest, dans le cadre de École doctorale Sciences humaines et sociales (Rennes), en partenariat avec Centre de recherche bretonne et celtique (laboratoire).



Le label national «ville-internet» est symbolisé par un panneau de @ à @@@@ à afficher en entrée de ville et dans les supports de communication. Cela permet à la collectivité locale, d'évaluer, de montrer et de faire reconnaître la mise en oeuvre d'un Internet local citoyen à la disposition de chacun dans l'intérêt général. Brest est considérée comme «ville pionnière» depuis 1997. Elle a ainsi «gagné» ses 4 @ en 2001. En 2005, on n'en comptait plus que 3. Depuis, Brest n'apparaît plus...

Source: capture écran - aout 2016.

### a. Brest, ville-internet

Les espaces d'écriture collaborative (wikis) sont très nombreux à Brest. Sans prétendre à l'exclusivité brestoise, la mise en réseau - sur internet - du tissu associatif rend compte de la diversité et de la richesse des sites qui deviennent de véritables plateformes participatives. On l'a vu, initialement, ces dispositifs ont suivi une logique de communication descendante. Pourtant, la ville de Brest est reconnue comme l'une des pionnières à faire du numérique un levier de développement des territoires, de démocratie et de lien social. En effet, Brest est une des premières villes de France qui a permis l'accès à Internet à tous les habitants qui le désiraient.

*[...] la Ville a choisi de procéder par une implication forte des citoyens pour développer des solutions locales, endogènes. Ce choix a été facilité par le fait que la population est traditionnellement engagée dans des modes coopératifs et associatifs (les Bretons ont été précurseurs de la mutualité agricole). La mobilisation suite aux marées noires, a montré l'aptitude à se regrouper autour de causes collectives. Les Bretons, enfin, ont un attachement fort à l'éducation.<sup>79</sup>*

C'est en 1996, sous l'impulsion de Michel Briand, le maire adjoint de l'époque en charge de la démocratie participative, de la citoyenneté et des nouvelles technologies de l'information, que l'accès à internet est devenu affaire publique. Ce dernier souhaitait équiper des espaces et des acteurs de quartiers (centres sociaux, maisons pour tous, bibliothèques, associations) en ordinateur avec accès à internet dans le but de lier démocratie participative, citoyenneté et nouvelles technologies. Il a ainsi lancé le programme des PAPI: Points d'Accès Publics à Internet. Ils sont au nombre de 110 aujourd'hui et maillent le territoire du Pays de Brest. Des formations et cours d'informatique y sont organisés. Chaque nouvelle plateforme numérique est ainsi hébergée par Infini (Internet Finistère). Cet hébergeur du net est tenu par une association brestoise qui promeut un usage non-commercial ou coopératif d'Internet. Aujourd'hui, plus d'une centaine de sites associatifs sont hébergés par infini.fr.

Parmi eux, Wiki-Brest. Le site collaboratif fut lancé en 2006. Il comporte maintenant un atlas, des carnets sur le patrimoine du Pays de Brest, qui sont alimentés et enrichis par la population. Si wikipédia a souvent participé à l'invisibilité des wikis comme outils collaboratifs publics, les wiki-territoriaux existent dans le monde entier. L'Allemagne et les États-Unis représentent peut-être les leaders au regard de leur nombre et de leur activité (nombre d'articles parus et nombre d'abonnés depuis l'année de création<sup>80</sup>). Brest se positionne au 27<sup>ème</sup> rang mondial, 2<sup>ème</sup> rang français après Strasbourg selon le tableau proposé par

79. Thanh Nghiem, *Brest, une ville apprenante - La mutation d'une ville-port militaire, Les annales de la recherche urbaine*, n°101, novembre 2007, pp. 134-137

80. Page wikipédia sur le wiki territorial. URL: [https://fr.wikipedia.org/wiki/Wiki\\_territorial](https://fr.wikipedia.org/wiki/Wiki_territorial)

wikipédia. Cependant, il est important de préciser que tous les wikis couvrant un territoire donné ne sont pas nécessairement des initiatives publiques, c'est-à-dire de la municipalité elle-même ou soutenue par la collectivité comme un Conseil Régional comme c'est le cas pour Brest. De plus, sur les 35 wikis qui ont été créés en France, une vingtaine sont encore accessibles. Seuls 5 d'entre eux avec Wiki-Brest ont des mises à jour régulières venant de contributeurs divers : Wiki-Pas de Calais, Wiki-Rennes, Wiki-Anjou, Wiki-Niort, Wiki-Manche.

Wiki-Brest est depuis ses débuts animé par le service Internet et expression multimédia de la Ville de Brest, porté par le Pays de Brest et soutenu financièrement par la Région Bretagne. Archi-Strasbourg s'est quant à lui développé à partir d'un projet uniquement bénévole dans le but d'inventorier l'ensemble des bâtiments et lieux de la ville. Le site existe d'ailleurs depuis 2003 mais n'est modifiable sous forme de wiki que depuis 2008, son nom s'est transformé en «Archi-wiki, tous architectes»<sup>81</sup>. Comme ce nouveau titre le suggère, le wiki de Strasbourg a vocation de faire connaître les bâtiments et lieux urbains auprès des élus et institutions, des médias et du grand public, en s'appuyant sur le site. Celui de Brest est beaucoup plus riche en ce qui concerne les thématiques abordées. Bien que le domaine des «Lieux et Monuments» concentre un grand nombre de publications, le sous-titre de Wiki-Brest - site collaboratif du patrimoine et du vivre ensemble à Brest et au Pays de Brest - suggère l'importance d'un autre objectif, autre que celui de révéler une mémoire collective passée: partager et favoriser un «vivre ensemble» contemporain. «Vie locale et services», «associations et personnes», «événements», «patrimoine vivant» accompagnent ainsi le premier domaine sur la page d'accueil et permettent à la métropole de diffuser et rassembler autour de projets présents et à venir.

Une grande collecte des mémoires avait notamment eu lieu en 2012 afin de réunir photos et récits sur le passé des Capucins. Organisée par Céline Angot, cette récolte était venue nourrir les carnets en ligne du Wiki-Brest, dans le but de préserver la «culture arsenal» et de la diffuser de manière démocratique et ouverte.

En parallèle et en vue de générer un dynamisme autour des PAPI, Michel Briand avait mis en place un appel à projet annuel. Portés par des associations et des équipes de quartier, parfois des individus, les lauréats (une quarantaine par an) sont ainsi accompagnés et reçoivent la somme de 2000 euros par projet en moyenne. Le concours s'appelle aujourd'hui «Appel à Projets Multimédia 2016» mais le règlement initial n'a jamais été remis en cause. Bien que tournées autour de l'immatériel et des relations numériques, ces démarches ont donné lieu à des concrétisations de réseaux et la mise en contact inédite de groupes de personnes. Par exemple des jeunes turbulents, en échec, ont appris à des personnes âgées à se servir d'Internet. De plus, toutes les associations du Pays de Brest peuvent ouvrir et animer par elles-mêmes leurs propres sites de publications. L'initiative voulait donner aux individus l'envie, les moyens et la confiance en soi pour publier sur Internet des choses qui leur importaient et par-là, affirmer une confiance personnelle, la clé du succès, selon Michel Briand, pour une insertion et un lien social idéal.

Vingt ans plus tard, les PAPI continuent d'évoluer. Certains se sont transformés en de véritables *fablabs*<sup>82</sup> avec le projet PAPI-Fab qui vise depuis 2015 à soutenir les PAPI désireux de faire découvrir de nouveaux usages auprès de leurs publics en les équipant de matériels (type imprimante 3D, Kit Arduino, découpeuse vinyle...).

On l'a vu le savoir-faire autour des hautes-technologies n'est pas une dynamique exogène à la présence de la Défense à Brest, au contraire. De ce fait, et par le soutien des élus, le nombre de tiers-lieux et d'espaces de co-working, à l'image des PAPI-fab, augmente inéluctablement. Selon, Patrick Giroud, la maison et les endroits de vie constituent les « premiers-lieux ». Les « second-lieux » sont les places de travail où les individus passent le plus clair de leur temps. Les « tiers-lieux » représentent pour leur part des points d'ancrage de la vie communautaire qui favorisent des échanges plus larges et plus créatifs au niveau local et permettent ainsi d'entretenir la sociabilité urbaine. Ces lieux ne sont pas les espaces publics habituels (aéroports, gares, parcs) qui voient passer une foule hétérogène. Ce sont des endroits plus localisés et dont l'espace, favorisant les liens et les échanges, a été accaparé par les individus.<sup>83</sup>

Les espaces de co-working sont des tiers-lieux destinés aux travailleurs nomades et aux entrepreneurs en quête d'un bureau occasionnel ou d'un lieu de rencontre. La cantine numérique de Brest, créée en 2013, va « naturellement » prendre place dans le futur projet des Ateliers. La « cantine numérique » (nom déposé) fournit un plus par rapport aux espaces de co-working classiques, car il y a un encadrement pour la création de rencontres, conférences, événements privés, etc., qui dynamise le lieu et y attire d'autant plus les jeunes entreprises. Son nom à Brest, An Daol Vras - La Grande Tablee, fut donné en souvenir des grandes tables qui réunissaient tous les travailleurs d'une même ferme, patrons, chefs de culture et ouvriers agricoles.

Si Thanh Nghiem, présidente fondatrice de l'Institut Angenius qui a développé pour la DIACT<sup>84</sup>, le concept de TICA<sup>85</sup>, insistait sur la mobilisation historique des Bretons dans la vie collective, la culture arsenal et notamment la force syndicale ouvrière induisant une solidarité et un engagement public d'autant plus marqué à Brest que partout en Bretagne.

## b. «Vivre la rue»

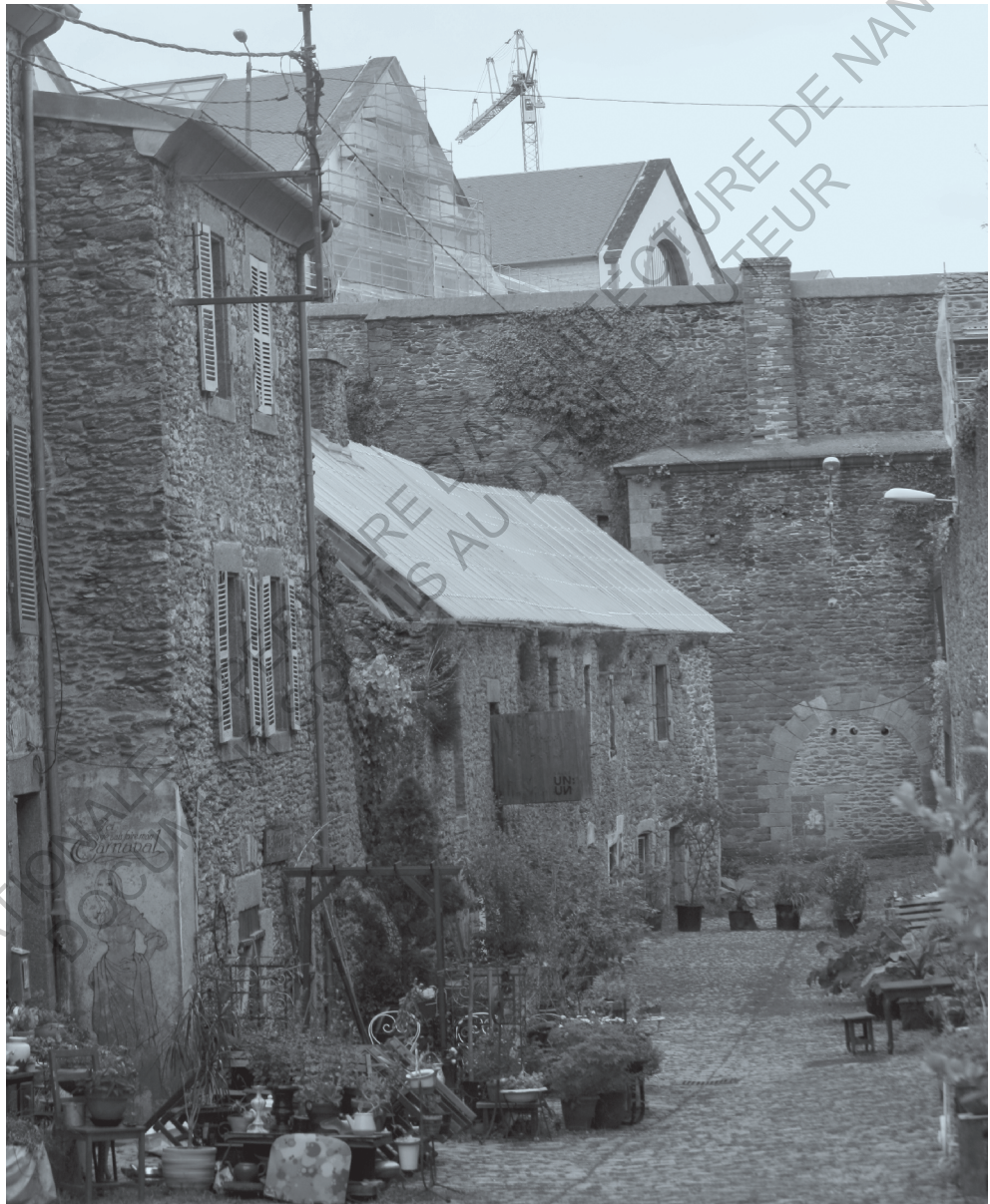
On retrouve à Brest de nombreuses plateformes citoyennes, en ligne ou réelles, à l'initiative de la ville ou non. Beaucoup permettent de mettre en valeur le patrimoine local, et de diffuser de manière horizontale et égalitaire la culture

82. *Un Fablab (contraction de l'anglais fabrication laboratory, «laboratoire de fabrication») est un lieu ouvert au public où il est mis à sa disposition toutes sortes d'outils, notamment des machines-outils pilotées par ordinateur, pour la conception et la réalisation d'objets.*

83. *Patrick Genoud et Alexis Moeckli, Les tiers-lieux, espaces d'émergence et de créativité, Revue économique et sociale, Lausanne, 2010.*

84. *Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires*

85. *Territoires Intelligents et Communautés Apprenantes*



Aux pieds du chantier de la ZAC et des Ateliers des Capucins se trouve la Rue Saint Malo, plus ancienne rue de la ville. L'association Vivre la rue fait naître et vivre des lieux de rencontre et d'échanges pour tous en organisant de nombreuses manifestations culturelles comme des concerts, des spectacles, des journées du patrimoine, des chantiers de rénovations, etc... On voit notamment la passerelle réalisée par le collectif ETC en 2012, sorti de l'encadrement de fenêtre à l'étage de la salle de théâtre.

à Brest. Cette volonté de concilier accessibilité et réhabilitation du patrimoine militaire est la consigne symbolique de l'association Vivre la rue. Mireille Cann, militante brestoïse de longue date, décide en 1990, avec l'accord du maire Pierre Maille, d'installer son association à la rue Saint-Malo<sup>86</sup>. Ce déménagement fait suite à leur expulsion du boulevard Sébastopol où le local avait été détruit pour faire place à un nouveau projet immobilier. À ce moment, le chantier est alors énorme: «pas d'eau, pas d'électricité, pas de sanitaires, toitures disparues...», tout est à refaire. Réhabiliter le site pour en faire un lieu de création, de convivialité, de partages et d'actions culturelles est le vœu de la présidente depuis les débuts.

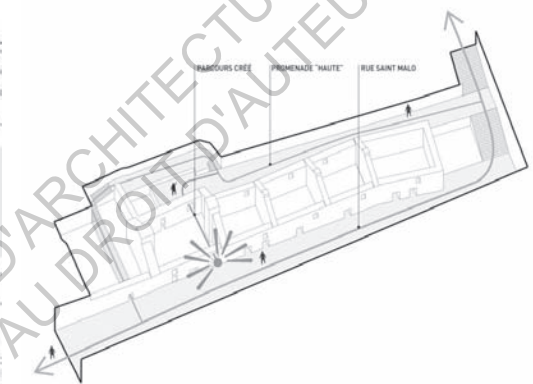
La rue Saint-Malo est un des symboles de Recouvrance, tant par son histoire que par sa forme. Au XIX<sup>ème</sup> siècle elle était un lieu particulièrement prisé des marins et des ouvriers de l'arsenal, surtout du plateau, et cela malgré sa transformation en impasse depuis la construction de la levée de Pontaniou et de la prison. Ces travaux, auxquels viennent s'ajouter ceux de l'élargissement des quais, la mise en chantier d'un nouveau bassin et l'achèvement de la clôture de l'arsenal, provoquèrent la marginalisation, non pas uniquement de la Rue Saint Malo, mais de tout le quartier de Recouvrance. Ici, les loyers étaient les plus bas de toute la ville et les familles s'entassaient dans les maisons vétustes. Les bombardements ont miraculeusement épargné les 100 derniers mètres de la rue marquant une division encore plus visible entre le haut et le bas de la rue. Plutôt que de préserver ou réhabiliter cet endroit, la rue devient progressivement la décharge des habitants du quartier et un squat occupé par les plus démunis. Le dernier habitant, Sentik Le Meur, quitte le numéro 17 en 1987<sup>87</sup>.

Cette impasse est donc partie intégrante d'un certain mythe brestoïse. En elle se rejoignent les souvenirs de l'arsenal de Choquet de Lindu, le calvaire des femmes repenties du Refuge Royal, la misère des ouvriers, la sueur des artisans, les chants de marins et les cris des enfants... et plus honteusement l'occupation allemande.

Atteindre cet endroit n'est pas chose facile, tellement il se retrouve enfoncé en rapport des autres rues. L'arrivée au bout de l'impasse «rue de Saint Malo» se fait depuis les Ateliers et le bâtiment aux lions, par un enchevêtrement de marches dont la finalité n'est visible qu'au dernier pas. L'autre chemin, depuis le pont de l'harteloire, se fait par une pente rapide longeant un premier mur qui cache un lavoir encore utilisé - celui des sœurs de l'ancien couvent des Capucins. La rue de Saint Malo, commence ici, en haut. Les habitations hétéroclites, les unes récentes, les autres sans âge, n'invitent pas particulièrement le passant à descendre. Elle aboutit sur un haut mur gardant un portail fermé en raison de terrain militaire. Mais si l'on prolonge son regard on aperçoit des ruines décorées et entretenues, ainsi que des petits et grands pots fleuris accompagnés d'objets tout autant disparates - chaise rouillée, tableau écorché, arrosoir percé, tables bancales... Ce décors est celui de Vivre la rue. Cachée par la topographie, éclipsée par les bâtiments historiques de la Marine, ce n'est ni un accès immédiat ni une visibilité remarquable qui ont fait de la Rue Saint Malo un lieu exceptionnel et dynamique.

86. *La plaque de la rue indique «Rue de Saint Malo» mais la pratique orale est venue dépasser l'écrit officiel. Aucun habitué n'emploie la préposition.*

87. *Adrien Letzelter, La patrimonialisation d'un site urbain par une association: Le cas de la rue Saint-Malo à Brest, mémoire de fin d'étude de master 2 professionnalisant, développement de projets en tourisme culturel, sous la direction de Camille Mazé et Jean-François Simon, UBO, Brest, 2012.*



Situation de la rue de Saint Malo. Le projet du collectif ETC avec sa passerelle passant au dessus de la salle de théâtre et connectant la rue Saint Malo et la promenade haute.

Source: <http://www.collectifetc.com/realisation/la-salle-unun/>



Mireille Cann y organise des fêtes, soit au hasard d'une opportunité, soit sur un thème saisonnier. Chaque manifestation est gratuite. Elles attirent tout autant les habitants du quartier que les Brestois en général. Aujourd'hui, deux maisons sont habitées en permanence et l'association possède ses locaux au numéro 17. Son énergie qui semble immortelle s'entretient également par de nombreux chantiers qui font appel à des bénévoles et collaborateurs du monde entier. Des toitures ont été construites sur deux maisons par exemple, consolidation des murs et mise en sécurité du site sont également nécessaires pour combattre une fermeture des lieux par les politiques qui souhaiteraient se déresponsabiliser en cas d'effondrement.

Du 14 au 21 mai 2012, dans le cadre de leur «Détour de France», le Collectif Etc<sup>88</sup> a été invité par l'association Vivre la rue à réaliser un chantier ouvert à Brest. Leur intervention s'est concrétisée par la construction d'une passerelle piétonne en bois qui vient se connecter à la promenade haute sécurisée, passe dans les ouvertures de la maison n°11 pour se terminer en balcon sur la rue. La scène, en dessous, permet des représentations théâtrales. La passerelle accueille le public désirant voir le spectacle à 3 mètres de haut. Le balcon quant à lui laisse aux acteurs et musiciens la possibilité de s'exprimer en contact direct avec les passants de la rue. Les débats publics et le cinéma en extérieur trouvent aussi leur place avec l'écran de projection.

La commune de Brest avait subventionné le projet. Mais les travaux des Capucins à quelques dizaines de mètres représentent en effet une grande menace constructive, avec notamment l'excavation gigantesque du futur parking souterrain. En 2014, l'association déplore le «kilomètre d'états obstrue dorénavant les terrasses et le parcours passant par la venelle et les jardins qui redeviennent, une nouvelle fois, impraticables et interdits au public». D'après les articles publiés sur leur site, des alternatives existent et, la ville pourrait s'impliquer d'avantage dans un plan de sauvegarde et de préservation des ouvrages au lieu de condamner les lieux en attendant que tout s'écroule. Malgré les nombreuses initiatives de la ville de Brest pour valoriser l'intégration de la population dans le processus créatif et culturel, cette aventure sociale représente, d'après les bénévoles, une lutte quotidienne au profit d'un patrimoine bâti, culturel et artistique. Cet exemple souligne les richesses qu'une friche peut apporter dans un processus de patrimonialisation faite par une association. Elle dénonce tout autant les difficultés que cette dernière rencontre pour exister dans un système de faire la ville qui suit une logique verticale et hiérarchique. Les différents acteurs de l'aménagement urbain y interviennent dans des temps et des espaces déterminés et figés.

*La Rue Saint Malo a obtenu, grâce à Vivre la rue, une renommée mondiale pour sa singularité, mais ce combat d'un quart de siècle pour contrer la destruction programmée de cette ruelle pavée authentique des XVIII<sup>ème</sup> et XIX<sup>ème</sup> siècles, la faire connaître, reconnaître comme patrimoine populaire, la reconstruire, l'aménager, l'entretenir et l'animer reste un engagement éprouvant qu'il faut constamment renouveler!*<sup>89</sup>

88. Le Collectif Etc est une association loi 1901 déposée depuis janvier 2011. Le collectif est composé d'un collège solidaire de neuf architectes salariés permanents ainsi que d'une vingtaine de collaborateurs réguliers. La structure expérimente des modes d'autogestion et tente de démontrer l'intérêt d'un fonctionnement démocratique horizontal.

89. <http://www.vivrealarue.net/travaux/travaux.html>



Le cabaret Vauban, contrairement à ce que son nom suggère, n'est pas un lieu du XVI<sup>ème</sup> siècle réhabilité pour accueillir des événements «underground» musicaux. Il est pourtant devenu le lieu incontournable. En attendant de partager la scène musicale brestoïse avec La Carène en 2005, le petit Hôtel-Restaurant «espace Vauban» a assuré la jonction en réhabilitant sa vieille piste de bal au sous-sol. «Un véritable hôtel du rock où on n'est pas à l'abri de croiser Miossec.»

### c. Le culte brestois de la « loose »

*« Le gris, l'aspect détruit de la ville, son côté prolo avec l'arsenal militaire qui embauchait toute la ville, ça faisait Liverpool, il y avait ce sentiment d'être pareil que les rockeurs anglais. »<sup>90</sup>*

Les chants de marins ont toujours habité Brest. La vie publique de la ville se trouvait sûrement plus dans les 600 bars dans les années 60<sup>91</sup> que dans les rues. Chaque commerce, ou presque, avait son bar attenant et on en trouvait à tous les coins de rues. Aujourd'hui, il en reste 143 selon l'Insee<sup>92</sup>. Si l'alcool jouait un rôle prédominant dans les relations entre les différents groupes d'individus, autant les habitants que navigateurs en escale, la musique reste un véritable indicateur de l'état d'esprit d'une ville, s'il existe. Brest a toujours cultivé une certaine idée de la fête. En tant que ville-portuaire les occasions ne manquent pas: le retour des marins, le lancement d'un navire, les grandes découvertes... La culture musicale locale s'est ainsi fabriquée en détaché par rapport à celle du pays français et même breton. «La musique bretonne, ils s'en foutaient. Ce que les locaux voulaient, c'était danser. Entre les bordels et les cabarets, ça y allait!»<sup>93</sup>

Pour Olivier Polard, auteur de «40 ans de rock à Brest», le quotidien brestois a forgé et continue de construire un style de musique à part entière, comme le reflet d'un état d'esprit brestois. Pour lui, le chanteur emblématique de la ville est sans aucun doute Miossec, à qui l'on vient «estampiller l'attribut de chanteur brestois» comme si «ce qualificatif suffisait à définir le genre musical de l'écorché mélancolique, du sale gosse romantique».

L'article écrit par Jeanne La Prairie pour la revue en ligne Sourdoreille, fait état de seulement deux artistes ayant diffusé leur musique au-delà des frontières brestoises: Miossec dont le premier groupe brestois dans les années 80 s'appelait Printemps Noir et bien-sûr Matmatah. L'album La Ouache de ces derniers s'est vendu à plus d'un million d'exemplaires durant l'été 1998, concurrençant avec les rockeurs parisiens et Noir Désir. Depuis, la scène brestoise ne s'est pas éteinte mais peu d'artistes arrivent à exporter leur succès.

Premièrement, Brest a souffert d'un manque criant de lieux pour jouer, progresser et se faire connaître. Cafés-concerts et pubs-rocks ont disparu un à un après les lois Royal et Voynet sur le bruit, les arrêtés préfectoraux, l'interdiction de fumer dans les lieux publics, et la hausse du prix de la bière. La consommation d'alcool s'est tout juste déplacée jusque dans les appartements comme le montre les statistiques: en 1960, la moitié de l'alcool vendu en France était servie dans des

90. Paroles d'Olivier Polard citées par Jeanne La Prairie, Brest - états d'âme, revue en ligne Sourdoreille, publié le 20.04.2015. URL: <http://sourdoreille.net/brest-etat-dame/>

91. «Faut pas oublier que dans les 60's il y avait 600 bars dans la ville!» Parole d'Olivier Polard in *idem*.

92. Chiffre relevé du fichier Insee «Démographie des entreprises et des établissements» cité dans Vincent Lastennet, Débits de boisson - La Bretagne placée mais pas gagnante, Le télégramme en ligne, publié le 17 juin 2015. URL: <http://www.letelegramme.fr/bretagne/debits-de-boisson-la-bretagne-jamais-gagnante-toujours-placee-17-06-2015-10670528.php>

93. Paroles d'Olivier Polard citées par Jeanne La Prairie, Brest - états d'âme, revue en ligne Sourdoreille, publié le 20.04.2015. URL: <http://sourdoreille.net/brest-etat-dame/>



Michel Quéré, l'architecte brestois qui a conçu la réhabilitation du cinéma Mac Orlan en salle de spectacles, a choisi de conserver l'enveloppe extérieure du bâtiment dessiné dans les années 50 par Michel Ouchakoff. La vague qui vient au dessus traduit une réhausse nécessaire pour les équipements techniques.

bars; en 2015, ce n'était plus que 10%<sup>94</sup>. Pour ce qui est des musiciens, il était pour eux plus difficile de faire entendre leur talent dans les appartements...

Alors que le Quartz affirmait sa position au niveau national en tant que salle de spectacles, notamment de théâtre, le petit hôtel-restaurant Le Vauban en face, avec sa vieille piste de bal au sous-sol, est vite devenu le lieu incontournable pour les concerts. A quelques pas de la gare, le lieu est toujours mythique et programme encore de nombreux événements allant du plus léger au plus sensuel, du bal des seniors au set de techno, en passant par des concerts intimistes de jazz ou de musique bretonne. Les artistes locaux ont toujours leur priorité dans la programmation et comme le précise Jeanne La Prairie, Le Vauban est «un véritable hôtel du rock où on n'est pas à l'abri de croiser Miossec».

La Carène est finalement venu pallier le manque d'infrastructures. Construit en 2007, elle est «la salle des musiques actuelles de Brest métropole». Ses deux salles de concert, le Club de 350 places et la Grande Salle de 1300 places, ses 6 studios de répétition et son centre «info-ressources» en font un équipement unique à Brest bien-sûr mais également en Bretagne, devançant ceux de Rennes qui n'hybrident pas la création et la diffusion. Le Mac Orlan est également venu compléter la liste des installations métropolitaines en 2011. Le Quartz, La Carène et le Mac Orlan sont à l'heure actuelle les trois lieux de diffusion de la culture artistique à Brest et porte à la ville un rayonnement national voire encore plus loin. Malgré une volonté d'adaptation et d'hybridation programmatique, chacun possède ses spécificités, la musique pour la Carène, le théâtre et autres spectacles vivants pour le Quartz, la danse pour le Mac Orlan.

Leur disposition dans la ville révèle les intentions politiques d'élargir le centre ville au port de commerce, en contre-bas, et à Recouvrance, de l'autre côté de la Penfeld. Le Quartz, situé entre la mairie et la gare, fut le premier élément construit en 1988 suite à l'incendie qui avait détruit le Palais des Arts et de la Culture prévu par la Reconstruction au même endroit. Le deuxième, dont le nom évoque la construction navale<sup>95</sup>, vient conforter les aménagements de la nouvelle ZAC du port de commerce et renforce l'idée de faire du port la continuité du centre ville. L'unique ligne de bus qui dessert l'espace maritime ne va d'ailleurs guère plus loin que la Carène. Après avoir été pendant longtemps le cinéma de la Rive Droite, le Mac Orlan a été entièrement rénové pour accueillir les spectacles de danse, théâtre, musique, cinéma, et de proposer des conférences et des expositions. Situé dans le prolongement du pont de Recouvrance, et donc de la rue principale de Brest, le bâtiment est directement relié au centre ville par le tram. Il s'inscrit dans le projet plus vaste de réhabilitation du quartier grâce à l'opération d'amélioration de l'habitat, l'arrivée du tram et l'aménagement du plateau des Capucins. Mais en attendant l'ouverture du «Grand espace public central» des Ateliers, le Mac Orlan constitue le seul équipement culturel de la rive droite. Le parc des Expositions et Brest Arena se trouvent plus à l'ouest, sur l'ancien site militaire du Polygone. Si les contours des centres villes ne sont jamais véritablement tracés, il existe à Brest un «manager de centre ville de Brest métropole» dont le périmètre d'action

94. <http://www.bretagne-bretons.fr/moins-de-bistrots-plus-de-bitures/>

95. Carèner signifie réparer la carène d'un bateau qui correspond à la partie immergée de sa loque.

s'étend de la Place de Strasbourg au bas de la rue de Siam en incluant le port. L'autre côté du pont de Recouvrance n'est donc pas, ou pas encore, concerné par l'intitulé «centre ville». L'attractivité et l'accessibilité données au futur quartier des Capucins remettront certainement en question ce périmètre dont la compréhension reste aléatoire. Ces centres culturels reflètent également la place voulue et laissée à l'implication citoyenne à Brest. Chaque infrastructure soutient et met à disposition de nombreux outils et espaces pour les artistes et les associations locales, ainsi que les groupes scolaires. La notoriété et l'ouverture métropolitaine que chaque établissement développe dans son domaine permettent d'offrir un certain rayonnement aux amateurs grâce notamment à la mise en contact avec le secteur professionnel. La diversité et richesse des programmations, ainsi que les tarifs intéressants résultent d'une volonté commune de rendre accessible à tous la culture.

Malgré tout, Brest continue de souffrir de son isolement et de son climat. Pour reprendre l'article de Jeanne La Prairie, cette souffrance n'est pas uniquement négative. Bien-sûr, la situation géographique de la ville, loin des centres de décision culturels, a freiné la progression des groupes musicaux. Mais, tel un désenchantement assumé, ce recul a forgé une identité et surtout une réputation «je-m'en-foutiste». Olivier Polard précise ainsi que:

*« Souvent, les zicos brestoïses se sentaient snobés par les Rennais qui les prenaient pour des ploucs. Du coup ils réagissaient un peu mal, du genre : « OK, on est la ville prolo du bout du monde et on vous emmerde tous. »*

Yannick Martin, programmateur de le Carène confirme:

*« Par rapport aux autres villes de l'Ouest, comme Rennes et Nantes, Brest a toujours été une ville de losers, c'est une notion qu'on retrouve pas mal ici. Il y a ce truc désabusé : c'est la loose à Brest et on la cultive. Comme si on en était fiers, fiers d'être les indestructibles Bretons du fond là-bas. »*

Plus loin, le co-fondateur et programmateur du festival de musique électronique Astropolis, Gildas Rioualen vient compléter le discours:

*« En fait, les Brestoïses sont des irréductibles Gaulois. Avec Astro, depuis que nous organisons des soirées (1992), nous gardons la même identité malgré les nouvelles tendances et phénomènes de mode: une programmation qui nous plaît, la plus variée possible et qui rassemble toutes les écoles et toutes les générations de l'électro (house, techno, hardcore, bass, ambient...) [...] La scène est discrète mais c'est aussi ce qui en fait son charme. »*

Et lorsqu'on pose la question d'une éventuelle délocalisation de l'événement en

raison de sa renommée<sup>96</sup>, il répond tout simplement:

*« Jamais. On est fiers d'être Brestois et de mettre en avant notre ville. C'est vrai qu'on est à la pointe du Finistère, au terminus, qu'il pleut souvent, que la ville n'est pas la plus glamour... »*

«Montrer Brest autrement», «sous un autre visage», ces paroles traduisent cette volonté de révéler la ville, de lui apporter une nouvelle légitimité face aux autres métropoles qui la «snobent». Extraites des discours des personnalités de la musique brestoïse, elles pourraient tout à fait correspondre avec celles des élus locaux et ceux de la métropole océane.

Pourtant, malgré une certaine variation de cette culture et idéologie punk-rock des années 80, les acteurs de la vie culturelle brestoïse<sup>97</sup> semblent s'accorder sur une certaine permanence d'un esprit nihiliste, d'un refus de l'idéal culturel collectif. «L'esprit prolo» n'a finalement pas disparu en même temps que les ouvriers de l'arsenal, son héritage évolue entre les revendications révolutionnaires et le désenchantement perpétuel qu'on vient négocier.

À l'image plus globale du phénomène de *hipster* ou du *bobo* parisien par exemple, la culture *underground* brestoïse est partie d'une volonté d'alternative au *mainstream*, aux habitudes culturelles largement relayées par les médias de masse. Elle se confronterait ensuite au risque d'un phagocyte par ces dernières en s'éloignant de la culture populaire qui l'a créée, en raison notamment de son potentiel *bankable*, de sa possible ré-appropriation à des fins économiques.

*« Les cafés concerts ne concentrent plus la sueur et le bruit, les fresques défraîchies et emblématiques de Paul Bloas disparaissent du port. Et pendant qu'on rase les friches, le web atténue l'exil des talents locaux. Brest [...] change, mais la toile de fond demeure toujours: les grues, elles, seront toujours là. »*

La journaliste avait commencé son article sur la singularité de la musique brestoïse avec le côté prolo historique de l'arsenal militaire et le conclut par cette toile de fond militaro-industrielle. Elle réalise par-là une belle métaphore, sûrement involontaire, sur une ville, son enclave militaire ou bien que sur le couple inséparable que ces deux entités forment. Si le patrimoine militaire semble disparaître, il reste avant tout vivant et continue d'évoluer au travers de ses transmissions, à l'initiative de la ville ou de ses habitants. En reformulant:

*L'arsenal militaire ne concentre plus la sueur et le bruit, les fumées noires et emblématiques des usines disparaissent du port. Et pendant qu'on rase les friches, le web atténue l'exil des alternatives citoyennes. Brest-arsenal change mais la toile de fond demeure toujours: les grues, elles, seront toujours là.*

96. Avec vingt-deux années d'existence, le festival se déroule depuis quelques éditions sur trois jours et invite les festivaliers à découvrir différents lieux de Brest: des concerts diurnes et nocturnes, en salle notamment à La Carène, en plein air face à la mer, à côté du château, place de la Liberté mais surtout dans la forêt et les ruines de Keroual.

97. Ceux de l'article *Sourdoreille Brest - états d'âme*, Olivier Polard, Yannick Martin, Gildas Rioualen.



Depuis le pont de l'Harteloire, les bateaux semblent inanimés, les hangars vides, la peinture défraîchie, même la rivière ne bouge pas... La rétrocession du fond Penfeld fut d'ailleurs de nouveau abordée lors de la dernière réunion du comité Penfeld en juillet 2016.



La singularité de Brest, on l'a vu en première partie, réside dans le rapport exceptionnel à l'histoire d'une ville doublement nouvelle en raison des conditions de construction et de reconstruction. Mais cette histoire, c'est également et surtout celle de l'arsenal. Gustave Flaubert l'écrivait en 1847:

*Du matin au soir, la musique militaire retentit sous vos fenêtres, les soldats passent dans les rues, repassent, vont, reviennent, manœuvrent; toujours le clairon sonne et la troupe marche au pas. Vous comprenez de suite que la vraie ville est l'arsenal, que l'autre ne vit que par lui, qu'il déborde sur elle. Sous toutes les formes, en tous lieux, à tous les coins, réapparaît l'administration, la discipline, la feuille de papier rayé, le cadre, la règle.<sup>98</sup>*

L'écrivain avouera tout de même, quelques lignes plus loin, qu'à des «heures inconnues», les portes des «joyeuses maisons» s'ouvrent et laissent paraître une vie loin des règles et des normes imposées par la «vraie ville». La réalité et l'essence des «filles de joie» se perdent. Tel un mythe, la prostitution chez Flaubert apparaît comme révélatrice d'une dégradation des relations humaines et affectives, où forçat et garde-chiourme se protègent et s'aident pour retrouver le quartier des matelots.

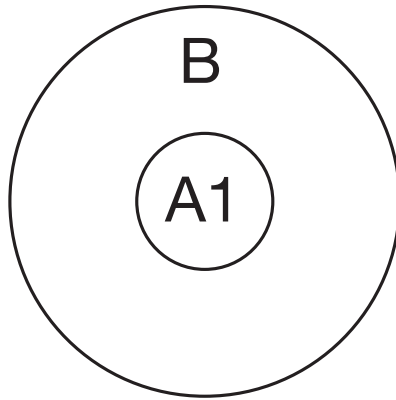
Aujourd'hui, les soldats ne passent plus. Avec les dispositifs mis en place récemment pour lutter contre le terrorisme, le port d'uniforme est même interdit en dehors de l'enceinte militaire brestoise. On n'entend plus que très rarement le clairon à Brest. Les fenêtres teintées du bar «Jardin d'Eden» à la porte de la Grande Rivière ou bien le café-restaurant «À l'abordage», porte Jean Bart, laissent une trace des pratiques rituelles, plus ou moins informelles, des militaires et ouvriers de l'arsenal.

Pour autant, l'arsenal n'appartient pas qu'au passé et il représente aujourd'hui bien plus qu'un simple employeur. Il a fortement contribué à l'apparition de nouveaux desseins pour la ville qui l'a souvent nié, notamment avec la volonté de créer de nouvelles forces d'attractivité. Mais là encore, qu'il s'agisse de l'enseignement supérieur ou des industries, le développement s'est avéré plus profitable pour les PME ou la collectivité locale lorsqu'il s'appuyait sur les savoirs-faire et l'expérience de la Marine Nationale. «Le pôle mer civil est issu du pôle mer militaire», rappelle Alain Boulaire<sup>99</sup>. La privatisation, le recul de l'état et les impératifs de compétitivité ont fortement contribué à ce rapprochement entre Brest et l'arsenal.

La présence de «donneurs d'ordres», dont certains répondent directement du ministère de la Défense ou de l'État, sur le territoire brestois contribue à éviter un déclin économique et démographique qui semble toucher la majorité des villes reconstruites françaises. Cette présence est directement due à l'activité encore forte de l'arsenal. Cette dernière a beaucoup évolué dans ces pratiques et donc dans l'image qu'elle renvoie au monde civil. À Brest, les grues semblent immobiles, la Penfeld, inerte. Seuls les mouvements coordonnés et quotidiens des voitures du

98. Gustave Flaubert, *Par les champs et par les grèves*, 1847, p. 239-240.

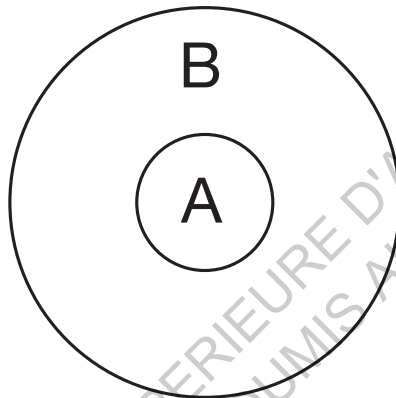
99. Alain Boulaire, Patrick Boureille, Geneviève Emon-Naudin, *L'arsenal de Brest, 4 siècles d'industrie navale*, Editions Palantines, p. 237.



*A1 = non-ville dans la ville B*

*≈ grande entreprise au centre ville  
A1 n'est pas ville mais appartient à B*

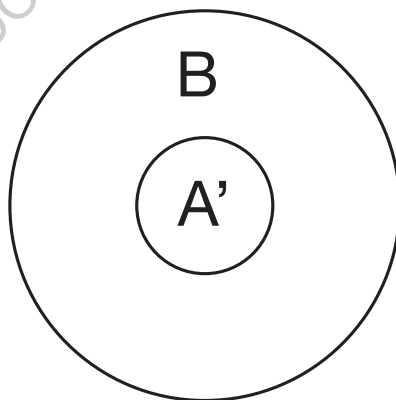
*et/ou ?*



*A = ville dans la ville B*

*(A est ville mais n'appartient pas à B)*

*et/ou ?*



*A' = fragment de ville B*

*A' est ville et appartient à B (≈ son centre historique)*

*A=arsenal; B=Brest*

personnel marquent une présence active à l'intérieur des murs militaires. Il faut les traverser et s'intéresser de plus près à la morphologie de cet espace pour finalement comprendre cette évolution, et relever les détails immuables. On pense par exemple ici à la mixité programmatique ou à l'esprit de solidarité qui n'exclut par une certaine ségrégation interne due à la hiérarchie militaire. Le statut d'ouvrier d'état, malgré les changements récents ils sont encore nombreux à Brest, est également toujours signe d'avantages et de confort en terme de salaire et de stabilité, statut protégé par les décrets des 26 février 1897, 1er avril 1920 et 8 janvier 1936.

Les qualités urbaines se retrouvent facilement dans la forme et la mobilité que les dizaines d'hectares à parcourir induisent. L'expérience de l'arsenal montre une similitude évidente entre une ville, dans son appellation classique, et l'arsenal. Ce parallèle est d'ailleurs repris dans le langage brestois («la ville dans la ville»). Une telle vision de l'arsenal renvoie aux difficultés d'appréhension de la notion d'espace public qui, à l'intérieur de l'enceinte militaire, sont identiques aux lieux de rencontres et d'échanges d'une ville classique. Cela remet en question et soulève la problématique de l'espace public comme espace politique et appropriable par les usagers. En réponse aux fluctuations que l'adjectif «public» induit, le philosophe Thierry Paquot préfère parler de «lieux urbains», comme les rues, les places et les parvis qui sont pour tous les citoyens, des autres lieux réservés à des publics (parcs et jardins, centres commerciaux et galeries marchandes, plages et sentiers de randonnée...). Existe-t-il des lieux urbains à l'arsenal? Malgré le règlement, la gestion et le contrôle individuel aux onze portes de l'enceinte militaire, des lieux d'échanges et de rencontres sont bel et bien présents, comme le stade de foot, la cafétéria, les quais...

L'autonomie dont fait preuve l'enclave militaire et les murs qui la protègent incitent d'ailleurs à penser que l'arsenal, s'il est ville, est indépendant de celle qui l'entoure. Pourtant, les rapports qu'entretiennent les militaires entre eux, sont les mêmes intra et extra-muros. Tout comme au sein d'autres corporations de métiers, ils forment une microsociété évoluant et aspirant aux mêmes choses. Mais l'échelle et le territoire induits ici sont singuliers au paysage social de Brest. L'esprit de l'arsenal, tel que le définit Thierry Paquot avec sa revue l'esprit des villes, voire applicable à l'ensemble de Brest. Cet esprit ressortirait du vécu et des imaginaires de chacun, tant les détenteurs de la carte de l'arsenal que les habitants ou touristes de Brest.

L'arsenal est à la fois, un espace qui révèle la géographie particulière de Brest, une population (civile et militaire) dont l'évolution est un indicateur de dynamisme, une activité économique, qui est à la fois un service destiné à l'ensemble des Brestois, et une mesure de la prospérité de la ville, enfin une histoire qui affirme une identité et des formes particulières de relation avec les autres territoires (BMO, Pays de Brest, Finistère, Bretagne, etc...). Selon Lionel Prigent, les questions relatives aux stratégies de développement de ces territoires reposent sur leurs caractéristiques et actifs propres, généralement non marchands, comme le patrimoine, le paysage ou les espaces naturels, traduits en pratiques marchandes (commerce, tourisme). Si l'activité actuelle de l'arsenal ne semble *a priori* pas concernée au regard justement de sa valeur marchande, elle impacte et concerne



Le pylône du téléphérique urbain se confond avec la structure de la grue militaire au premier plan. Le chantier des Ateliers surplombe le bâtiment de DCNS. Sur le flan gauche de la falaise, les cales de réparation et le fameux bâtiment aux lions qui coupe l'accès à la rade à la Rue Saint Malo derrière. Au loin, les tours de Queliverzan datant de la Reconstruction.

pourtant ces trois caractéristiques citées: patrimoine vivant et bâti, paysage social et économique sur fond d'esprit ouvrier et prolétaire, espaces naturels des vallons et de la rade. De plus, ce sont justement ces particularités qui servent aujourd'hui de leviers aux stratégies d'aménagement de la ville de Brest. Le projet des Capucins est bien-sûr le plus représentatif de cette réflexion, mais d'autres appropriations/réappropriations du territoire par les habitants passent également par la dimension patrimoniale. L'implication des habitants dans le processus de fabrique urbaine est fréquent à Brest. Les démarches à l'initiative des élus sont nombreuses. Ce qui marque une différence avec d'autres villes où la participation citoyenne est également mise en avant, c'est la part d'interventions spontanées. Le nombre de signatures pour la pétition de sauvegarde en 2015<sup>100</sup> et la mobilisation pour les chantiers volontaires rue de Saint Malo portés par l'association de Vivre la rue. En effet, les démarches intégrant la parole des usagers s'apparentent souvent à une justification de projets urbains, et inversement elle capte son potentiel mercatique lorsque les institutions s'intéressent aux mêmes espaces. La rue Saint Malo est encore une fois un bon exemple au vue de son apparition dans les documents du projet des Capucins et notamment dans le parcours d'interprétation initialement prévu. D'ailleurs, ce dernier est introuvable sur le site internet des Capucins et le centre d'interprétation est devenu le pôle d'interprétation; signe, selon Céline Angot<sup>101</sup>, de la reprise du projet par la ville à des fins essentiellement économiques au détriment de l'expérience sensible et de la transmission de la «culture arsenal». La production d'une nouvelle image pour la nouvelle métropole, est en effet la priorité. Le temps long mis en place pour la reconversion du site militaire est cependant louable en comparaison à des projets similaires tel que la réhabilitation d'un ancien site occupé par l'entreprise d'armement GIAT<sup>102</sup> et propriété du ministère de la Défense à Tarbes. L'ancien ministre des Hautes-Pyrénées publiait en 2010 un compte rendu comparatif des deux opérations en cours et déplorait le manque de plan guide qui a permis pour Brest d'avoir «une approche globale», et un projet «cohérent et ambitieux» tout en évoluant dans une certaine «transparence» et des coûts moindre.<sup>103</sup>

Entre singularités et tendances globales (labels patrimoniaux...), entre participation citoyenne («vision partagée») et image de communication, entre requalification et pratiques foncières, les charmes du projet des Capucins sont équivoques, ouverts à de nombreuses interprétations. Ce dernier reprend la croyance commune faisant de l'articulation patrimoine/tourisme/développement une promesse de croissance économique et de prospérité pour la population locale.

100. 1368 signataires en une semaine, chiffre donnée sur le site de vivre la rue: <http://www.vivrelarue.net/travaux/travaux.html>

101. Entretien réalisé au cours de l'année 2015 dans le cadre de ce mémoire.

102. L'état est actionnaire à 100% de cette entreprise.

103. Jean Glavany, *La vérité sur le quartier de l'Arsenal, La comparaison avec la ville de Brest.* <http://laverite-surlequartierdelarsenal.blogspot.fr/2010/11/iii-la-comparaison-avec-la-ville-de.html>





ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR



La culture et la «création» sont les domaines qu'ont choisi les politiques urbaines de Brest pour produire une nouvelle image de la ville. L'enjeu est clairement ici celui de l'identité de la ville, et de sa capacité à assumer le statut désormais revendiqué de pôle métropolitain. Au travers de cette troisième partie, nous viendrons questionner les processus et constructions identitaires, appuyés sur le contexte précis de la frontière entre l'arsenal et la ville. Les dynamiques liées à cet espace seront également explorées, à la fois de manière théorique, et en mettant l'accent sur des mises en perspective situationnelles.

Le ressenti et l'imaginaire, qu'ils émanent de la mémoire collective - de la culture - ou de la mémoire individuelle - du vécu - auront une place importante car ils influent sur la perception de l'espace et de sa représentation mentale.

*Une ville possède sa physionomie propre et unique, liée à l'époque de sa fondation, à son évolution, à la topographie du lieu dans laquelle elle s'insère, ainsi qu'aux traditions et caractéristiques architecturales et urbaines elles-mêmes liées aux usages, au climat, eux-mêmes rattachés à l'emplacement géographique. En somme, chaque combinaison est unique et dessine à chaque ville les contours qui lui sont propres. Chacune possède enfin ses édifices phares, ses matériaux et son atmosphère qui, en définitive, la caractérisent. Ce que nous voyons d'elle, ce que nous appréhendons d'elle est aussi la résultante d'une combinaison unique de notre ressenti, de notre savoir et de notre vécu.<sup>1</sup>*

Dans son analyse, Melissa Bellesi met en exergue la relation qu'entretiennent l'espace urbain et les individus au travers des représentations symboliques. Son article porte plus particulièrement sur la manière dont les symboles urbains sont influencés, appropriés et réappropriés par les individus et les collectifs. Il faut distinguer ici symbole et symbolique. Il sera ainsi question d'étudier la charge symbolique et sémiotique de la frontière militaire brestoise en tant que barrière physique, mais également immatérielle.

Nous tenterons en parallèle de définir les influences sur ce symbole urbain, qui en tant que tel, fait disparaître la fracture urbaine et place la frontière comme symbole vécu. Vécu quotidiennement par le personnel de l'arsenal et les habitants, mais également de façon plus ponctuelle par les touristes, et plus intellectuelle par les aménageurs ou chercheurs. Ce mémoire résulte en partie d'une expérience de réciprocité entre moi, étudiante en architecture et urbanisme, et un environnement; ainsi que les acteurs de ce dernier. Cet espace est d'ailleurs non-familier dans sa pratique mais fait échos à mon patrimoine personnel et notamment familial. Ce dernier volet ne constitue en rien une négation de mes compétences et pré-acquis de concepteur. En tant que réflexion sur la représentation d'un espace et de ses images, il était primordial de me situer par rapport à celle-ci et ainsi tolérer, voire rechercher, un décentrement de mon regard par rapport à un détail troublant, ici la frontière militaire et les pratiques urbaines qui en découlent.

1. Melissa Bellesi, *Culture et vécu: perception des symboles urbains sous influence*. *Revue Signes, discours et sociétés*, n°12, 2014

## LES MARQUEURS PHYSIQUES



UNE ENCLAVE EN VILLE



Photo: Auteure - 6 septembre 2016.



La falaise renferme le caractère palimpseste. Aujourd'hui fermé, le passage fut construit en 1930. Plus de soixante dix ans après la Libération, les vestiges de la guerre et de la vieille ville sont toujours visibles. Au hasard de quelques déambulations, une ville souterraine apparait et enclenche un nouvel imaginaire... Ici, au niveau de l'ancienne porte du barrage, au bas des Capucins, sous la ville reconstruite.

## TOPOGRAPHIE PRÉGNANTE

### a. Géomorphologie d'une ville palimpseste

La géomorphologie d'un territoire correspond au domaine de la géographie qui a pour objet d'étude la description et explication des formes du relief de la Terre. Dans le cas de Brest, ville à double niveau, il semble important de s'y intéresser, d'autant plus que cette variation topographique a historiquement induit différentes appropriations des hauteurs à des fins fonctionnelles et économiques. En première partie, on abordait justement les possibilités qu'ont pu permettre dès le XVI<sup>ème</sup> siècle, la configuration et la situation géographique de Brest, à l'embouchure de la Penfeld et protégée par la rade.

La morphologie littorale et sous-marine occupe une place importante dans l'évolution de Brest, opposant notamment les roches aux contours irréguliers et battus du milieu marin à celles, abritées et plus souples, de la rade et des rias<sup>2</sup>. Étrangement, une bonne part des formes sous-marines de la rade ont une origine non marine. La rade a d'abord été creusée à l'air libre. Il s'agit d'une cuvette hydrographique ennoyée. Les rivières de l'Élorn, de l'Aulne et de la Penfeld convergeaient historiquement vers le site actuel de Brest. Le creusement de la rade dépendait de trois facteurs: la nature et composition des roches, la tectonique et la variation des eaux de la mer et des océans<sup>3</sup>.

Un aber, (terme breton désignant ria) est encadré par des versants, il ne doit pas être confondu avec une embouchure. Dans certains cas on peut aussi parler d'estuaire. Grâce à leur situation abritée et de leur profondeur, les rias sont des lieux favorables pour servir de ports. Vient alors le premier constat: au centre de Brest ne coule pas une rivière, ni même un fleuve. Plus qu'une embouchure, c'est l'aber de la Penfeld. Représentatif de cette géomorphologie aussi bretonne que son étymologie<sup>4</sup>, cet estuaire qui débouche sur la Rade de Brest est soumis aux marées. Eau tantôt douce, eau tantôt salée. Une caractéristique forte des abers bretons, lorsqu'ils ne sont pas urbanisés, est le relief sculptural qui le borde.<sup>5</sup>

*« Palimpseste », n.m., du latin palimpsestus, du grec palimpsestos: Parchemin dont la première écriture, grattée ou lavée, a fait place à un nouveau texte ...*

*Brest est une «ville palimpseste», dont la Penfeld, en une coupe épaisse, révèle et magnifie les couches et les écritures successives. Ville antique, ville royale, ville moderne, ville actuelle, ville projetée... Ville détruite, ville remblayée, ville effacée, ville oubliée ... Patrimoine du futur.*

*La Penfeld est un livre ouvert sur l'histoire et le tonnerre de Brest, qui raconte qu'elle est une ville continuellement réécrite sur elle-même.<sup>6</sup>*

2. Baie formée par la partie inférieure de la vallée d'un fleuve côtier envahie, en partie ou en totalité, par la mer. [<https://fr.wikipedia.org/wiki/Aber>]

3. Garreau Jacques, *Structure et relief de la région de Brest, Norois*, n°108, Octobre-Décembre, 1980, p. 541-548

4. Mot celtique signifiant estuaire [<https://fr.wikipedia.org/wiki/Aber>]

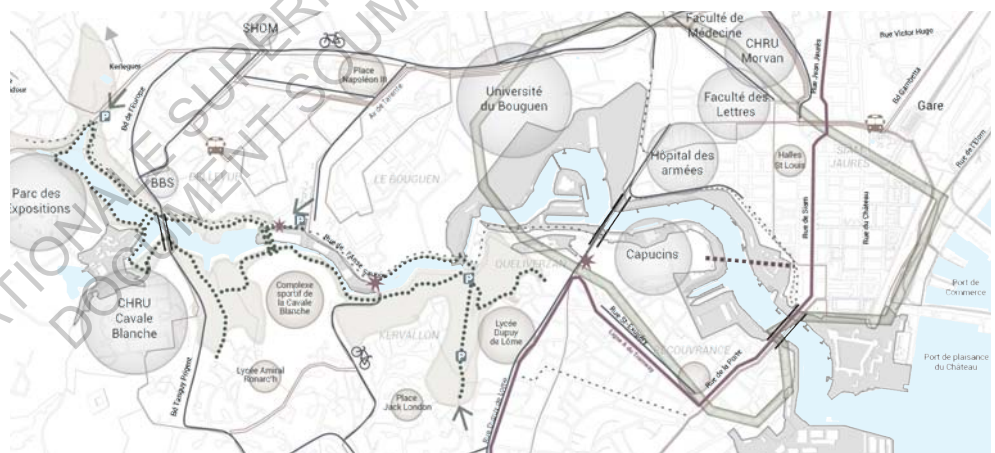
5. <http://utopiesmetropolitaines.org/brest-penfeld/ceci-est-un-aber/>

6. Ce texte, écrit par les étudiants de master du projet Utopies métropolitaines, accompagnait une partie de leur exposition photo. À retrouver sur: <http://utopiesmetropolitaines.org/brest-penfeld/ville-palimpseste/>



Le pont de la Villeneuve, reliant boulevard de l'Europe et le centre hospitalier universitaire de La Cavale-Blanche est emprunté chaque jour par des centaines d'automobilistes. En dessous la « passerelle des Pupilles » repose sur les piles de l'ancien « pont des Pupilles » qui amenait aux bâtiments militaires des orphelins et à l'école des mousles. Aujourd'hui le parc des rives de la Penfeld représente 15 hectares de plan d'eau qui ont été aménagés dans un seul but, la détente et les loisirs à deux pas de la ville.

Source: Auteure - 22 décembre 2016



Source : basé sur la carte des Espaces Verts et de l'Ecologie urbaine, SIG BMO, complété par le guide des Circuits pédestres sur la Communauté Urbaine de Brest avec vérification sur le terrain

La Penfeld constitue une barrière pour la pratique de Brest. L'étude de ses franchissements est donc primordiale dans l'aménagement de la ville. On en compte 5 aujourd'hui avec le téléphérique. Un intérêt particulier est également porté sur l'aménagement des rives en tant qu'espace naturel et patrimonial.

Source: Valorisation des modes actifs par, ADEUPa, schéma de référence Penfeld, décembre 2015

À Brest, les falaises ont conduit aux premières urbanisations, elles délimitaient, jusqu'à l'arrivée du téléphérique, le centre de la ville de ses faubourgs et des polders. En amont, le relief abrupt renferme de nombreux sentiers sauvages.

Ce sont elles qui révèlent le caractère palimpseste de la ville. Ses différentes strates se dévoilent et les vestiges se découvrent. Ces superpositions permettent de lire les épaisseurs de la ville telle qu'elle est, son passé malheureux (tunnels bouchés et infrastructures détruites lors de la guerre et des bombardements), son climat difficile (brume, pluies et vents), ses richesses cachées (ruines réenchantées, rives renaturées), etc... La couche XVIII<sup>ème</sup>, la couche XIX<sup>ème</sup>, la couche d'avant-guerre, la couche de la guerre et la couche de la reconstruction, autant d'accumulations qui s'offrent aux détours de la Penfeld. Elles produisent la ville des imaginaires, ceux des monstres marins et souterrains, des explorateurs en train fantôme... autant qu'elles protègent la ville militaire en ruine ou encore en activité.

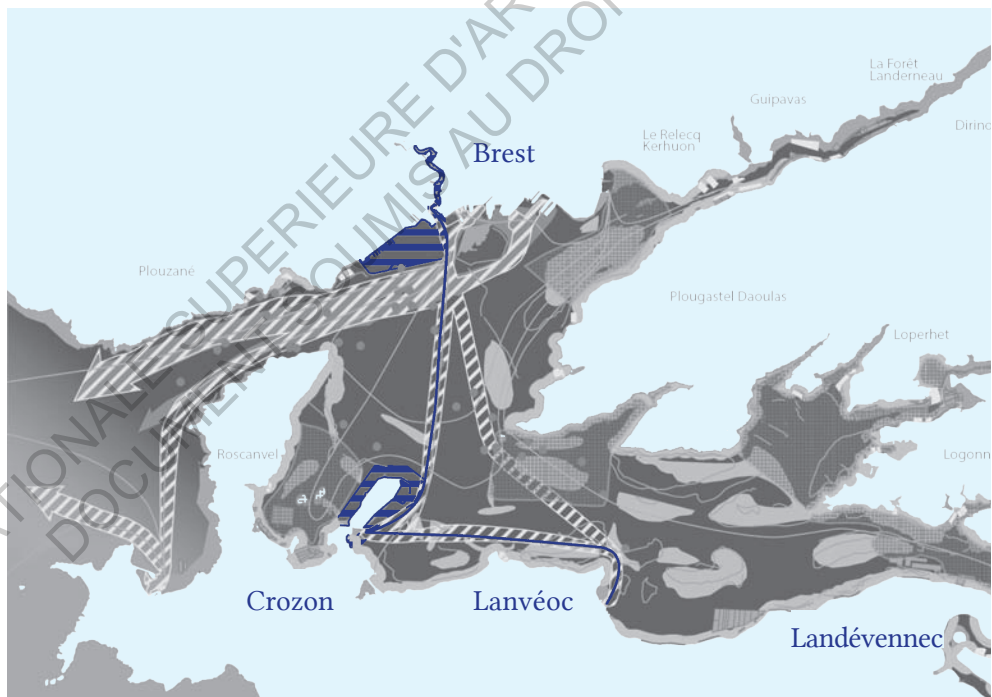
## **b. Richesses naturelles et stratégies urbaines**

La richesse du Pays de Brest concernant le patrimoine géologique se trouve incontestablement dans les coupes continues, et donc les observations possibles, des falaises littorales et du fond de la rade. Il y a là un musée in situ. Certaines falaises offrent plus de 250 millions d'années de mémoire géologique. Des formations paléozoïques du Massif armoricain, étudiées et connues depuis plus d'un siècle, sont régulièrement visitées par des étudiants et des scientifiques de tous horizons nationaux et internationaux. Ces espaces représentent un patrimoine scientifique, pédagogique et culturel remarquable.

La Penfeld et la rade sont les éléments qui ont donné forme au Brest d'antan. Depuis la ville s'est reconstruite sur elle même. Les espaces laissés sauvages par ces entités naturelles sont aujourd'hui mis en valeur. Seules quelques zones excentrées ont été aménagées: le parc de la Penfeld au nord, au creux du quartier de Bellevue permettant de se promener sur les rives de la rivière toujours au même niveau grâce au barrage; et la plage avec le port de plaisance du moulin blanc à l'est donnant sur la rade. Desservis par une seule ligne de bus chacun, leur haute fréquentation est la preuve d'un intérêt certain pour ces larges espaces publics spécifiques à proximité d'une ville.

Plus précisément, la réappropriation des vallons par les civils est un objectif récent dans les stratégies de la métropole. Offrant un cadre exceptionnel en plein cœur de Brest, ils offrent volontiers un potentiel projectuel et paysager. Multiplier les vues sur le site naturel, proposer des alternatives à la route, créer des mobilités douces dans un cadre sauvage, raconter «la ville sur la ville», révéler un patrimoine abandonné... tout autant de possibilités qui rendent les coteaux et vallons de la Penfeld attractifs et un cible évidente pour les aménageurs d'aujourd'hui.

D'ailleurs, partant du constat que la rade de Brest demeure un espace étonnamment peu valorisé au regard de son potentiel, plusieurs acteurs et structures se sont récemment saisis de cette question comme le Conseil de Développement du Pays de Brest, posant dès 2012 la question: «Rade de Brest, 8<sup>ème</sup> pays du



- |   |   |                                 |
|---|---|---------------------------------|
| <b>Exploitation des ressources halieutiques</b> | <b>Loisirs et sports nautiques</b>                            | <b>La défense</b>               |
| ■ Pêche - Dragage                               | ■ Zones de pratique des centres nautiques                     | ■ Zones d'interdiction en mer   |
| — Pêche - Filets                                | — Lignes de transport passagers civils (Penn ar Bed - Azénor) | — Lignes de transport militaire |
| ■ Aquaculture                                   | ■ Pêche à pied  |                                 |
| <b>Transports</b>                               | ● Plongée   |                                 |
| ■ Navires de passagers                          | ■ Mouillages autorisés (ZMEL - 2015)                          |                                 |
| ■ Navires de charge                             |   |                                 |

Source: La rade partagée, un milieu aquatique singulièrement multifonctionnel.

ADEUPa, Rade de Brest force du pays, Vers un projet de territoire, Synthèse des éléments graphiques, Décembre 2016. Couleurs modifiées par l'auteur.



Pays de Brest ?». La Faculté de Droit et d'Économie de l'Université de Bretagne Occidentale a également réalisé en 2016 une enquête auprès de l'ensemble des élus des communes limitrophes de la rade, afin de recueillir la représentation qu'ils se font de cet espace, à la fois en termes d'enjeux, de projets et de gouvernance. Un dernier exemple permet d'illustrer l'intérêt actuel pour la rade ou encore, le Groupement d'Intérêt Public « Brest Terres Océanes » dont la mission est de renforcer la visibilité et la promotion du Pays de Brest en matière touristique, et qui a souhaité faire de la rade l'un de ses axes d'action.

Si l'ADEUPa s'est par la suite intéressée à la question d'une vision partagée d'un projet sur la rade, les impératifs de la Marine ne sont que très peu évoqués dans les dossiers. Seul apparaissent les zones d'interdiction en mer et les lignes de transport sur les cartes d'usages. Ces dernières ne rendent pas compte des arrangements quotidiens nécessaires pour naviguer en rade de Brest.

Chaque catégorie d'usagers, marine militaire, sportifs plaisanciers, pêcheurs et marine marchande, doivent s'arranger pour un usage intelligent et partagé de la rade. Des zones réservées à chacune de ces catégories sont ainsi dessinées par les bouées. Régulièrement, une partie de la rade est rendue inutilisable en raison des sorties dans le cadre d'exercice et tests des sous-marins, en plus de leurs missions officielles d'une durée de trois mois. À ces occasions, la surveillance est totale: dans les airs par un hélicoptère, sur terre par le déploiement de gendarmes maritimes et fusiliers marins sur la côte civile, notamment sur les pointes de Plouzané et Roscanvel où le passage est restreint, et sur mer avec les navires d'escorte. De plus, la gêne occasionnée par ces mouvements ne peut être envisagée par les autres usagers de la rade. Les zones maritimes sont en effet consignées par le Préfet maritime dans le cadre du fameux secret défense, c'est-à-dire que l'information n'est pas communiquée en amont. Inversement, la date des retours des missions n'est programmée qu'au dernier moment. Si ce jour-là, une régata est organisée, les militaires patientent au large de Plouzané pour rentrer au port. Les heures de pêche sont également prioritaires dans ce cas là.

De plus, le littoral militaire, surtout celui de l'Île longue en raison des activités nucléaires, est surveillé nuit et jour par les fusiliers marins. La rade de Brest possède quatre installations militaires: l'arsenal de Brest, au nord de la rade; la base opérationnelle (base sous-marine) de l'île Longue, au sud-ouest; l'École navale et le groupement des écoles du Poulmic, à Lanvéoc; le cimetière des navires de Landévennec.

### a. Limite de l'enclave militaire

Selon le dictionnaire Larousse en ligne, la frontière désigne «la limite du territoire d'un État et de l'exercice de la compétence territoriale» ou bien, «la limite séparant deux zones, deux régions caractérisées par des phénomènes physiques ou humains différents».

La limite définit une entité spatiale en la distinguant d'une autre: par exemple, Romulus crée Rome en traçant sa limite à la charrue. Par extension, c'est la ligne au-delà de laquelle on passe dans un «ailleurs» ou bien la ligne qu'on ne peut pas franchir. La limite crée donc une discontinuité qui peut être plus ou moins marquée entre les deux systèmes territoriaux qu'elle sépare, selon leurs différences et les rapports qu'ils entretiennent.

*Si le mot frontière est récent, il a un antécédent beaucoup plus ancien qui correspond à un concept similaire et qui le rattache à l'idée de limites qui nous intéresse ici. Limites : le mot a son origine dans limes, le terme par lequel l'Empire romain définissait ses frontières. Frontières là encore militaires, gardées par une longue théorie de remparts, de forts, d'obstacles naturels.<sup>7</sup>*

L'apparition du terme «frontière» est donc bien plus tardive que la notion. Son étymologie vient de «front», qui désigna à partir du XIII<sup>ème</sup> siècle la limite temporaire et fluctuante séparant deux armées lors d'un conflit. Dans son appréciation historique, la frontière reprend l'idée d'une limite de l'espace qui fait l'appropriation d'une communauté. Ce n'est qu'avec l'avènement de l'État moderne que la frontière apparaît comme une limite de souveraineté, fixe et linéaire. Du XVI<sup>ème</sup> au XIX<sup>ème</sup> siècle, les principes de continuité et de cohésion territoriales s'imposèrent aux dépens des repères médiévaux<sup>8</sup> et plus naturels.

La limite devient frontière lorsqu'elle appartient à la géographie politique. Ainsi, chaque frontière est une limite. Mais toutes les limites spatiales n'ont pas forcément le statut de frontière. Celui-ci est reconnu par l'appropriation des espaces et la reconnaissance juridique de la ligne. La ligne Maginot, le «mur de Berlin» et le «Rideau de fer» ont été des frontières - lignes de défense sont des exemples qui ont marqué l'histoire européenne du XX<sup>ème</sup> siècle.

Peut-on parler de frontière pour l'arsenal de Brest? Si on s'intéressera plus loin à l'aspect juridique, il est important de souligner le caractère limitrophe et duel de cet espace avec la ville. Malgré la présence des différentes urbanités que l'on a étudiées précédemment, la mise à distance physique entre les deux entités est évidente. Son enclavement conscient et l'hermétisme nécessaire ne répond pas

7. Jean-Marc Huissoud, *Les difficiles limites de la géopolitique : les frontières, Esprit d'avant en ligne*, 2010. URL: <http://www.espritudavant.com/DetailElement.aspx?numStructure=79255&numElement=110308>

8. Groupe Frontière, *La frontière, un objet spatial en mutation*, *EspacesTemps.net*, Travaux, 29.10.2004 <http://www.espacestemp.net/articles/la-frontiere-un-objet-spatial-en-mutation/>

vraiment ni à une tradition des arsenaux ni à une loi nationale. Par exemple, la loi sur la clôture de sécurité (Secure Fence Act) promulguée en octobre 2006 par le congrès américain, a permis la construction d'un mur de 1 200 km entre les États-Unis et le Mexique.

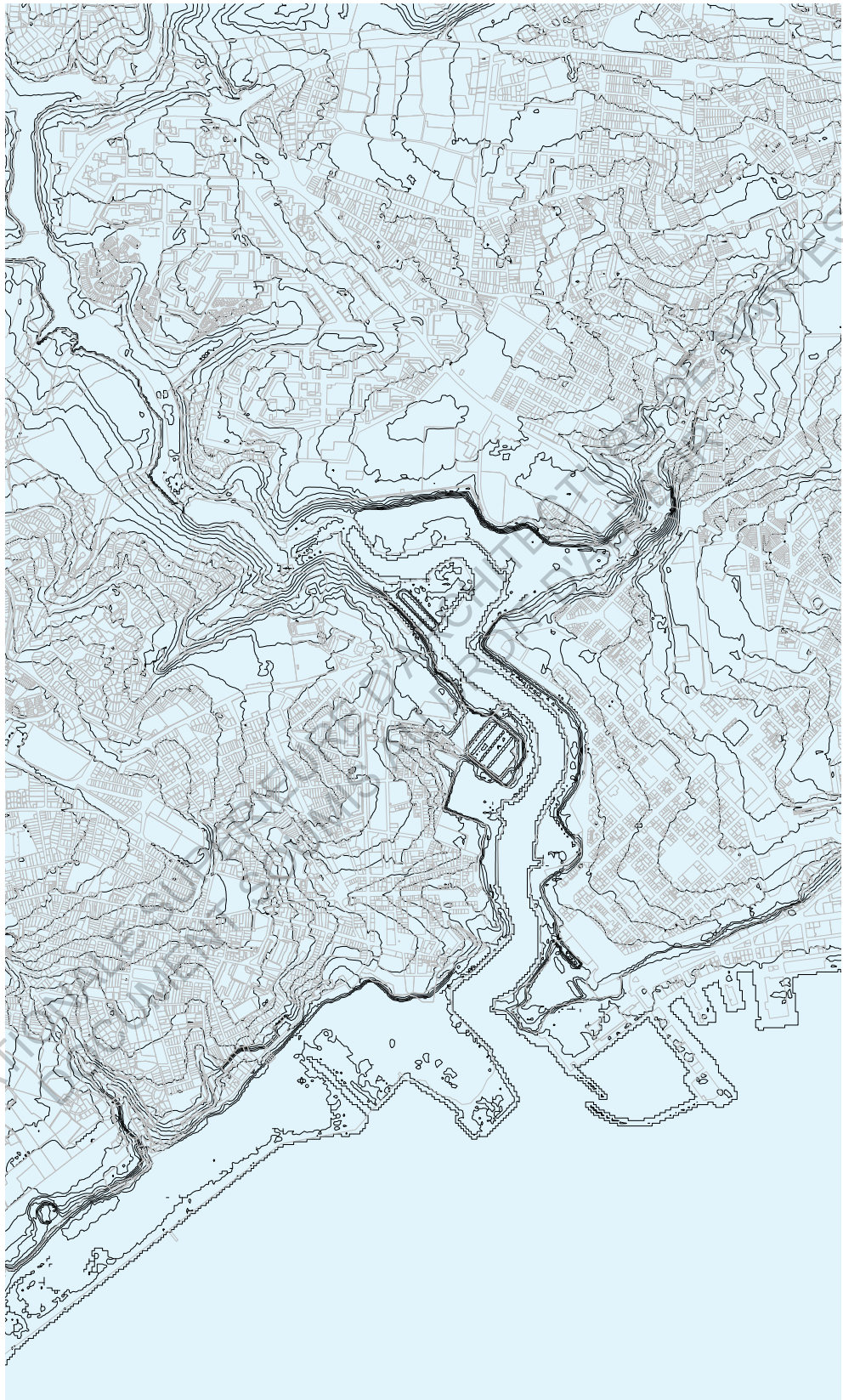
Au XVII<sup>ème</sup> siècle, les deux rives de Penfeld accueillent, côté Recouvrance les activités militaires et côté "Brest même", les activités marchandes. La fermeture des quais fut plus progressive que la séparation avec le civil. Elle commença en 1750 sous les ordres de Choquet de Lindu qui le fit partiellement clôturer. L'arrêté préfectoral du 14 juin 1865 proclame qu'à partir du 1er octobre 1865, le port de la Penfeld sera fermé à tous les bâtiments de commerce et réservé exclusivement à l'usage de la marine militaire. Cette séparation entre les deux ports ne se fait pas uniquement pour la sécurité des affaires de la Royale mais également pour optimiser le port de commerce qui saturait et subissait les impératifs de la marine. Pour bien marquer le changement de situation, le Comte de Gueydo, préfet maritime, aligna sur les bords de la Penfeld reconquise par la marine militaire des factionnaires de la troupe de ligne pour suppléer la clôture qui faisait défaut par endroits. Cependant, l'interdiction aux civils d'accéder aux quais ne fut totale qu'avec la Reconstruction deux cents ans plus tard. En effet, les vallons qui descendaient jusqu'à la Penfeld ont été remblayés. L'arsenal s'est, de fait, isolé dans le creux de la rivière. Certains Brestois se souviennent encore d'avoir pu traverser sur un petit pont au ras de l'eau. La délimitation par une barrière physique qui vient renforcer la frontière naturelle, représente le caractère fort de cet espace enclavé. Son dessin ne prend aucunement en compte l'épaisseur de la frontière formée des falaises et talus arborés qui prennent place derrière les grilles et occultent la vue. Seule la ligne de l'enceinte est représentée sur les cartes.

## **b. Murs, grillages, barbelés et accès bloqués**

L'édification de murs et de murailles exprime au sens le plus concret du terme la fonction de barrière de la frontière. Ils introduisent une perturbation notable des flux, dans le sens de leur réduction, de leur détournement. Selon le site Géoconfluence<sup>9</sup>, ces constructions, relèvent de la logique de la fermeture spatiale et de l'exclusion. À l'heure de la mondialisation, elles relèvent d'un paradoxe qui consiste à briser des flux dans un monde où les échanges explosent. Avec les évolutions technologiques, ces obstacles terrestres ont perdu en plus de leur importance stratégique. En janvier 2015, un drone avait notamment été aperçu au dessus de la base de l'Île Longue. L'auteur et ses raisons n'avaient pas été identifiés mais «l'alerte a immédiatement déclenché le déploiement de plusieurs hélicoptères, de dizaines de fusiliers-marins, sur terre et sur l'eau, et de gendarmes maritimes» selon le quotidien breton Le Télégramme<sup>10</sup>.

9. «Géoconfluences est une publication en ligne à caractère scientifique pour le partage du savoir et pour la formation en géographie. Elle est proposée depuis 2003 par la Direction générale de l'enseignement scolaire (Dgesc) et par l'École Normale Supérieure de Lyon (ENS de Lyon) au nom du Ministère de l'Éducation nationale.» [<http://geoconfluences.ens-lyon.fr/a-propos/qui-sommes-nous>]

10. <http://www.letelegramme.fr/bretagne/ile-longue-vaste-chasse-au-drone-mardi-29-01-2015-10508263.php>



La topographie renforce la frontière de l'arsenal.

Le contrôle des flux (marchandises, hommes) est donc devenu la fonction principale de ces barrières. Au niveau des frontières nationales, elles sont érigées au nom de la réduction des flux non contrôlés (trafics illicites, migrations illégales) et de sécurité nationale. À l'échelle de l'arsenal, sa fonction est identique: empêcher quelque entrée ou sortie d'objets et personnes suspects. Tout le personnel montre sa carte de l'arsenal à l'entrée. Chaque personne extérieure doit faire une demande au préalable. Les véhicules sont fouillés à chaque passage. L'arsenal demeure réellement une sorte de cité interdite. Toute base militaire, qu'elle soit maritime ou terrestre, comporte ces caractéristiques: zone développée par l'Homme, délimitée par une barrière physique et donc l'accès est contrôlé voire interdit.

Ces terrains infranchissables complexifient et modifient complètement la pratique de la ville dans laquelle ils s'implantent. Les bases militaires ne sont pas les seuls exemples d'enclaves urbaines. On retrouve également les usines pétrochimiques, les industries, les carrières, les zones d'enfouissement, les zones d'activités. Les ports, les infrastructures de réseaux (autoroutes, voies ferrées), les centres commerciaux et les cimetières peuvent également être considérés comme tel, en raison de leur filtre de population et fermeture complète selon les heures; cette dernière étant permise grâce à la présence d'une enceinte protectrice.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'ACCES A L'INFORMATION

## UNE FRACTURE INVISIBLE



UNE ENCLAVE EN VILLE



château. Photo: Auteure - 3 mars 2016.

## UNE QUESTION DE TEMPORALITÉS

### a. Topochronie civile: vers une «ville 24/24, 7/7»

La ville est autant une organisation spatiale qu'une organisation temporelle puisqu'elle doit permettre d'organiser simultanément les activités de travail, de consommation et de loisir. La «topochronie» renvoie à cette relation entre l'habitant et son territoire selon ses différentes temporalités. En premier lieu, le temps de travail, occupait dans ce dispositif un rôle central et structurant. Les activités hors travail (temps dédié à la famille, à l'éducation des enfants, aux activités sociales et aux loisirs, temps pour soi) étaient situées par conséquent en marge de ce temps de travail (le soir, la fin de semaine, les congés). Cette dualité temporelle fut toutefois remise en cause en raison de l'importance croissante accordée aux temps hors travail, de la flexibilité progressive du marché du travail et de la volonté d'égalité des genres. En effet, l'opposition temps de travail et hors travail a débouché sur un modèle sociétal où l'homme était l'unique apporteur de ressources et dans lequel la femme reste au foyer. Cela permettait de résoudre l'accessibilité aux activités de services et à la prise en charge des enfants en dehors des horaires scolaires ainsi qu'à celle des personnes dépendantes. En tant que modèle, la forte asymétrie homme/femme au regard de la citoyenneté n'était aucunement conscientisée comme un problème. Il existe donc bien une certaine temporalité de la ville, temporalité commune à tous les citoyens. L'approche de l'urbain comme un espace-temps quotidien appelle à une prise de conscience des rythmes et temps collectifs. Ceux-ci sont alors considérés comme source de problèmes ou de solutions par rapport aux conditions du vivre ensemble que la ville induit.

Pour les chercheurs que l'on nomme «temporalistes», le terme *topochronie* désigne la base théorique à leurs interrogations sur les phénomènes et les mécanismes correspondants, qui relèvent de l'articulation des temps et des lieux. Thierry Paquot ou Jean Yves Boulin considèrent par exemple cette notion comme une priorité dans l'étude de la ville et encore plus pour son aménagement. Pour eux, une harmonisation et une meilleure gestion des temps et rythmes collectifs amèneraient à un «bien-être temporel, offrant disponibilité et prévisibilité à tous»<sup>11</sup>. Les politiques des temps de la ville ont pour objectifs «tant l'amélioration de la qualité de vie que l'égalité entre les genres, les âges, les catégories sociales, la reconstruction du lien social ou encore la requalification urbaine»<sup>12</sup>. Le projet «territoire 2020» porté par la DATAR dans les années 2000 en est un exemple.

Une des articulations majeures entre temps et lieux des villes est bien-sûr la mobilité. Cette dernière correspond à l'ensemble des relations entre chaque habitant et les autres personnes, les biens et les services matériels et immatériels, et les lieux qui leurs sont associés. L'intensité actuelle et croissante de la mobilité, rendue possible par l'offre technologique et marchande, structure spatialement le

11. Boulin Jean-Yves, « Les temps de la ville. Au-delà d'un aspect fonctionnel (l'organisation des services publics), les politiques des temps visent à un «bien-être temporel», offrant disponibilité et prévisibilité à tous. », *Revue Projet*, 1/2003 (n° 273), p. 64-72.

12. *Idem*



déroulement de la vie des habitants dans les territoires. L'emploi et l'accèsion aux biens et aux services de la société actuelle deviennent importants car ils sont inséparables des réseaux des flux qui leurs sont associés.

C'est d'ailleurs l'importance portée aux transports et aux échanges entre les régions du monde qui avait amené en 1885, la création d'un référentiel temporel commun au monde entier. La terre fut dès lors divisée en 24 fuseaux horaires, ayant les pôles pour extrémités et le méridien de Greenwich comme heure d'origine. C'est dans un soucis de connaissances pour les communications notamment pour le commerce mondial et la poste que le référentiel est apparu essentiel. Si aujourd'hui ce dernier n'a que faiblement évolué<sup>13</sup>, l'utilisation et la connaissance de ce référentiel commun se sont généralisées et individualisées.

En effet, les pratiques sociales - et individuelles - ont évolué: autonomisation des individus, accélération et diversification des activités et des rythmes. Elles ont inéluctablement des implications spatio-temporelles très fortes sur la ville, autant dans le domaine professionnel que domestique. Ces deux domaines tendent d'ailleurs à s'homogénéiser avec les dynamiques sociales actuelles qui réclament toujours plus de flexibilité et de valorisation du temps de travail. Existera-t-il toujours des temps collectifs?

*« Certaines voix [...] s'élèvent pour réaliser la ville 24/24h et 7 jours sur 7 (la ville la nuit), pour s'affranchir des temps sociaux, pour flexibiliser certaines temporalités (étendre le travail dominical et nocturne, élargir les amplitudes de l'ouverture des commerces, des services publics), pour fluidifier les transports, bref la ville en self service, la ville consommable. »<sup>14</sup>*

Si cette réflexion autour de la désynchronisation des rythmes individuels et collectifs est critiquable, elle soulève tout de même une tendance à s'affranchir de ces temps sociaux: les pratiques de flexibilité des entreprises autorisées par les nouvelles technologies, la généralisation de la mobilité, la ville 24h/24h et d'une façon générale une conception économique du temps (individuel, rare, accéléré). Le temps collectif existe toujours, il est simplement moins contraint et prend la forme de nouvelles sociabilités.

## **b. L'emploi du temps de l'arsenal et son impact sur la ville**

Malgré son isolement géographique et son «esprit prolo», la métropole brestoise suit cette tendance globale à la désynchronisation des temporalités urbaines. La création et la fréquentation des *fablabs* et autre tiers-lieux permettant la flexibilité et l'efficacité des temps de travail, ou bien la construction des «quartiers mixtes» valorisant les nouveaux modes de vie en sont la preuve.

Qu'en est-il de l'arsenal? La professionnalisation et l'apparition de nouvelles

13. *Changement de moins d'une seconde pour se référer au temps atomique. Alors que la seconde avait été la 1/86400ème partie d'un jour, elle est, depuis 1967, le temps que prend un atome de césium pour vibrer 9 192 631 770 fois. [http://lamap93.free.fr/cours/lml/tu.htm]*

14. René Kahn, Patricia Zander, Jacques Trautmann, *Régulation temporelle et territoires urbains. Habiter l'espace et le temps d'une ville*, APR, Strasbourg, 2008.



Si l'auteur de la photo ne ratera jamais «la moindre occasion de le voir se lever quand un navire s'en approche», le pont de Recouvrance est symbolique des temporalités de l'arsenal. Son impact sur le quotidien des Brestoïses est univoque. Le tramway est arrêté, Recouvrance est isolé, le centre urbain est figé.

Source: Madame ordinaire - mai 2015. URL: <http://www.madameordinaire.com/2015/05/quand-le-pont-de-recouvrance-se-leve.html>

priorités telles que la cyberdéfense semblent correspondre tout à fait avec une organisation spatio-temporelle de l'espace. Pourtant, la politique du temps de travail n'a pas réellement changé. Les militaires sont certes devenus fonctionnaires mais cela n'efface en rien la perception d'un temps industriel tel que le revendiquaient les ouvriers de l'arsenal. D'ailleurs, Edward P. Thompson<sup>15</sup>, référence essentielle dans le travail des *temporalistes*, révélait avec sa théorie du «temps-horloge» le rôle des horaires stricts et réguliers dans quotidien *post*-révolution industrielle et dans le développement du capitalisme. Reprendre les théories de cet historien britannique pour l'analyse d'une zone militaire peut sembler ironique au regard de sa lutte engagée pour le désarmement nucléaire. Pourtant, il existe une certaine pérennité dans son concept de «temps-horloge» et notamment concernant le planning quotidien de l'arsenal.

Les traits urbains de l'enclave, dégagés dans la seconde partie de ce mémoire, sont suffisants pour affirmer l'existence d'une *topochronie* de l'espace. L'organisation spatiale avec les rues orthogonales, le développement de lieux de loisirs en sont des exemples. La question porte d'avantage ici sur le rapport et l'importance qu'elle joue sur l'organisation spatio-temporelle de la ville.

Le frontière entre la ville civile et celle militaire joue le rôle d'interface. Si l'on prend l'exemple des embouteillages aux portes de l'enceinte, on comprend tout à fait l'intérêt d'un dialogue sur l'aménagement des espaces concernés, de l'un ou de l'autre côté de l'enceinte militaire. Les problèmes de gestion des infrastructures liés aux heures «de pointe» sont communs à tous les espaces urbains, mais Brest a cette particularité de devoir se plier aux exigences du calendrier militaire. Quotidiennement ces dernières sont peu perceptibles en raison de la similitude entre temporalité sociale et de travail. Cependant, certains événements révèlent une fracture, telle que la levée du pont de Recouvrance qui permet aux bateaux militaires de naviguer sur la Penfeld, mais qui paralyse le centre ville.

Il existe ainsi une certaine hiérarchie entre les deux entités. Elle se manifeste aux points de frottements, là où la frontière est fluctuante ou s'efface physiquement (le pont, les portes mais aussi les parkings qui les jouxtent ou les zones maritimes). Cette mise en valeur d'une dualité d'un point de vue spatio-temporel induit de s'intéresser à la frontière comme limite administrative mais également à l'enclave militaire comme un territoire autonome avec ses propres règlements.

15. Edward P. Thompson, historien britannique spécialiste de l'histoire sociale et culturelle de l'Angleterre, décédé en 1993, a influencé grâce à son travail sur le monde ouvrier, les chercheurs du monde entier. Dans son ouvrage *Temps, discipline du travail et capitalisme industriel* qui paraît en 1967, il explique comment le «temps-horloge» va petit à petit s'imposer et remplacer le «temps-nature» qui régissait jusqu'alors les journées des travailleurs



«Représentation des zones soumises à interdictions ou à restrictions pour l'usage, à titre de loisir, d'aéronefs télépilotés (ou drones), sur le territoire métropolitain. Cette carte est basée sur l'arrêté « espace » du 17 décembre 2015 et ne couvre pas les interdictions temporaires.»

La rade de Brest, la presqu'île de Crozon, l'arsenal de Brest et la base militaire de Lorient sont des terrains au-dessus desquels le survol est complètement interdit. Les bandes parallèles correspondent aux zones contrôlées des aéroports.

Source: Géoportail - fond de carte IGN: <https://www.geoportail.gouv.fr/donnees/restrictions-pour-drones-de-loisir>

## CONFRONTATION POLITIQUE

### a. Frontière juridique

Lorsqu'on aborde la question de frontière invisible à l'arsenal de Brest, on pense directement à la barrière maritime ou bien aérienne. Ces deux dernières ne sont que faiblement marquées en comparaison au déploiement de dispositifs protégeant la zone militaire sur terre. Les zones militaires maritimes permanentes sont pourtant bel et bien limitées par des bouées spécifiques représentant les bornes d'une ligne imaginaire surveillée. Les jetées marquent également le contour du port militaire. Concernant les réglementations des airs, la première loi relative à la navigation aérienne date du 31 mai 1924. Mais il faudra attendre 1986 pour définir précisément les principales zones militaires interdites au survol. A savoir une zone d'un rayon de 20 km autour de l'aérodrome de Mont-de-Marsan (la plus grande zone de France métropolitaine), un cercle de 6 km autour de Cherbourg, Toulon et de l'Île du Levant, et sur Brest. La base sous-marine de Brest et ses alentours sont soumis au règlement des zones interdites P (prohibited en anglais). Ces dernières sont complètement interdites à tout aéronef<sup>16</sup> civil. Elles s'appliquent au principaux sites nucléaires de l'hexagone<sup>17</sup> qui sont relativement peu nombreux en France. Cette réglementation ne fut établie qu'en 2000. Brest est d'ailleurs le site le plus nucléarisé de France avec la présence de trois Installations Nucléaires de Base Secrète (INBS), toutes militaires<sup>18</sup>.

Tout comme les dispositifs artificiels mis en place sur terre, les frontières maritimes et aériennes tracent les contours de l'arsenal brestois. Elles mettent en avant la dualité qui existe entre l'espace civil et militaire.

Cette différence territoriale se base surtout sur une distinction administrative et juridique. La frontière est avant tout une séparation de Droit. D'un côté le droit civil, de l'autre le droit militaire<sup>19</sup>. Tout individu franchissant la frontière de l'arsenal voit les formalités et règles d'obéissance changer. Ces dernières sont, entre autres, établies par un arrêté «portant règlement de police et de sécurité pour l'arsenal de Brest et pour les établissements maritimes de l'arrondissement maritime de Brest». Malgré les restructurations de l'armée, ce dernier est en vigueur depuis 1963. La dernière modification date de 1982. Signé par le vice-amiral d'escadre et préfet maritime de Brest, Amman, il se décline en 35 articles classés dans 5 catégories: entrée et sortie de matériel ou de denrées, entrée/circulation/sortie des véhicules, police intérieure, réglementation du travail, sanctions.

Par exemple, concernant la sécurité aux portes: «Nulle personne, de nationa-

16. Selon le dictionnaire Larousse en ligne, un aéronef correspond à «tout appareil capable de s'élever ou de circuler dans les airs.» [<http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/a%C3%A9ronef/1335#ok4k5JALWAgV0VPz.99>]

17. Informations reprises d'un article en ligne de l'Express: Sébastien Pommier, *En France, ces zones que les avions n'ont pas le droit de survoler*, Express, 18 juillet 2014. URL: [http://www.lexpress.fr/actualite/societe/en-france-ces-zones-que-les-avions-n-ont-pas-le-droit-de-survoler\\_1560436.html](http://www.lexpress.fr/actualite/societe/en-france-ces-zones-que-les-avions-n-ont-pas-le-droit-de-survoler_1560436.html)

18. Deux installations sur la base sous-marine de l'île Longue, qui abritent les ogives nucléaires et les missiles équipant les sous-marins ; une installation pour l'entretien des sous-marins à propulsion nucléaire située dans le port militaire de Brest [<http://www.bastamag.net/Nucleaire-et-si-on-s-interessait>]

19. La France ne dispose que d'un seul système judiciaire, il n'y a pas de justice militaire - droit militaire. L'emploi du mot «droit» renvoie plus ici à la notion de conduite morale.

lité française, ne peut pénétrer ou circuler dans les établissements visés [...], si elle ne peut présenter une pièce d'identité munie d'une photographie et justifier d'un motif légitimant son entrée et d'une autorisation d'accès délivrée par le ministre de la défense ou par une autorité maritime compétente».

La notion de règlement dans le domaine militaire s'accompagne d'idées connexes telles que l'autorité, la discipline et la hiérarchie. On peut d'ailleurs lire dans l'arrêté que «lorsqu'une entreprise privée est autorisée à travailler dans un établissement de la marine, pour quelque client que ce soit, elle y est soumise, ainsi que tout son personnel.» (article 26) La Défense et plus précisément la marine nationale, reste l'autorité souveraine des lieux. Concernant l'aménagement et le contrôle de sa zone, elle ne se soucie aucunement de l'administration civile qui l'entoure. L'inverse est plus ou moins applicable. Au dehors de la frontière de l'arsenal, la ville est théoriquement libre de choisir son aménagement, sauf si ce dernier remet en cause le secret Défense lié aux activités militaires et à leur bon fonctionnement. Dans le cas des aménagements des friches militaires, la proximité des activités militaires induisent par exemple des impératifs. Ce fut notamment le cas pour la Marina du Château ouvert en 2009.

En lien avec ce secret Défense, l'ensemble de l'armée française est parfois qualifiée de «grande muette». La raison première est pourtant historique: entre 1872 et 1945, les militaires n'avaient pas le droit de vote. Incapables de contester, ils étaient ainsi «muets», et l'armée était à la fois grande et silencieuse. L'expression restera par la suite pour dénoncer le rapport tendu de l'institution à la parole, longtemps verrouillée légalement. Toujours dans l'arrêté concernant l'arsenal de Brest, on lit par exemple que «toute discussion susceptible de troubler l'ordre public, tout cortège ou manifestation, sont prohibés.» (article 23)

Actuellement, le militaire est jugé comme un civil pour toutes infractions qu'elles aient ou non un rapport avec leur statut de soldat. Le tribunal militaire n'existe plus depuis 1982 et la juridiction militaire est compétente uniquement en temps de guerre. Le code pénal - civil - est donc, en plus des nombreux règlements de l'arsenal, en vigueur dans l'enceinte de l'arsenal. La loi du 13 juillet 1972, toujours en vigueur, portant sur le statut général des militaires comporte notamment des oppositions claires avec le reste du personnel de l'arsenal. Elle a pour but de limiter les droits politiques et syndicaux des militaires. Ces derniers sont liés par le secret et ne peuvent par exemple jamais évoquer des questions politiques dans la sphère publique ou mettre en cause une puissance étrangère ou une organisation internationale qu'avec l'autorisation du ministre de la Défense.

La métaphore de la grande muette est toujours utilisée, notamment par les médias. Ces derniers relatent les situations où l'Armée a été invitée à se taire sur son action ou au contraire soulignent les propos publics d'un militaire sur la fonction. Le secret d'état et l'hermétisme qui entourent les INBS, sont particulièrement ciblés car ils mettent de côté la transparence en matière de sûreté. À Brest, un Plan Particulier d'Intervention est distribué à tout nouvel habitant avec un cachet d'iode censé réduire la contamination interne des particules radioactives. Des doutes sont émis quant à la bonne perception de ces données. Certains regrettent d'ailleurs qu'aucun exercice de simulation d'accident ne soient organisés dans la

ville de Brest.

Dans l'autre sens, «La grande muette donne de la voix» fut le titre récent donné par Alexandra Schwartzbrod dans un article en ligne de Libération<sup>20</sup>. La journaliste y analyse les propos du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées sur les dépenses publiques de l'État.

La frontière est ainsi, au sens large, un objet en soi, mais également un outil mis en place par un pouvoir. Elle renferme son projet politique en lui permettant de s'affirmer et de se distinguer d'un autre. La notion de pouvoir sous entend celle de l'autonomie et de l'indépendance. Pour Jacques Lévy, le pouvoir est lié à toute entité territoriale qui a la «capacité à agir sur une situation de manière à en modifier le contenu ou le devenir»<sup>21</sup>. La deuxième notion, celle de politique, renvoie à la structure même de la société en tant qu'elle gère et justifie les rapports entre les individus. Cette définition de la frontière, superposant objet et outil, peut s'appliquer aux limites de l'arsenal, en tant qu'enclave étatique.

## b. La frontière comme espace de conflits

«Lorsque des personnels civils cessent le travail pour raison de grève, ils doivent aussitôt quitter l'enceinte militaire.»<sup>22</sup> L'ordre incarné par la discipline militaire imposée dans l'enceinte de l'arsenal ne doit jamais faillir. Tout dérèglement doit donc être étouffé ou sortir. Les grèves, en tant qu'arrêt d'activité et remise en question de la hiérarchie sont évidemment prohibées à l'intérieur. Leur place se trouve dans l'au-delà de la frontière, dans le monde urbain où le désordre est autorisé.

On retrouve ici la notion romaine de *limes* abordée plus haut dans le cadre des dispositifs artificiels de la frontière:

*De l'autre côté [de la limite], plus qu'un ennemi, une antithèse multiforme, incarnée dans des dizaines de peuples: la barbarie. En face, à l'intérieur, la Civilisation par excellence, elle aussi multiforme mais unie dans la Pax Romana. D'un côté le règne de la loi, de l'autre l'anarchie. D'un côté les villes et les campagnes bien ordonnées, de l'autre les forêts sombres et les bêtes sauvages. D'un côté l'ordre et le sacrifice de chacun pour la communauté impériale et sa grandeur, de l'autre l'héroïsme stérile et l'orgueil individuel de la force.*<sup>23</sup>

Les frontières ont une histoire. Pas seulement celle qui explique pourquoi elles sont là, suivant ce contour bien précis qui est le leur, mais pourquoi elles sont, en tant que concept. Celle des grèves est un bon exemple pour le cas brestois. Ce

20. Alexandra Schwartzbrod, *Défense : la grande muette donne de la voix*, Libération, 21 décembre 2016. URL: [http://www.liberation.fr/france/2016/12/21/defense-la-grande-muette-donne-de-la-voix\\_1536823](http://www.liberation.fr/france/2016/12/21/defense-la-grande-muette-donne-de-la-voix_1536823)

21. Jacques Lévy, Michel Lussault (sous la dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, éditions Belin, 2003, articles consultables en ligne sur le site d'EspacesTemps.net.

22. Article 30 de l'arrêté concernant l'arsenal de Brest et ses annexes.

23. Jean-Marc Huissoud, *Les difficiles limites de la géopolitique : les frontières*, Esprit d'avant en ligne, 2010. URL: <http://www.espritdavant.com/DetailElement.aspx?numStructure=79255&numElement=110308>



L'affaire « Henri Martin » a été un scandale politico-militaire qui s'est déroulée en France au début des années 1950, durant la guerre d'Indochine. Henri Martin, militant du PCF ayant été arrêté le 13 mars 1950 par la police militaire pour sabotage, il fut reconnu non coupable mais quand même condamné à cinq ans de prison par le tribunal maritime de Brest. Il sera libéré en 1953. Sur la photo, le mur de l'arsenal sert de support à l'expression du conflit. La ville de Brest est alors en pleine reconstruction. On aperçoit en arrière-plan les ateliers du plateau des Capucins et la grue « Revolver ». Derrière ce mur sont aujourd'hui visibles les maisons des officiers.

Source: « Acquittez Henri Martin, 1951 © Archive syndicale », in Céline Angot, *Gestes accomplis et paroles ouvrières: approche anthropologique du travail au plateau des Capucins à l'arsenal de Brest : culture ouvrière et savoir-faire entre mutations et patrimonialisation*, p. 226.



mouvement interdit pour les militaires, fut porté par les ouvriers de l'arsenal non concernés par la loi du 13 juillet 1972 portant statut général des militaires<sup>24</sup>. Ces derniers étaient encore nombreux jusqu'aux années 2000. C'est à partir de 1901 que la grève fut considérée comme un moyen de pression et pour porter les revendications. Une forte syndicalisation se mit en place à Brest. Sans prétendre défendre la cause des militaires, au contraire, les ouvriers se dressent régulièrement contre la hiérarchie. Celle-ci n'hésitait d'ailleurs pas à user de son pouvoir pour asseoir son autorité. Céline Angot rapporte par exemple qu'en 1905, «Victor Pengam, ouvrier de l'arsenal, est mis à pied par l'amiral Pephau pour des propos antimilitaristes tenus au Casino brestois, lors d'une fête syndicale le 5 octobre 1905»<sup>25</sup>.

Qu'elle soit symbolique dans des situations précises ou physique et pérenne sur le territoire, la frontière entre le monde civil et militaire, est le symbole d'oppositions entre les deux entités. Les actes conflictuels sont révélateurs de la mitoyenneté réelle des deux pouvoirs. Pour reprendre André Torre, «pendant les phases de conflit se mettent en place des recompositions sociales et des changements de nature technique ou juridique»<sup>26</sup>. L'auteur montre qu'ils jouent un rôle essentiel dans les mécanismes de gouvernance des territoires, en contribuant aux dynamiques territoriales et à l'expression démocratique des oppositions.

*« Pour singulariser la frontière par rapport à des notions voisines, J.-P. Renard suggère une gradation conceptuelle entre les notions de limite «qui circonscrit deux ensembles spatiaux dont on souligne les différences» qui ne sont pas forcément structurantes, la discontinuité qui suppose des structures d'organisation de l'espace, et enfin la frontière, séparation structurante qui exprime ou révèle l'exercice d'un pouvoir. La frontière suppose bien la discontinuité qui elle même implique la limite. »<sup>27</sup>*

En tant qu'espace vécu et conscientisé, la notion de frontière urbaine doit forcément - mais pas uniquement - être abordée par un regard anthropologique et phénoménologique.

Pour Marion Segaud, la dimension anthropologique de la délimitation a toujours été présente dans les pratiques et dans les représentations humaines<sup>28</sup>. Selon la sociologue, frontière et limite ne se démarquent pas vraiment l'une de l'autre. Par contre elle insiste sur l'effet de l'esprit et donc la représentation de

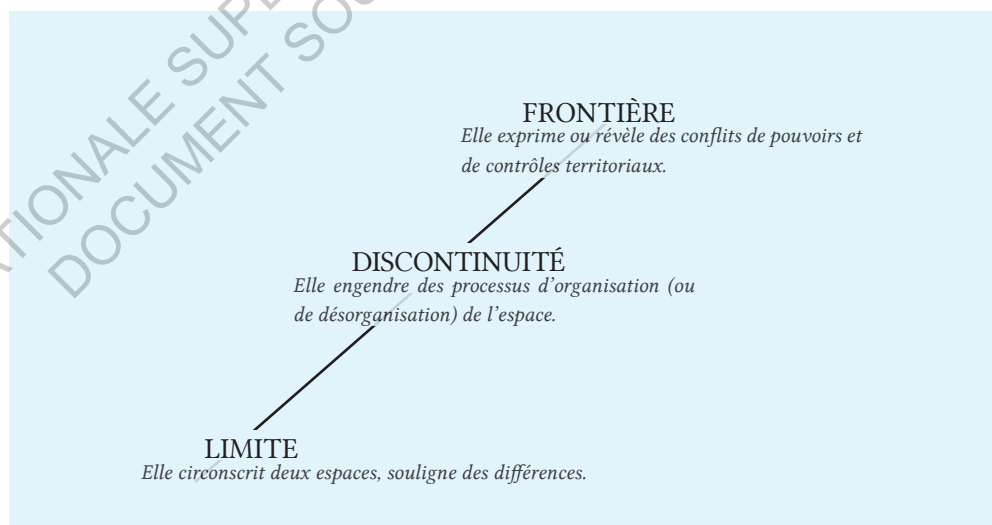
24. Selon la loi du 13 juillet 1972 portant statut général des militaires, il leur est interdit de se constituer en syndicats professionnels ou d'adhérer à des groupements professionnels, l'exercice du droit de grève leur est également exclu. Toutefois, une certaine forme d'expression collective se manifeste dans les instances de concertation internes et spécifiques aux forces armées.

25. Céline Angot, *Gestes accomplis et paroles ouvrières : approche anthropologique du travail au plateau des Capucins à l'arsenal de Brest : culture ouvrière et savoir-faire entre mutations et patrimonialisation*, p. 224.

26. André Torre, « Du bon usage des conflits ! L'expression des désaccords au coeur des dynamiques territoriales », *Métropolitiques*, 20 juin 2011. URL : <http://www.metropolitiques.eu/Du-bon-usagedes-conflits-L.html>

27. Groupe Frontière, «La frontière, un objet spatial en mutation.», *EspacesTemps.net*, Travaux, 29.10.2004 <http://www.espacestemp.net/articles/la-frontiere-un-objet-spatial-en-mutation/>

28. Marion Segaud, *Frontières, limites et mitoyenneté: une question sans fins*, in Debarbieux B. et Vanier M., *Ces territoires qui se dessinent, l'aube-datar*, pp. 91-110, 2002.



« Jean-Pierre Renard propose des définitions plus simples mais opérationnelles pour différencier limite, discontinuité et frontière. Ces définitions ne doivent pas être statiques, au contraire les marges s'intègrent dans une logique de mutation permanente car les différences qu'elles révèlent sont sources d'interactions. Il peut donc y avoir passage d'un degré à un autre, dans un sens comme dans un autre. »

Source: Jean Pierre Renard, *La frontière : limite géopolitique majeure mais aussi aire de transition*, in *Limites et discontinuités en géographie*, DIEM, SEDES, p. 60, repris par François Moullé, *De la frontière aux discontinuités. Regards de géographes*, revue en ligne *Esprit d'avant*, 2010.

la notion. L'esprit confère à l'espace sens et fonction. Ce sont les liens entre les individus, dans une action réciproque, qui matérialisent la proximité ou la distance des entités territoriales. C'est le rapport à l'Autre, avec celui qui habite de l'autre côté de la ligne (cf. pp. 70-71), qui vient incarner les notions de frontière, discontinuité et limite.

Trois types d'effets spatiaux de la frontière ont été mis en valeur dans cette partie: celle de barrière, qui est sa raison d'être, mais aussi celle d'interface et celle de territoire. En parallèle, François Moullé, mettait en avant quatre fonctions pour définir la frontière:

- *Une frontière est une construction territoriale qui « met de la distance dans la proximité » (Arbaret-Schultz, 2002)*
- *Une frontière est conçue comme un système de contrôle des flux destiné à assurer une maîtrise du territoire à travers un filtrage.*
- *Une frontière est un lieu privilégié d'affirmation et de reconnaissance de pouvoirs politiques*
- *Une frontière institue une distinction par l'appartenance matérielle et symbolique à une entité territoriale dont elle est l'expression.<sup>29</sup>*

29. François Moullé, *De la frontière aux discontinuités. Regards de géographes*, revue en ligne *Esprit d'avant*, 2010.. URL: <http://www.espritudavant.com/DetailElement.aspx?num%20Structure=79255&numElement=111839>

## LA «CULTURE ARSENAL»





de 1996 prévoyant 1.500 licenciements. Ils réclament des mesures de soutien. Photo: © Dominique Le Roux

## DES RITES, RITUELS ET ROUTINES SPÉCIFIQUES

### a. Une tentative de définition

La routine, en tant qu' «habitude mécanique, irréfléchie, et qui résulte d'une succession d'actions répétées sans cesse»<sup>30</sup>, est essentielle pour habiter le lieu de travail (voir pp. 68-69).

Les rites quant à eux, s'apparentent plus à «des règles fixant le déroulement d'une célébration liturgique»<sup>31</sup>. Cette caractéristique les rapproche du sacré et du sentiment d'appartenance à une communauté. On peut alors considérer que les rites s'appliquent facilement au monde du travail industriel ou militaire. Pour Jean Cazeneuve, sociologue français, les emplois du mot rite sont nombreux mais «se réfèrent plus ou moins à celui qui désigne un comportement social, collectif, dans lequel apparaît plus nettement à la fois le caractère répétitif du rite et, surtout, ce qui le distingue des conduites rationnellement adaptées à un but utilitaire.»<sup>32</sup> Le rite a donc bien une dimension sociale et identitaire, dans le sens où il instaure une séparation entre ceux qui l'accomplissent et les autres, ceux qui l'ont déjà accompli ou vont le faire et encore plus avec ceux qui ne sont pas concernés.

*« Parler de rite d'institution, c'est indiquer que tout rite tend à se consacrer ou à légitimer, c'est-à-dire à faire méconnaître en tant qu'arbitraire et reconnaître en tant que légitime, naturelle, une limite arbitraire ; ou, ce qui revient au même, à opérer solennellement, c'est-à-dire de manière licite et extra-ordinaire, une transgression des limites constitutives de l'ordre social et de l'ordre mental qu'il s'agit de préserver à tout prix - comme la division entre les sexes s'agissant des rituels de mariages. »<sup>33</sup>*

Pierre Bourdieu s'intéresse à la signification et à la fonction sociale des rites alors que Arnold Van Gennep et Victor Turner n'ont proposé selon lui, qu'une analyse descriptive de leurs différentes phases. Dans les premières lignes de cet article, il insiste sur la fracture sociale que le rite induit, et non sur le passage lui-même, comme tout observateur serait tenté de le faire («l'important est la ligne»). C'est pourquoi l'auteur préfère l'emploi de «rite d'institution», cette dernière étant la créatrice des «natures sociales» telles que homme/femme, à «rite de passage» qui oppose uniquement l'avant de l'après rite. Si la réalité de l'acte est uniquement prise en compte ici, Bourdieu n'exclut en rien l'effet réel du symbolique. Ainsi, pour lui le rite «consacre la différence», agit sur «la représentation du réel», signifie à l'individu son identité «à la face de tous», «décourage la transgression»...

À l'arsenal, les rites d'institution tel que le définit Bourdieu sont nombreux.

30. Définition du Larousse en ligne. URL: <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/routine/70117#ZuLgSFuHKGFEoKg>,99

31. Idem

32. Jean Cazeneuve, Rites, *Encyclopædia Universalis* [en ligne], consulté le 4 janvier 2017. URL : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/rites/>

33. Pierre Bourdieu, *Les rites comme actes d'institution*, In: *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 43, juin 1982. Rites et fêtes. pp. 58-63.

La cérémonie de présentation exclusive aux militaires (pas les sous-traitants) est sûrement la plus communicative puisqu'elle met en jeu un avant et un après, tout autant que l'exclusion de la communauté civile qui n'y a pas accès. La tonte de cheveux est également un rite spécifique à l'institution militaire. «Le jeune doit laisser à la porte son passé, sa personnalité, son statut social, et tout élément susceptible de freiner son intégration dans le moule militaire»<sup>34</sup>. Cependant comme le souligne Bourdieu, l'observateur du rite en reste à l'observation au passage du statut civil au militaire, pourtant il est important de souligner une autre «ligne», fracture sociale institutionnalisée et légitimée par la tonte des cheveux: l'exclusion des femmes. Si la cérémonie de présentation ne les exclut pas, elle ne sont pour autant pas concernées par le deuxième exemple. L'efficacité symbolique est d'autant plus paradoxale qu'elle signifie à la femme militaire «deviens ce que tu n'es pas» pour paraphraser une autre phrase de Bourdieu.

Il est intéressant de souligner la subordination du langage dans l'expérience du rite. Comme dans ces deux exemples, le corps tient le rôle principal. «Le travail d'institution, comme travail d'inculcation, traitera le corps comme une mémoire pour faire advenir cette seconde nature qu'est la fonction sociale» disait Bourdieu. David Charrasse confirmera sept ans plus tard:

*« Dans les études ethnologiques des rites, l'analyse de contenu des discours n'est qu'une approche très subalterne: le plus souvent on se contente de remarquer que tel rite s'accompagne par exemple de «chants», de «cris», ou de «prières», l'observateur retenant ainsi l'élément le plus formel, comportemental ou prosodique de la communication orale. »<sup>35</sup>*

Repris par Céline Angot dans sa récolte des mémoires de l'Atelier des Capucins, elle précise que David Charrasse «s'est intéressé à l'analyse durkheimienne des fonctions générales du rite [...]articulant trois moments en un seul mouvement: la célébration du passé, le rassemblement au présent et le prolongement dans l'avenir.»<sup>36</sup> Les deux chercheurs rapprochent le rite de la crise dans le cas de la fermeture d'un bassin sidérurgique lorrain et lui inculque ainsi un pouvoir de rallier par une «efficacité morale» qui rend confiance et croyance au groupe concerné en particulier dans et après les moments difficiles.

Derrière le mur de l'arsenal les rites concernent particulièrement les militaires. Ils participent à l'exclusion des femmes ou à l'intériorisation de la hiérarchie en interne à l'institution, ainsi qu'à la marginalisation et subordination des non-militaires pourtant habitants du même espace.

Comme le souligne la sociologue brestoise, «Le fait d'intégrer l'arsenal est perçu comme une évidence, comme le disent beaucoup: «c'était soit la marine, soit l'arsenal ».»<sup>37</sup> Intégré toutes deux dans la «culture arsenal» mise en avant par

34. <http://www.tetue.net/la-tonte-militaire-un-rite-initiatique#p1IdjAtR5M3waBZf.99>

35. David Charrasse, *Rites corporatifs et stratégies d'entreprises dans le Bassin sidérurgique de Longwy. In: Cultures du travail : Identités et savoirs industriels dans la France contemporaine [en ligne]. Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1989 (consulté le 04 janvier 2016). URL: <http://books.openedition.org/editionsmsh/3755>*

36. Céline Angot, *Gestes accomplis et paroles ouvrières : approche anthropologique du travail au plateau des Capucins à l'arsenal de Brest : culture ouvrière et savoir-faire entre mutations et patrimonialisation*, p. 111.

37. *idem*



Le Mekong a participé au soutien des bâtiments alliés en Méditerranée jusqu'à la fin de la guerre, il sert ensuite en Indochine de fin 1946 à fin 1947. Il fait ensuite des rotations entre la métropole et les bases en outre-mer. Il avait été mis en réserve en 1956 puis a été condamné en 1959.

Son lancement participa grandement à une reconnaissance sociale avec la célébration d'un travail accompli.

*«A l'époque les bateaux étaient lancés de la cale du point du jour, c'était spectaculaire, j'ai souvenir avant 1932 de voir ça, voilà ce que j'ai vu de l'arsenal étant petit. C'est vrai que c'était un jour de fête, mon père avait un bleu de chauffe qui ne servait que pour les lancements. D'ailleurs l'arsenal ne travaillait pas ces jours-là. (Paul Coat, entretien réalisé en 2008)»*

Source: Lancement du Mekong en 1948 © DCNS, in Céline Angot, *Gestes accomplis et paroles ouvrières: approche anthropologique du travail au plateau des Capucins à l'arsenal de Brest : culture ouvrière et savoir-faire entre mutations et patrimonialisation*, p. 226.



Céline Angot, les deux corporations sont pourtant distinguées notamment dans le langage. Cela confirme l'idée d'une pluralité des identités et donc des groupes à l'intérieur de l'enceinte ainsi que de leur possible confrontation.

Cependant, n'existerait-il pas des rites ou expériences rituelles communes à tous l'arsenal?

## b. Des rituels qui effacent la frontière

Aucun des auteurs cités ne semble faire une distinction sémantique et linguistique entre rites et rituels. Les deux termes proviennent du latin *ritus*, signifiant «ordre prescrit». Leur utilisation dans divers champs de recherches tels que l'éthologie, l'ethnologie, la sociologie, la psychologie, en ont fait un sujet polysémique. Dominique Picard ajoute que l'omniprésence du rituel complexifie sa compréhension:

*« [...] les rituels interviennent à de nombreux moments de la vie et dans des circonstances très diverses puisqu'ils apparaissent autant dans le domaine social (à travers les grandes cérémonies) que dans la sphère privée (il existe des rituels de la toilette ou de la relation amoureuse) ; et qu'ils peuvent aussi bien relever du sacré (au niveau de la liturgie comme à celui de la prière) que du séculier (dans les grandes manifestations politiques ou sportives comme dans les relations quotidiennes). »<sup>38</sup>*

En considérant la «culture arsenal» comme résultat d'une construction endogène, les rites militaires et civils industriels de l'arsenal appartiennent à la «sphère sociale» et relèvent du «séculier». Pas de «sacré» ni de «sphère privée» pour l'enclave brestoise. D'autant plus que «la culture arsenal s'est également fabriquée hors les murs de l'enceinte militaire»<sup>39</sup>, sur la scène publique de la ville.

Considérés usuellement comme synonymes, l'emploi du mot rituel peut permettre ici de différencier les expériences répétitives internes, les rites, de celles qui induisent un caractère exogène. Pour plus de clarification, on utilisera désormais le mot rite lorsque seul les personnels de l'arsenal seront concernés (le phénomène d'exclusion n'induisant pas la participation) et inversement, le mot rituel lorsque la population brestoise intervient dans le processus.

Ces moments ont déjà été abordés tout au long du mémoire mais jamais en tant qu'interaction affective entre la population civile et celle de l'arsenal. Cet échange, symbolique dans le sens, doit être caractérisé dans sa forme par une rigidité répétitive et corporelle. Et finalement, sa fonction doit se montrer «efficace» pour reprendre les termes de Bourdieu, envers tous ceux qui la «pratiquent». Autrement dit, le rituel «exogène de l'arsenal» doit pouvoir, au travers de sa forme, communiquer un sens ou une symbolique commune à tous les Brestois qui sont

38. Dominique Picard, *Rites - rituels, Vocabulaire de psychosociologie*, Toulouse, ERES, «Hors collection», 2002, p. 251-257. URL : <http://www.cairn.info/vocabulaire-de-psychosociologie--9782749206851-page-251.htm>

39. Céline Angot, *Gestes accomplis et paroles ouvrières : approche anthropologique du travail au plateau des Capucins à l'arsenal de Brest : culture ouvrière et savoir-faire entre mutations et patrimonialisation*, p. 214



«Édition après édition, la magie continue d’opérer. Bateaux, marins, musiciens, spectateurs, petits et grands, avertis ou néophytes, tous se passionnent pour des fêtes qui réservent à chaque fois leur lot de surprises et d’émerveillement.»

Source: photo: Madame ordinaire © - juillet 2016 URL: <http://www.madameordinaire.com> , texte: site internet des fêtes maritimes de Brest. URL: <https://www.brest2016.fr/fr/fetes-maritimes-brest/brest-2000-2004-2008-succes-cesse-renouvele>

présents à l'événement. À quel moment la vie de l'arsenal retentit-elle sur la ville?

Malgré la fin du carillon<sup>40</sup>, le départ des ouvriers des Ateliers avec leur implication syndicale, la professionnalisation militaire, l'arrêt de constructions neuves impliquant l'absence de lancement ainsi que l'inactivité visuelle de l'arsenal... les occasions sont encore présentes. Leur rareté ne réduit en rien «l'efficacité» de la symbolique qui vient effacer la ligne opposant les deux mondes.

Les fêtes maritimes ont par exemple lieu tous les quatre ans au mois de juillet. L'année 1992 marque en effet un tournant important dans la relation entre les deux entités. Pour la première fois depuis 1871, la rivière Penfeld, réservée à la Marine nationale, est ouverte au public. Le tournant se fait sous la forme d'un rituel qui convoquera à chaque fois une foule provenant du monde entier. Si au départ, quelques brestois<sup>41</sup> ont réclamé, en vain, l'ouverture permanente du site, elles procurent aujourd'hui fierté à l'ensemble des Brestois et notamment aux militaires qui sont invités à porter leur uniforme ces jours de fête<sup>42</sup>. L'entrée est d'ailleurs gratuite pour tous ceux qui sont en tenue officielle de la marine. C'est un grand moment de reconnaissance sociale tout comme ont pu l'être les lancements de navires.

*« Moi j'habitais Brest, on habitait Brest, donc notre arsenal ce n'était pas rien (rires) donc on venait voir quand même. Par exemple, lorsqu'il y a eu le lancement du paquebot Antilles, c'est par milliers que les gens sont rentrés à l'arsenal visiter le paquebot avant son lancement donc l'arsenal c'était quelque chose. » (Louis Aminot, 7 octobre 2008)<sup>43</sup>*

La levée du pont de Recouvrance est également un bon exemple. On peut par exemple lire sur le blog internet d'une Brestoïse<sup>44</sup> qu'elle ne ratera jamais une occasion de se déplacer. L'information est d'ailleurs communiquée largement sur les panneaux de publicités de la ville.

De plus, le cadre socio-professionnel du statut de militaire engage des savoirs, savoir-faire et savoir être (qualités morales, valeurs intériorisées) qui se construisent en partie avant l'entrée dans l'arsenal et donc hors-les-murs en interaction avec une population extérieure. C'est ce que l'on qualifie de «socialisation anticipatrice», grâce aux membres de la famille et aux sociabilités de voisinage ou rencontres hors temps de travail. L'individu intériorise donc «des savoirs, des

40. À partir de 1881, par un décret de la marine, la cloche sonnait l'entrée et la sortie de l'arsenal tous les jours. Aujourd'hui la sirène de l'arsenal sonne tous les premiers mercredi du mois.

41. Notamment différents partis politiques, tels que les Verts ou les socialistes ainsi que des associations, Rue de Penfeld.... [<http://www.lemonde.fr/international/article/2005/10/18/>]

42. Malgré le statut public de l'événement, les quais de la Penfeld sont toujours considérés comme propriété militaire. En 2016, le Plan Vigipirate avait interdit aux militaires de porter l'uniforme en dehors des zones de la Défense, sous risque de devenir des cibles privilégiées. La marine aurait perdu un merveilleux coup de marketing.

43. Propos recueillis dans Céline Angot, *Gestes accomplis et paroles ouvrières : approche anthropologique du travail au plateau des Capucins à l'arsenal de Brest : culture ouvrière et savoir-faire entre mutations et patrimonialisation*, p. 216

44. Madame ordinaire - mai 2015. URL: <http://www.madameordinaire.com/2015/05/quand-le-pont-de-recouvrance-se-leve.html>



Jour de cérémonie de présentation au Centre d'instruction naval de Brest, 221 jeunes marins sont accueillis dans la «grande famille de la marine».

croyances, des mœurs, des coutumes ainsi que toute disposition ou usage acquis par l'homme vivant en société» pour reprendre la définition de la culture d'Edward Burnett Tylor dans le dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie<sup>45</sup>.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

45. Céline Angot, *Gestes accomplis et paroles ouvrières : approche anthropologique du travail au plateau des Capucins à l'arsenal de Brest : culture ouvrière et savoir-faire entre mutations et patrimonialisation*, p. 139.



Présente à la télé et sur internet, la Marine revient pour la deuxième fois sur les ondes cette année et se présente comme un recruteur de premier plan.

Source: google image - «la marine recrute»

## L'INTRA-MUROS FAIT RÊVER

### a. L'imaginaire et le «culte du secret» militaire

Tous ces événements sont cependant contraires à la culture discrétionnaire qui entoure l'institution militaire. En effet, sous la poussée du droit à l'information et de l'idéologie de la transparence qui traversent la société actuelle, elle se retrouve obligée de mettre en place des stratégies de communication pourtant légitimées, par la loi du secret notamment... Celle-ci s'apparenterait parfois au sacré tant elle est inculquée dans l'apprentissage du jeune militaire. Le mot hiérarchie trouve d'ailleurs son origine au XIV<sup>ème</sup> siècle. Il vient du latin ecclésiastique *hierarchia*, emprunté au grec *hieros* qui signifie sacré, et *arkhie* qui signifie commandement. Le respect et la légitimation rendus à la hiérarchie au sein de l'organisation évoquent d'autant plus l'idée d'un pouvoir sacré.

Le silence qui accompagne chaque militaire tout au long de sa carrière rejoint le secret à l'extérieur des murs. Cette restriction langagière peut tout à fait également correspondre à un rite, un rite dit «négatif» malgré son potentiel à rassembler et unir. Le silence peut être un moyen privilégié de communication, a fortiori de communion.

*« Cette limitation verbale constitue d'abord une mise à l'épreuve. Elle vise à tester la volonté du futur militaire, sa résistance morale ainsi que son aptitude à obéir, mais aussi à opérer une rupture avec la vie civile. [...] La détention d'informations et l'absence d'explications qui accompagnent souvent les ordres donnés n'ont pas seulement pour objectif de protéger la réalisation des missions sensibles. Elle s'inscrit également dans une stratégie de contrôle social, une logique de pouvoir et de domination [...]. »<sup>46</sup>*

En étudiant les sociologies qui se développent au sein d'une organisation «fermée», Céline Bryon-Portet analyse le pouvoir de l'imaginaire et du sacré dans nos sociétés prétendument dominées par une approche rationaliste et technique, ainsi que le rôle que jouent ces derniers dans le processus de construction de la réalité, des identités individuelles et communautaires. L'armée en est une. Mais elle parle également de la franc-maçonnerie, des mouvements sectaires ou utopiens, des groupes terroristes ou fanatiques... Toutes ces organisations se rejoignent sur le rôle des dispositifs de communication symboliques et des médiations imaginaires qu'elles mettent en place pour exercer leur supériorité/autorité.

Le silence, consciemment utilisé ici, ne constitue pas une absence de connaissance. C'est en cela qu'il se rapproche du secret et du sacré.

Si le changement de statut du militaire en 2005 a levé l'interdiction mise en place par le maréchal Maison, Céline Bryon-Portet précise que «la liberté d'expres-

46. Céline Bryon-Portet, *Deux exemples de mutisme institutionnalisé: le silence et le secret comme pratique et symbole dans l'armée et la franc-maçonnerie*, *Communication & Organisation*, 1/2016 (n° 49), p. 117-131. URL : <http://www.cairn.info/revue-communication-et-organisation-2016-1-page-117.htm>

sion chez les militaires est loin d'être réglée». Elle prend l'exemple de Jean-Hughes Mattely, chef d'escadron de la Gendarmerie nationale qui fut radié des cadres par mesure disciplinaire en 2010 «pour avoir critiqué dans les médias le rattachement de son institution au ministère de l'Intérieur et co-publié en 2009 un article intitulé «Feu la Gendarmerie nationale».»

La négativité du rite peut également être liée à une question morale. Le silence ou le secret peuvent en effet cacher le non-savoir, l'ambiguïté, le flou, le mensonge qui vont à l'encontre des vertus sociales et les abus accentuent la méfiance. D'autant plus dans notre société où la «génération internet» repose sur le «tout public» et largement sur les idéaux démocratiques d'égalité et de transparence.

C'est pourquoi l'institution militaire a multiplié ses relations avec la presse, ses manifestations événementielles et ses campagnes de recrutement, grossissant ses effectifs dans ce domaine jusqu'à en faire «le plus gros service de communication de l'appareil d'État»<sup>47</sup> Engager des points de rencontres avec les médias et se montrer très présents sur internet, a tout de même permis à l'institution de justifier des budgets auprès des contribuables et des décideurs politiques et de séduire des jeunes publics afin de recruter et remplir les places laissées vacantes par les anciens conscrits.

Tous les dispositifs artificiels initialement mis en place pour protéger l'arsenal, participent aujourd'hui à l'affirmation et la paradoxale communication du «culte du secret» nécessaire à la cohésion d'un groupe. Pour Simmel, le secret étant partagé par tous les membres, le groupe ne repose que sur la confiance et la capacité qu'ont les membres de se taire. On le sait, les murs ne dissimulent aucune information classée «secret-défense», la véritable information reste bien gardée, dans les souterrains de l'ALFOST pour ce qui concerne les stratégies sur les terrains d'opérations. Pourtant, la forte présence des panneaux d'interdiction de photographier ou de pénétrer, tout autour de l'arsenal participe grandement à la formation d'un imaginaire qui renforce la culture du mutisme militaire.

## **b. Le langage brestoà**

Les différents rites abordés laissait le langage en tant que communication orale, au second plan. Pourtant, à Brest le vocabulaire de l'arsenal participe à la pérennisation d'une culture locale.

*Et au niveau de l'arsenal en général, est ce que vous avez l'impression qu'il y avait un parler ?*

*Mme Bianeis : Oui mais on ne s'en rendait pas compte parce que tout le monde parlait pareil. Alors vous allez me demander des exemples, je ne sais pas parce qu'en fait c'est rentré dans notre culture et on ne se rend même*

47. Claude Weber, *La Filière communication au sein de la Défense: typologie, recrutement, formation et carrière*, Paris, Centre d'Études en Sciences Sociales de la Défense, Les Documents du C2SD, n° 47, 2002; cité dans, Céline Bryon-Portet, *Deux exemples de mutisme institutionnalisé: le silence et le secret comme pratique et symbole dans l'armée et la franc-maçonnerie*, *Communication & Organisation*, 1/2016 (n° 49), p. 117-131.



*pas compte. On s'en rend compte quand on parle à des gens qui ne sont pas d'ici et qui nous regardent avec de gros yeux, l'air de dire, « mais de quoi ils parlent ? » ça arrive. (Claudie Bianéis, 30 mars 2012)<sup>48</sup>*

Céline Agot, dans sa recherche sur l'appropriation de l'espace de travail au Capucins s'est notamment intéressé au langage comme signe de constructions sociales. Dans sa thèse, elle décline les noms donnés aux différents ateliers du «plateau». Certains «peuvent faire référence aux conditions de travail» d'autres «à la notoriété des activités de travail». <sup>49</sup> Elle précise également que l'origine de ces mots reste parfois inconnue. Cette méconnaissance participe d'autant plus au sentiment d'appropriation car il est révélateur d'une transmission et d'une histoire partagée. On retrouve par exemple «les Guignards» pour les salariés occupants un poste à la «chaud'» dont les conditions de travail étaient difficiles.

*« Les ateliers de l'arsenal présentent des conditions de travail parfois très difficiles, une hiérarchie omniprésente, un règlement suivant les prescriptions d'une enceinte militaire, des ambiances «dures», le personnel, pour s'en défaire, s'en distancier, en se donnant des marges de manœuvre créent ainsi un univers de camaraderie, de solidarité : deux termes qui reviennent souvent dans les entretiens. »<sup>50</sup>*

Les jeux de mots sont aussi importants. L'auteure cite Michel Verret «le rire est le mode de résolution des conflits: il y a dans les équipes, les ateliers toute une culture à plaisanter» <sup>51</sup>. Céline Angot déclare que «les surnoms et les blagues faites aux collègues de travail participent pleinement à la construction des relations de travail, suivant les appartenances sociales de chacun». Hors-les-murs, ils entretiennent un «univers» qui dépassent largement l'espace de travail. On parlait tout à l'heure d'un incroyable pouvoir d'auto-dérision à Brest et de «l'esprit prolo» (pp. 131-135).

Gérard Cabon, un ancien ouvrier a d'ailleurs récemment publié «Y'a skiff» à comprendre il y a assez de peinture ou suffisamment à boire, un abécédaire du parler de l'arsenal <sup>52</sup>, qui fait suite à une «demande d'amis». On peut lire sur la quatrième de couverture que l'arsenal n'est pas une institution militaire mais «l'arsenal est une institution brestoïse». Si la vocation première qui a poussé le retraité à partager son expérience orale, est l'hommage rendu aux savoirs-faire et aux personnels des Ateliers, le livre est la preuve d'un langage commun qui vient effacer la fameuse enceinte gardée. À la question si la culture arsenal existe-t-elle encore, l'auteur répond que des jeunes rencontrés récemment continuaient de lui apprendre un langage de l'arsenal: «l'antracite véliplanchiste» qui désigne le jeune cadre dynamique, portable à la main, longeant les quais et dans les couloirs.

48. Céline Angot, *Gestes accomplis et paroles ouvrières : approche anthropologique du travail au plateau des Capucins à l'arsenal de Brest : culture ouvrière et savoir-faire entre mutations et patrimonialisation*, p. 172.

49. *Idem*

50. *Ibidem* p. 177.

51. Michel Verret, *La culture ouvrière*, Paris, L'Harmattan, 1996

52. Gérard Cabon, *Y'a skiff*, éditions Dialogues, Brest, 2012, p.



«Lève ton dos» signifie «sois fier» dans le jargon de l'arsenal. Les expressions de Gérard Cabon sont joyeusement illustrées par les dessins de Nono. L'arsenal, «institution brestoïse» participe pleinement à la diffusion d'une culture locale, notamment au travers du langage que les murs et grillages ne censurent pas.

Source: capture d'écran de l'interview de Gérard Cabon pour la publication du premier tome «Y'a skiff» URL: <https://www.editions-dialogues.fr/livre/y'a-skiff/>

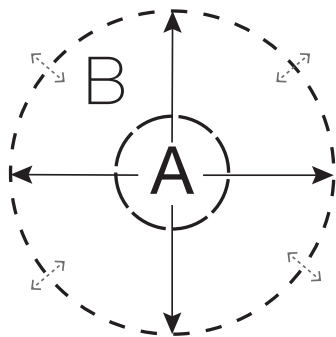
«Faut finir les chut'» peut par exemple s'entendre au détour d'une terrasse du bas de Siam. L'expression est initialement liée au travail de l'acier, puis reprise ironiquement lors des apéritifs des ouvriers pour se resservir un verre de vin. C'est vrai, le parler de «l'arsouil», et plus globalement le parler «brestoâ» est difficilement compréhensible pour une personne «étrangère».

Gérard Cabon ne contredira pas:

*«Les Bressôa, on bouffe les mots, on n'articule pas, on parle très vite, on tutoie tout le monde, on balance des vannes, on dit dans les yeux les choses qu'on a à dire et on met des Y'a et des kôa partout. »<sup>53</sup>*

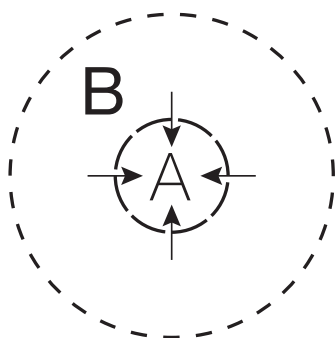
Si ces derniers mots se veulent plus légers, il ne s'éloignent pas pour autant d'une finalité réelle et plus savante qui place le langage au cœur d'une culture locale *a priori* informelle.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR



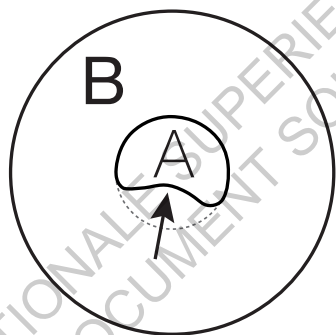
$A > B$

*A fabrique, catalyse B malgré une tentative d'indépendance*



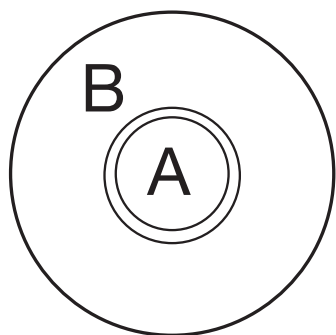
$B > A$

*B subvient à A qui a besoin de «matières premières» (hommes, électricité, nourriture...)*



$B > A$

*B récupère A des morceaux de A se transforme en B (ex: les Capucins)*



$A = B$

*A et B sont autonomes sur une temps donné (guerre)*

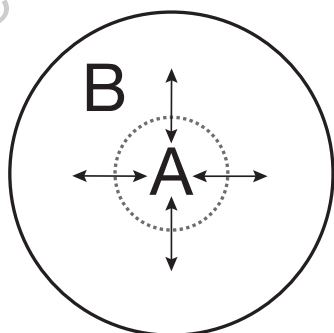
L'hermétisme entre la ville civile et militaire, que les murs, grilles, barbelés, et autres dispositifs semblent fixer et renforcer, ne s'avère pas si clair lorsque l'on aborde la question sous un aspect culturel. Les mouvements de la frontière symbolique et même physique dans le cas des aménagements des friches par la collectivité locale, sont justement révélateurs d'une interaction et donc de différents points d'interface.

Contrairement à l'immobilité du support naturel sur lequel la limite s'implante concrètement, la frontière s'avère se négocier par actions réciproques. Tantôt, c'est l'univers civil et démocratique (B sur les schémas) qui prend l'ascendant, comme pour le projet métropolitain des Capucins dont la communication s'appuie fortement sur l'identité de l'arsenal; ou bien lorsque, face aux pressions extérieures, l'institution militaire se retrouve contrainte de renoncer, en partie, à son culte du secret. Inversement, c'est parfois l'esprit hiérarchique et conformiste (A sur les schémas), et les contradictions qui l'accompagnent, qui ont permis à Brest d'être ce qu'elle est aujourd'hui, une métropole aux contraintes assumées. On assiste par exemple à une forte participation publique à des événements anti-systèmes («esprit prolo» des événements culturels, mouvement «Brest debout» de 1996 et de nombreux autres<sup>54</sup>) dans une ville où habitent pourtant de nombreux militaires actifs ou retraités que la marine fait vivre. Cette dernière est d'ailleurs un acteur majeur et omniprésent de la vie politique, mais paradoxalement invisible dans le quotidien brestois. La troisième interaction possible engage une reconnaissance mutuelle. C'est notamment le cas lors des fêtes maritimes, où, pour l'occasion, la frontière est uniquement vestimentaire.

À l'image du culte du secret des «sociétés secrètes»<sup>55</sup> telle que l'armée, l'ancrage historique de la frontière entre l'enclave militaire de Brest et son environnement civil, tolère une évolution dans le temps et l'espace. La transmission de la culture qu'elle construit, participe à sa pérennisation. En tant qu'interface et discontinuité traversée quotidiennement, et avec la répétition des rites/rituels, la frontière est un symbole vécu.

54. Réunions publiques de Brest-ouVert, parti politique écologique ou bien, les «Rendez-vous de l'Université Européenne de la Paix», etc...

55. Georg Simmel, *Secret et sociétés secrètes*, éditions Circé, 1991.



$$A = B$$

*A s'ouvre et accueille B  
la frontière s'efface  
(ex: fêtes maritimes...)*

Certes, on ne passe pas par Brest, on va jusqu'à elle ou on en repart. Certes, à Brest, il vente fort et pleut horizontalement. Certes, la ville de Brest est grise.

Inversement, oui, Brest est une ville innovante. Oui, c'est une métropole dynamique. Oui, Brest offre un cadre de vie exceptionnel.

Certes et oui, mais?...

La ville n'est pas si vieille, quatre cents ans depuis le traité qui la fit naître. En comparaison aux villes «historiques» qui l'entourent, telles que Quimper où siège la préfecture départementale, ou même Locronan, cité du VI<sup>ème</sup> siècle, cela n'est rien. Brest s'est longtemps trouvée rabaissée par cette absence de patrimoine et de reconnaissance. Aucune raison d'exister d'après ses voisines qui ne voyaient en elle qu'une enclave française dans un pays breton insoumis. Mais si l'on compte depuis sa reconstruction complète, Brest n'a que cinquante ans. Pour ses amoureux, la ville n'est qu'une adolescente complexée qui cherche sa voie. En quête d'une image idéale, peut-être a-t-elle atteint la majorité et la confiance, avec l'acquisition du statut de métropole en 2015?

Même si on enlève toute personnification, cette étape marque un tournant décisif pour la ville bretonne qui peinait à trouver un équilibre économique et social depuis le traumatisme laissé par la guerre.

Ce jeune statut et les enjeux qui l'accompagnent, sont souvent mis en avant dans le cadre d'un équilibre national. Dans un contexte de redistribution équitable du pouvoir de l'État sur l'ensemble du territoire, l'existence d'une métropole dans l'ouest était effectivement nécessaire. Quimper ne s'étant pas portée volontaire, c'est la ville de Brest qui remporte le titre. Opportunisme? L'étude historique de la ville démontre le contraire. En effet, si la richesse de Brest ne se trouve ni dans son patrimoine historique ou naturel, ni dans sa faculté à s'imposer face à d'autres pouvoirs, elle est liée à la présence de l'arsenal militaire qui constitue une force majeure pour le développement de la ville.

L'évolution de la ville s'est toujours faite en fonction de l'arsenal et de la présence d'une antenne étatique en son cœur urbain. Depuis la décision du roi d'implanter sa ville militaire au XVII<sup>ème</sup> siècle jusqu'à l'apparition de fonctions métropolitaines quatre siècles plus tard, les savoirs-faire et les représentants militaires ont eu une importance primordiale. Les décisions ne se firent pas toujours en faveur du développement de la ville. On pense directement aux bombardements qui n'auraient sûrement pas eu lieu si l'arsenal n'existait pas. La dépendance économique face à l'activité industrielle et aux commandes du ministère de la Défense est l'enjeu d'après-guerre. Les initiatives pour pallier cet assujettissement furent nombreuses et engagées sur du long terme. L'objectif, devenir autonome de cette enclave militaire qui nuit à l'image de la ville. On assiste donc au développement de l'industrie du bâtiment et de l'enseignement supérieur. La construction d'infrastructures modernes et efficaces est venue s'ajouter à cette stratégie. Cela a permis à la ville de s'ouvrir sur l'arrière-pays mais également à la France entière, voire au monde avec l'aéroport.

Pourtant, ce n'est qu'en décidant de se tourner vers le savoir-faire de l'arsenal, que Brest se montre à la hauteur de ses ambitions: devenir une métropole attractive et compétitive. En engageant le dialogue au niveau local, les deux partis, civil et militaire, ont trouvé leur compte. La «Mission Penfeld» en est le parfait exemple. Rétrocédant ses terrains inutiles, la marine permet à la ville de développer des programmes inédits à proximité de son centre ville en perte d'activité. Dans la communication de ses projets urbains, Brest met en avant l'histoire du lieu et valorise ainsi les compétences historiques d'une flotte toujours en activité. Le passage de ces espaces, initialement militaires, au monde civil ne se fait pas sans conflit. Cependant, les caractéristiques déjà urbaines du site, tant sur la forme que sur les interactions sociales qui s'y jouaient, permettent une réappropriation plus facile par la population. Le cas du plateau des Capucins est explicite: après la lutte sociale qui a suivi la fermeture des ateliers, l'étude anthropologique associée à la récolte des mémoires, a engagé la transformation du site préservé en nouvelle infrastructure métropolitaine.

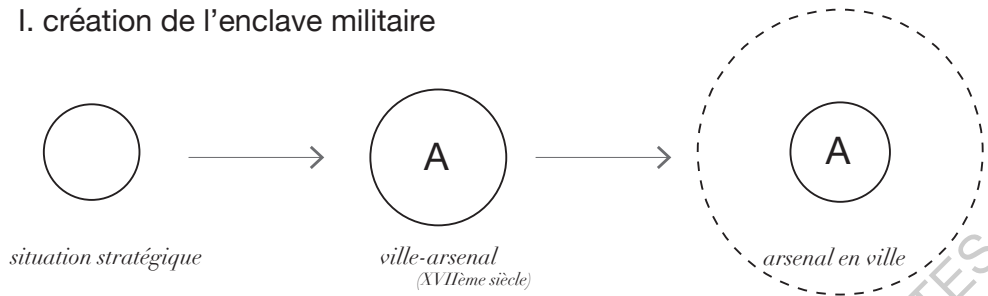
En devenant un territoire attractif, la métropole entend développer des compétences dans des milieux dits «innovants». Mais les entreprises en question bénéficient directement de l'investissement de l'État lorsqu'il se sent concerné. C'est notamment le cas pour les sous-traitants de Thalès dans le milieu des énergies renouvelables marines, ou bien des jeunes start-ups technologiques pour la cyberdéfense. Les études de l'agence d'urbanisme de Brest sont révélatrices de ce changement de point de vue politique. De plus en plus, l'ADEUPa prend en compte, à la demande de l'administration civile ou de sa propre initiative, l'impact de l'activité militaire sur le développement de la ville.

La fragmentation sociale provoquée par l'arsenal a évolué avec les décisions de la ville civile. Le Roi avait envoyé Vauban pour fortifier la ville et protéger son armée. En tant qu'urbaniste visionnaire, il imagina une ville unie et forte. Cela ne manqua pas d'enclaver d'autant plus Brest à l'extrême ouest d'un pays bretonnant. Cela permit par contre de créer un intra-muros où militaires et civils, hommes et femmes, marins et commerçants se côtoyaient quotidiennement.

L'ouverture ne put avoir lieu qu'avec la Reconstruction, trois cents ans plus tard. Conscient de la nécessité de reconnecter la ville avec son environnement, mais également sensible aux problématiques que l'homme universel avait soulevé au XVII<sup>ème</sup> siècle, Mathon, toujours envoyé par l'État, dessine la ville moderne idéale, fonctionnelle aux rues larges et planes. Malgré l'absence de murailles périphériques, le nouveau plan ne fait que déplacer l'enclavement brestois. Penser au futur moderne pour oublier le passé de la guerre, n'a pas permis à la ville de «s'ouvrir». Cela a d'ailleurs provoqué une fracture physique et culturelle d'autant plus importante avec son ancienne raison d'être: l'arsenal.

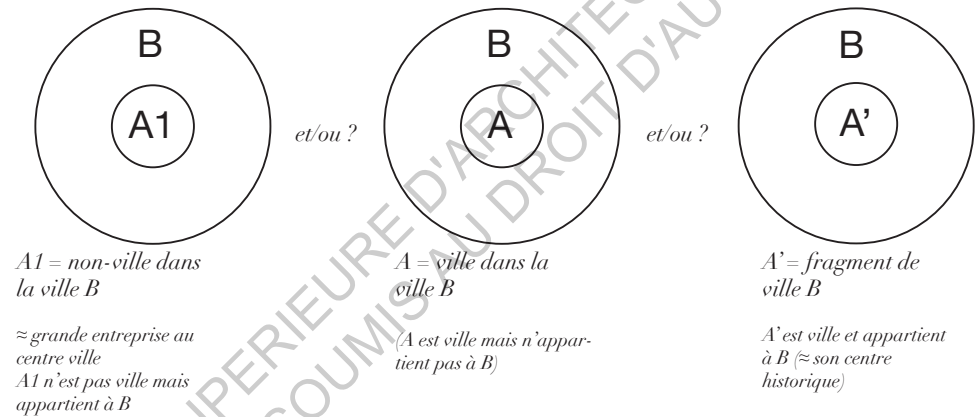
Ce dernier n'attendit pas non plus que la ville daigne s'intéresser à lui. Au contraire, la Marine se renferma au creux de la Penfeld et se créa son propre microcosme, infligeant ses impératifs fonctionnels à la ville de Brest. En découle la formation d'une ville dans la ville avec un caractère fortement urbain. L'urbanité est rendue possible notamment par l'échelle de l'espace et le potentiel d'échanges

## I. création de l'enclave militaire

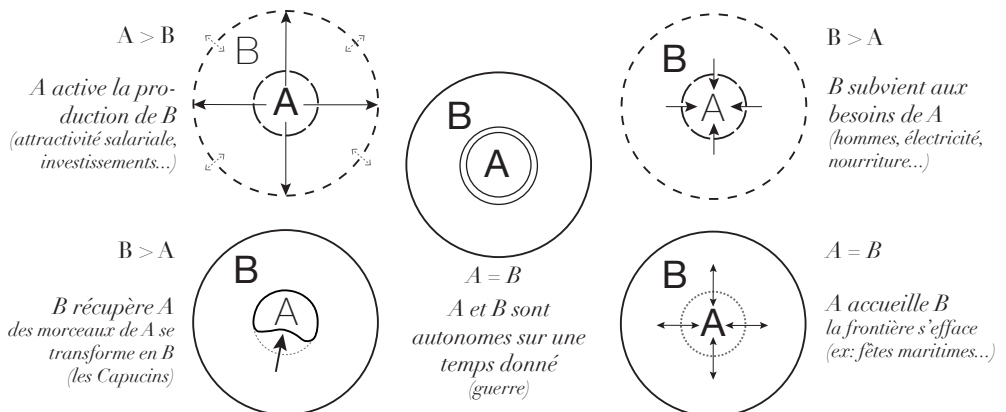


## II. définition de l'arsenal

A=arsenal; B=Brest



## III. relations entre l'enclave et Brest





sociaux. Cependant, de l'autre côté du mur, une défiance populaire envers l'État se mit en place, accompagnée d'une culture paradoxalement antimilitariste dans une ville profondément militaire.

Petit à petit, les décisions des élus locaux et la prise de conscience générale du potentiel économique de l'arsenal ont amené à la considération mutuelle des deux entités. Qu'est devenue la fragmentation urbaine?

En terme de barrière physique, il est certain que la fragmentation est bien réelle. Seules les décisions des chefs de l'armée ont un impact sur elle. L'ouverture complète lors des fêtes maritimes ou bien la rétrocession à la ville civile en sont deux exemples. En dehors de ces événements, la discontinuité aux portes représente le seul obstacle à un hermétisme total.

En tant que fracture symbolique, la chose se complexifie. Il faut s'éloigner un peu du terrain afin de comprendre les termes et les enjeux concernés. Impliquant une culture collective et un imaginaire spécifique, les signes qui les incarnent deviennent des éléments emblématiques. Les événements rituels deviennent ainsi révélateurs et symboles de la fracture. Le culte du secret et le silence provoqués par l'institution militaire contribuent étrangement à la «culture arsenal». Si a priori cette dernière se rapproche de l'esprit «prolo», provocateur et rebelle, c'est qu'il est le contre-balancement du mutisme conformiste tout autant qu'il s'inspire de sa force de communion.

Ainsi, la notion de frontière est inséparable du phénomène de fragmentation. Mais, l'approche matérielle ne suffit pas. En se rapportant à la tendance plus globale des villes à se privatiser et se fractionner, l'analyse se limiterait à la multiplication de barrières physique. Face à l'impossibilité de les franchir, le seul constat possible serait l'échec apparent de pouvoir faire lien. Sans vouloir prôner leur construction, la frontière peut tout de même s'avérer fédératrice. Multiplier les grilles de lectures peut révéler une certaine richesse que ce type d'espaces renferme. L'analyse de l'arsenal militaire de Brest a montré le potentiel culturel qu'une frontière pouvait avoir. Finalement, elle est parfois créatrice de sens, et permet d'ancrer le lien social sur un territoire. Unifier la ville et faire disparaître les frontières n'est pas forcément gage d'un meilleur futur.

Dans cette perspective, le champs des compétences des urbanistes s'élargit et la transversalité des disciplines intervenant dans la fabrique urbaine devient inévitable. Face à l'inquiétante fragmentation des villes, des pistes de recherche s'ouvrent. La réalité étant bien plus complexe et les cas tous singuliers, la nécessité d'étudier les interactions depuis le terrain d'investigation est également indispensable dans le but d'en retirer des informations significatives.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

## Bibliographie

ADEUPa, Impact économique de la Défense sur le territoire de la base de défense de Brest-Lorient, Brest, février 2016, p. 31

ADEUPa, Schéma de référence Nord-Penfeld, Brest, décembre 2016, p. 91..

ADEUPa, L'emploi public dans le Pays de Brest - Avril 2016

Adrien Letzelter, La patrimonialisation d'un site urbain par une association: Le cas de la rue Saint-Malo à Brest, UBO, Brest, 2012.

Alain Boulaire, Patrick Boureille, Geneviève Emon-Naudin, L'arsenal de Brest, 4 siècles d'industrie navale, Editions Palantines, p. 237.

Amiral Jacques Lanxade, De la conscription à l'armée professionnelle, Études 3/2005 (Tome 402), p.321-331 disponible en ligne : [www.cairn.info/revue-etudes-2005-3-page-321.htm](http://www.cairn.info/revue-etudes-2005-3-page-321.htm)., consulté le 12 novembre 2016.

André Torre, Du bon usage des conflits ! L'expression des désaccords au coeur des dynamiques territoriales, Métropolitiques, 20 juin 2011.

Annick Germain, L'étranger et la ville, Canadian Journal of Regional Science / Revue canadienne des sciences régionales, XX:1,2, Printemps-Été 1997, p. 237-254.

Bernard Debarbieux et Martin Vanier, Ces territoires qui se dessinent, l'aube-datar, 2002.

Céline Angot, Gestes accomplis et paroles ouvrières : approche anthropologique du travail au plateau des Capucins à l'arsenal de Brest : culture ouvrière et savoir-faire entre mutations et patrimonialisation, p. 245.

Céline Bryon-Portet, Deux exemples de mutisme institutionnalisé : le silence et le secret comme pratique et symbole dans l'armée et la franc-maçonnerie, Communication & Organisation, 1/2016 (n° 49), p. 117-131.

Communauté Urbaine de Brest, Espace Penfeld – Plateau des Capucins : éléments de réflexion pour un programme, Brest, Groupe de travail des élus de la CUB, 45p, 2003.

Damon Julien, « La pensée de... Georg Simmel (1858-1918) », Informations sociales 3/2005 (n° 123) , p. 111.

David Charrasse, Rites corporatifs et stratégies d'entreprises dans le Bassin sidérurgique de Longwy. In: Cultures du travail : Identités et savoirs industriels dans la France contemporaine [en ligne]. Paris : Éditions de la Maison des sciences

de l'homme, 1989

Denis Eckert, Michel Grossetti, Hélène Martin-Brelot, La classe créative au secours des villes?, revue en ligne La vie des idées, publié le 28 février 2012, consulté le 6 mai 2016. URL : <http://www.laviedesidees.fr/La-classe-creative-au-secours-des.html>

Dominique Picard, Rites - rituels, Vocabulaire de psychosociologie, Toulouse, ERES, «Hors collection», 2002, p. 251-257.

Emmanuelle Buord, Pascale Chodzko, Christian Kerleroux, Brest: Le parc privé, une préoccupation ancienne, revue Urbanisme, Hors-série n°48, avril 2014, pp. 55-58.

Eric Chauvier, Les nouvelles métropoles du désir, Editions Allia, Paris, p. 80, 2016.

Flavier Menu, Novartis: froide oasis. revue Criticat 15. printemps 2015. p. 30-47.

Françoise Péron (sous la dir.), Le Patrimoine maritime. Construire, transmettre, utiliser, symboliser les héritages maritimes européens, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2002

Garreau Jacques, Structure et relief de la région de Brest, Norois, n°108, Octobre-Décembre, 1980, p. 541-548

Georg Simmel, Secret et sociétés secrètes, éditions Circé, 1991.

Gérard Cabon, Y'a skiff, éditions Dialogues, Brest, 2012, p.

Guillaume Lécueillier, Les fortifications de la rade de Brest : Défense d'une ville-arsenal, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Cahiers du patrimoine » (n° 94), 2011, p. 34.

Gustave Flaubert, Par les champs et par les grèves , 1847, p 239-240.

Janick Van Der Meiden, The urban enclave as a fragment of the city [Graduation studio]. 2014.

Jean-Marc Huissoud, Les difficiles limites de la géopolitique : les frontières, Esprit d'avant en ligne, 2010

Jean-Yves Boulin, Les temps de la ville, Au-delà d'un aspect fonctionnel, les politiques des temps visent à un «bien-être temporel», offrant disponibilité et prévisibilité à tous, Revue Projet, 1/2003 (n° 273), p. 64-72.

Jeanne La Prairie, Brest - états d'âme, revue en ligne Sourdoreille, publié le 20.04.2015. URL: <http://sourdoreille.net/brest-etat-dame/>

Joëlle Salomon Cavin, *La ville, mal-aimée: représentations anti-urbaines et aménagement du territoire en Suisse : analyse, comparaisons, évolution*. Presses polytechniques et universitaires romandes. 2005.

Lucie K. Morisset (dir.), *S'approprier la ville. Le devenir-ensemble, du patrimoine urbain aux paysages culturels*, Montréal, 2015, 215-235.]

Marc Breviglieri, *Habiter l'espace de travail*, *Histoire & Sociétés*, n°9, pp. 18-29, 2004.

Marcel Henaff, *La ville qui vient*, L'Herne, 2008.

Melissa Bellesi, *Culture et vécu: perception des symboles urbains sous influence*. *Revue Signes, discours et sociétés*, n°12, 2014

Michel Verret, *La culture ouvrière*, Paris, L'Harmattan, 1996

Patrick Genoud et Alexis Moeckli, *Les tiers-lieux, espaces d'émergence et de créativité*, *Revue économique et sociale*, Lausanne, 2010.

Pierre Bourdieu. *Espace social et genèse des «classes»*. p.3 In: *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 52-53, juin 1984. *Le travail politique*. pp. 3-14;

Pierre Bourdieu, *Les rites comme actes d'institution*, In: *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 43, juin 1982. *Rites et fétiches*. pp. 58-63.

Pierre Le Goïc, *Brest en reconstruction: anti-mémoires d'une ville*, Presses universitaires de Rennes, 2001, p. 126.

Pierre-Arnaud Barthel, *Renouvellement urbain à Brest: les enseignements du marché de définition du plateau des Capucins*, *Norois*, n°203, 1er juin 2007, p.23.

René Kahn, Patricia Zander, Jacques Trautmann, *Régulation temporelle et territoires urbains*. *Habiter l'espace et le temps d'une ville*, APR, Strasbourg, 2008.

Thanh Nghiem, *Brest, une ville apprenante - La mutation d'une ville-port militaire*, *Les annales de la recherche urbaine*, n°101, novembre 2007, pp. 134-137

Thierry Paquot, Michel Lussault, Chris Younès (dir.), *Habiter, le propre de l'humain*. *Villes, territoires et philosophie*, 2007, pp. 13.

Yves Le Gallo, *Brest alias Brest: trois siècles d'urbanisme*, éditions Mardaga, Liège, 1992, p. 239

Yves Le Gallo, *Histoire de Brest*, Privat éditeur, Paris, 1976, p. 351.

## Sitographie

<https://www.brest.fr>

<http://www.EspacesTemps.net>

<http://www.madameordinaire.com>

<http://www.brest-metropole-tourisme.fr>

<http://www.cotebrest.fr>

<http://www.lemonde.fr>

<http://www.vivrelarue.net/travaux/travaux.html>

<http://www.vivrelarue.net>

<http://laveritesurlequartierdelarsenal.blogspot.fr>

<http://utopiesmetropolitaines.org>

<http://www.larousse.fr>

<http://www.universalis.fr>

<http://www.ouest-france.fr>

<http://www.adeupa-brest.fr>

<http://www.archi-wiki.org>

<http://gallica.bnf.fr>

## Filmographie

Claire Laborey. Mainmise sur les villes. Chamaerops Productions, Arte France.  
2015. 89 minutes.

## Entretiens réalisés au cours de l'année 2016

Céline Angot, ethnologue brestoise ayant réalisé sa thèse en 2010 sur les mémoires des ouvriers de l'arsenal

Daniel Le Couedic, professeur-chercheur à l'UBO

Johanne Colloc, responsable urbanisme à l'ADEUPa

Gabrielle Kubler, responsable Mission projets et équipements métropolitains à Brest Métropole Océane

Thomas, Léo, Mathieu, mes colocataires militaires brestois, entretiens sous forme de discussions informelles

### + Visite guidée de l'arsenal

### + Visite d'un sous-marin sur l'île Longue

### + Questionnaire distribué dans l'enceinte de l'arsenal

(10 exemplaires recueillis)

1. Habitez-vous sur Brest? Si non, pourquoi?
2. Passez-vous votre temps libre sur Brest? Donner quelques exemples d'occupation (magasin, musée, bricolage, sport...).
3. Êtes-vous engagé auprès d'une association/organisation au sein de l'arsenal hors de votre temps de travail?
4. Considérez-vous Brest ou ses alentours comme une «ville étape» dans votre vie (aucune attache à Brest, attente de la retraite ou changement de travail avant de partir ailleurs...)?
5. Votre statut de militaire vous permet-il de bénéficier de certains avantages en dehors de la base et/ou sur Brest? (abonnement...) Préciser.
6. Selon vous, l'arsenal correspond-il à une ville dans la ville? (sociabilité, réseau, fonctions, (in)dépendance avec Brest...) Argumenter.
7. Quel(s) transport(s) utilisez vous pour vous rendre sur votre lieu de travail? Pourquoi.
8. Quel(s) transport(s) utilisez vous pour vous déplacer une fois passé la porte de l'arsenal? Préciser s'il s'agit d'une obligation ou d'un choix personnel.
8. Selon vous, l'état d'urgence a-t-il amplifié la frontière entre Brest et l'arsenal?
9. Comment la vie militaire se répercute sur votre vie extérieure? (trouble du sommeil, congés imposés...)
10. Que vous évoque le terme «culture de l'arsenal»?




ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

*Marine Mallédan*

*Mémoire de master | Controverses Spatiales | Laurent Devisme*

*École Nationale Supérieure d'Architecture de Nantes*

*Septembre 2015 - Janvier 2017*



À la fois forte et affaiblie par sa position géographique, la métropole brestoise s'est développée autour de son arsenal militaire, véritable point stratégique pour l'État. Par cet intérêt tactique et son paysage maritime remarquable, la ville-arsenal a attiré de nombreux urbanistes visionnaires et a vu naître diverses utopies urbaines. Tirillée entre l'illusion et la concrétisation d'une ville idéale, Brest a pourtant longtemps été délaissée par les politiques locales et fuie par la population.

Devenu véritable enclave militaire, l'arsenal renferme la force économique et spatiale de la métropole. Ce territoire indépendant, secret et protégé est couramment désigné comme «une ville dans la ville». Il se retrouve aujourd'hui au centre des décisions politiques, bien décidées à changer l'image de la «ville moche» et militaire du XX<sup>ème</sup> siècle en se réappropriant ce cœur urbain historique. En effet, pauvre en bâtiment monumental et coupée de son interface maritime, la ville s'intéresse naturellement et justement aux infrastructures postées sur les rives de la Penfeld. L'agencement de cet intra-muros militaire répond à des règles d'urbanisme internes et ses constructions garantissent le bon fonctionnement des activités selon les commandes de la Défense. À la veille de l'ouverture du téléphérique et du nouveau quartier des Capucins, de nombreux autres terrains militaires pourraient encore être acquis par la ville. La mise sur le marché de ces espaces n'est que prospective et par-là, incertaine. Avant de prétendre à une quelconque transformation fonctionnelle et symbolique, il est nécessaire de revenir sur la relation historique que les deux entités entretiennent, ainsi que son importance pour le présent.

S'intéresser à l'arsenal de Brest, c'est également s'interroger plus largement sur les processus qui fabriquent les villes aujourd'hui, et notamment les relations socio-spatiales fondamentales qui existent entre le monde urbain et celui du travail, et donc des échanges qui s'y déploient. Parler de phénomène d'enclave à Brest peut sembler dérisoire tant la présence de l'arsenal est ancrée dans l'histoire de la ville et tant il est appelé à muter rapidement. Pourtant, son évolution renvoie directement au concept contemporain de fragmentation des villes qu'elles soient des métropoles mondiales ou bien des communes d'une importance variable. L'unité urbaine, concept valable pour toutes les échelles et qui ferait cohérence et lien social en amenant à une politique commune, est par là remise en cause. De plus, l'omniprésence du dogme de la mixité et du bien-vivre ensemble dans le discours sur les projets urbains tend à faire oublier que l'on conçoit encore des fragments de ville presque uniquement dédiés au travail - tertiaire - et au secteur privé, comme il est question ici mais dont les exemples récents ne sont pas rares.